

UNIVERSITÉ DE CAEN — FACULTÉ DE DROIT

DU PLACEMENT DES OUVRIERS ET DOMESTIQUES

En France et à l'Étranger

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Lundi 2 Mai 1904, à 3 h. 1/2

PAR

Émile THUARD

Avocat à la Cour d'Appel de Caen

Président : M. EDMOND VILLEY, Professeur doyen.

Suffragants : { MM. JULES CABOUAT, } Professeurs.
EDGARD ALLIX, }

LE MANS

IMPRIMERIE CH. BLANCHET, 6, RUE GAMBETTA

1904

THÈSE
POUR LE DOCTORAT



Digitized by the Internet Archive
in 2026

UNIVERSITÉ DE CAEN

FACULTÉ DE DROIT

Année scolaire 1903-1904

DOYEN :

M. Edmond VILLEY (*, I. 1), correspondant de l'Institut, membre du Conseil supérieur de l'Instruction publique.

PROFESSEURS :

MM. DANJON (I. 1), assesseur du Doyen, professeur de *Droit commercial*, chargé du cours de *Droit maritime*.

Edmond VILLEY (*, I. 1), professeur d'*Économie politique*, chargé du cours de *Droit constitutionnel comparé*.

LAISNÉ DES HAYES (18, A. 1), professeur de *Droit civil*.

GUILLOUARD (*, I. 1, C. 1, G. O. 1, C. I. C. 1, O. 1, L. 1), professeur de *Droit civil*.

LEBRET (I. 1), professeur de *Droit civil*, ancien Ministre de la Justice, chargé du cours de *Législation financière*.

CABOUAT (I. 1), professeur de *Droit international public et privé*, chargé du cours de *Législation industrielle*.

MM. BIVILLE (A. ) , professeur de *Procédure civile* et chargé d'un cours de *Droit administratif*.

DEBRAY (A. ) , professeur de *Droit romain*, chargé d'un cours d'*Histoire du Droit français* et du cours de *Pandectes*.

LE FUR, professeur de *Droit administratif* et chargé du cours d'*Éléments du Droit constitutionnel*.

ASTOUL, professeur de *Droit romain* et chargé du cours sur la *Coutume de Normandie*.

DEGOIS, professeur de *Droit criminel* et chargé du cours de *Droit civil approfondi et comparé*.

AGRÉGÉS :

MM. GENESTAL, chargé des cours d'*Histoire générale du Droit français* et d'*Histoire du Droit public français*.

ALLIX, chargé des cours d'*Économie politique* (doctorat), et d'*Histoire des doctrines économiques*.

SECRÉTAIRE :

M. GILLET (I. ) , secrétaire de l'Université de Caen.

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LE PLACEMENT

DES

OUVRIERS ET DOMESTIQUES

INTRODUCTION

Pour se faire une idée exacte de cette importante question, nous croyons qu'il ne faut pas se borner à examiner la situation présente. Ce sont les origines des Institutions de Placement, leur développement historique, les formes diverses qu'elles ont revêtues au cours du temps, qui pourront nous procurer les moyens de trouver une solution aux problèmes que la question du Placement soulève encore aujourd'hui.

A chaque époque économique correspond un caractère spécifique du placement des ouvriers. Avec le progrès, le développement des forces productives, la situation de la classe ouvrière a pris un autre caractère et cette différence devait se faire jour plus que partout ailleurs dans cette question du Placement.

Comment l'ouvrier sans ouvrage se procurera-t-il du travail ? Tel est le fonds de la question.

Autrefois, des sociétés l'enserraient dans un métier, restreignaient la plus grande part de sa liberté, mais en revanche lui assuraient à peu près sûrement le travail nécessaire à sa vie. Aujourd'hui, maître de lui-même, maître de ses bras, libre de sa personne, il doit au contraire aller lui-même au-devant de celui qui l'emploiera. Tout naturellement, il se formera des Institutions qui serviront d'intermédiaires, il s'établira des agents d'affaires entre patrons et ouvriers. Aussi voyons-nous que la diversité et le nombre de ces Institutions et de ces agents n'ont fait que croître en ces dernières années. Le placement personnel, c'est-à-dire la vente directe de la force de travail contre un salaire, conserve encore bien une large place, mais il ne procure aucun remède et ce n'est une solution pour personne. En effet, le patron pourra longtemps attendre les ouvriers dont il aura immédiatement besoin, alors que, tout près, beaucoup ne demandaient qu'à travailler. Et réciproquement, de bons ouvriers pourront plusieurs jours errer d'usine en usine, en perdant leur temps et en passant sans s'arrêter là où serait le pain assuré.

Il faut donc trouver quelque chose pour remédier à ces inconvénients. La société, en effet, a le devoir de faciliter par tous les moyens le contact des employeurs et des employés, de simplifier ces moyens ou tout au moins de les rendre plus pratiques : elle doit, en un mot, faciliter l'accord de l'offre et de la demande. Mais les avis sont très divisés sur les moyens à employer.

En fait, et d'après leur importance, nous pouvons classer ainsi les diverses Institutions de Placement :

Bureaux de Placement payants ;

Bureaux de Placement gratuits (Syndicats et bourses de Travail, — Sociétés charitables et de bienfaisance, — Sociétés de secours mutuels).

En droit, au contraire, et à priori, c'est-à-dire sans examiner les questions pratiques, les Bureaux de placement gratuits sembleraient devoir tenir la première place. Mais les patrons prétendent qu'ils ne peuvent les apprécier ainsi, car ils ne leur assurent pas le choix de bons et intelligents ouvriers ; ils désireraient voir s'étendre, au contraire, les sociétés philanthropiques de placement. Les ouvriers, d'autre part, donnent leur préférence aux Bureaux de placement par leurs syndicats et leurs Bourses de Travail. Ils voient là un moyen de devenir plus puissants et d'influer davantage sur l'organisation économique du travail. Jusqu'ici et à cause de ces intentions, à cause de leurs tendances révolutionnaires, les résultats n'ont pas été très brillants.

Aussi les ouvriers s'adressent-ils aux Bureaux de placement payants qu'ils combattent avec la dernière énergie et accusent d'être des lieux « d'exploitation, de vol, de prostitution et de police ».

Des événements récents ont montré jusqu'où pouvait aller leur indignation contre une institution qui leur rend cependant de réels services.

Dans tous les cas, une loi déjà votée par la Chambre des Députés, tranchera peut-être ce point délicat.

Comment assurer du travail à ceux qui veulent travailler? Nous croyons que bien connaître l'histoire et la situation présente du problème, c'est en préparer la solution.



PREMIÈRE PARTIE

HISTOIRE DU PLACEMENT

Du Moyen-Age au Décret de 1852

CHAPITRE PREMIER

LE MOYEN-AGE

La question du placement s'est posée pour la première fois au Moyen-Age, quand les travailleurs affranchis du servage, devenus libres de changer de maître et de se déplacer, ont assumé la responsabilité de leur propre existence et l'obligation de se procurer eux-mêmes du travail.

L'esclave est, en effet, l'ouvrier de l'antiquité. Dans la Rome impériale, nous trouvons bien il est vrai des corporations, mais l'ouvrier est attaché pour la vie à la manufacture. Des peines sévères sont appliquées à celui qui abandonne son métier. Dès la naissance, on est rivé à cette chaîne par l'origine, et les femmes, non plus, ne peuvent s'en détacher. Le mariage même est interdit à la femme avec un étranger et l'on ne peut sortir de sa condition qu'avec la permission de l'Empereur.

Au Moyen-Age, l'ouvrier à la recherche de travail pouvait se présenter directement au maître ou stationner sur les places d'embauchage « véritables marchés ou bourses de travail, où l'offre et la demande étaient

centralisées et débattues. » Il avait en outre un intermédiaire précieux et gratuit dans les couvents. Dans tous les cas, il devait présenter un certificat attestant sa nationalité, sa moralité, sa capacité.

Les rares placeurs de l'époque ne s'occupaient que des nourrices et des servantes.

Les ouvriers venus du dehors devaient se conformer à la coutume de Paris.

Le louage devait être d'un mois au moins ; il pouvait être d'une ou de plusieurs années.

Ces conditions remplies, l'ouvrier devait prêter une sorte de serment public. « Nul ne peut ni ne doit mettre ouvrier en œuvre ou valet, avant qu'il ait donné sa foi qu'il gardera le métier bien et loyalement et cette fiance doit être faite devant deux du métier au moins et doit jurer sur saints, que s'il savait aucun du métier qui méprît en aucune chose du métier, il le ferait savoir à ceux qui le métier gardent, le plus tôt qu'il pourrait » (1).

Ce serment prêté, l'ouvrier devenait le commensal du maître, « buvant et mangeant, couchant et levant, en son hôtel. »

Une ordonnance de Jean le Bon, en 1351, dans le but d'empêcher la concurrence, vint interdire aux

(1) Registres des Métiers et marchandises de la ville de Paris, p. 77, 108, 169, 185 et alias. *Ce livre, recueil des us et coutumes des diverses corporations, fournit, sur l'embauchage des ouvriers au Moyen-Age, des renseignements précis. Il est l'œuvre d'Étienne Boileau, garde de la prévôté de Paris, sous le règne de Saint-Louis, de 1258 à 1267. C'est la première enquête sur le Travail.*

maîtres, sous peine d'amende, de se disputer les ouvriers en enchérissant sur les salaires ; et, en 1565, nous trouvons dans les statuts des Couteliers, l'obligation de n'employer qu'un certain nombre d'ouvriers. Chaque coutelier, par exemple, ne pouvait avoir plus de deux serviteurs ; s'il en avait trois, il devait en donner un à un autre maître, autrement « le dit serviteur était tenu de s'absenter et de s'en aller besogner hors de cette ville et banlieue de Paris, sans servir aucun maître de cette ville » (1).

Telles étaient les conditions générales du placement au Moyen-Age.

§ I^{er}. — *Les Places d'embauchage.*

Certaines places étaient les lieux d'embauchage : d'une part, des ouvriers que les exigences des patrons ou le défaut de certaines qualités professionnelles et morales avaient empêché de se louer au mois ou à l'année et, d'autre part, des ouvriers qui ne pouvaient s'employer qu'à des travaux pressants ou passagers, tels que les ouvriers du bâtiment, les travailleurs agricoles, les vignerons, les vendangeurs, etc...

Pour certains métiers, c'était le mode habituel d'embauchage ; pour d'autres, il n'était que secondaire. Dans tous les cas, ces endroits étaient le rendez-vous de gens sans aveu, des fainéants et des vagabonds qui, vivant de peu et au jour le jour, se conten-

(1) Statuts des Couteliers, 1565, art. XLIX.

taient d'un faible salaire pourvu que le travail ne durât pas trop longtemps (1).

Chaque métier avait sa place réservée; les Foulons, par exemple, se réunissaient au chevet Saint-Gervais, et ce privilège donnait lieu souvent à des conflits. Il suffit de citer celui relaté par le sire de Joinville, dans le récit des *Miracles de Saint-Louis*. « Comme li rois Phelippe de France, fiuz du benoist saint Loys répér-rait d'outre mer et fait apporter les os du benoist saint Loys, les folons de Paris, trois cens et plus en alèrent encontre li et vindrent devant les autres borjois de Paris qui ensement issirent encontre le dit roi Phe- lippe, pour que ils montrassent au roi une injure qui leur était faite d'une place qui est emprès la porte Baudaier » (2).

Les principales places d'embauchage étaient à Paris le port, la place de Grève, le marché de la Beauce, les Halles, etc...

Certaines villes industrielles pratiquaient également ce mode d'embauchage (3). C'est ainsi que le bailli de Rouen, en 1320, eut à examiner une demande des ouvriers tisserands qui réclamaient que « eus eussent plache pour eus alouer à leur métier faire », et invo-

(1) *L'ordonnance de 1351 voulut imposer le travail obligatoire à ces gens qui allaient « truandans et mandians ». Inutiles de dire que le but ne fut pas atteint.*

(2) *Miracles de Saint-Louis*, n° 56, à la suite de la vie de Saint-Louis, par le sire de Joinville. Paris, 1761, in-folio, p. 507.

(3) *D'après certains auteurs, il faut voir dans ces réunions sur la place publique, l'origine des coalitions et des grèves.*

quaient, pour justifier cette requête « que tous autres mestiers ont plache pour eux alouer ».

..

§ II. — *Les Institutions de Placement.*

Les premiers bureaux de placement remontent aux Croisades, aux temps de Pierre l'Ermite et de Godofroy de Bouillon, et leur rôle se borne, nous l'avons vu, au placement des servantes et des nourrices.

Au Moyen-Age, ils sont peu nombreux. A cette époque, en effet, le serviteur est attaché au maître par les liens d'une véritable camaraderie : tous deux vivent la même vie, subissent les mêmes épreuves et partagent les mêmes joies ; si bien que l'utilité de ces intermédiaires ne se fait nullement sentir.

Les religieuses de l'hôpital de Sainte-Catherine et de Sainte-Opportune fondèrent au ^x^e siècle, la première institution philanthropique, « pour retirer les pauvres femmes et filles qui n'ont aucune retraite et qui cherchent condition » (1). — Mais l'établissement était insuffisant : on ne pouvait y rester que trois jours et pour coucher seulement. Cette institution ne devait disparaître qu'à la Révolution.

Au ^{xiii}^e siècle, apparaurent les premiers bureaux payants. Le métier devait être productif, car, en 1330, Jean le Bon, par une libéralité insigne, accordait

(1) Piganiol de la Force. — *Description de la ville de Paris*. 1765. t. II, p. 149.

aux quatre filles de sa nourrice, l'autorisation d'ouvrir un bureau pour recevoir les nourrices qui viendraient de province à Paris pour chercher des nourrissons.

Les *Commandaresses* ou *Recommandaresses* — tels étaient les noms donnés aux placeurs — furent réglementées par une ordonnance de 1351. « Les commandaresses, qui ont accoutumé à louer chambrrières et les nourrices, auront pour commander ou louer une chambrrière XVIII deniers, tant seulement et d'une nourrisse II sols, tant d'une partie comme d'autre; et ne les pourront louer, ne commander que une foiz l'an. Et qui plus en prendra, ne donra, il l'amendera de X sols et la commandaresse qui deux fois en ung an allouera chambrrière ou nourrice, sera pugnée par peine de corps au pilory ou autrement » (1).

Ces bureaux étaient si connus et si nombreux qu'ils donnaient leur nom à la rue où ils se trouvaient, mais ils ne servaient qu'à deux ou trois professions. Aussi l'extension à d'autres métiers était-elle réclamée, et Montaigne était de ceux qui désiraient « certain lieu désigné auquel ceux qui auraient besoin de quelque chose que ce soit, se pourraient adresser et faire enregistrer leurs affaires. à un officier établi à cet effet... Tel s'enquiert d'un serviteur de telle qualité, tel d'un maistre; tel demande un ouvrier, qui cecy, qui celà, chacun selon son

(1) Lespinasse. — *Les Métiers et Corporations de la ville de Paris*, p. 31.

besoin. Et semble que ce moyen de nous entr'advertir apporterait une légère commodité au commerce public. Car à tous corps, il y a des conditions qui s'entrecroisent et pour ne s'entendre, laissent les hommes en extrême nécessité » (1).

Ce désir, nous le verrons, ne devait être réalisé qu'au XVIII^e siècle, par la création des Bureaux d'adresses, œuvre de Théophraste Renaudot.



Les Compagnonnages.

Les Compagnonnages dont le but primitif était de se rendre utiles à tous les hommes, de se lier d'amitiés fidèles avec eux, sans s'inquiéter à quelle religion ou opinion ils pouvaient appartenir, ne datent que du XV^e siècle.

Ces unions d'ouvriers, en effet, n'avaient aucune raison d'être avec les relations familiales du maître et de l'ouvrier, à une époque où ce dernier pouvait arriver à la maîtrise sans trop de difficultés.

Mais au XV^e siècle, l'égalité n'est plus qu'un mythe. Compagnons et maîtres sont devenus rivaux et l'unique espérance de l'apprenti est de devenir ouvrier. Là doivent se borner des ambitions bien légitimes pourtant, mais l'ouvrier se heurte à des difficultés insurmontables qui le forcent à rester, sa vie durant, dans une condition inférieure.

(1) Montaigne. — *Essais*, Chap. XXXIV.

Les communautés d'arts et métiers, à la fin du xv^e siècle, ne sont plus qu'un instrument fiscal aux mains de la royauté qui les multiplie en les dénaturant; pour devenir maître, l'apprentissage n'est plus nécessaire : il suffit d'être assez riche pour obtenir une lettre de maîtrise (1).

L'ouvrier pauvre devait donc toujours rester sous la dépendance du maître et ne pouvait songer à s'établir quelle que fût sa capacité. Et les travailleurs « exclus des associations de maîtres, transformées en aristocraties industrielles, chassés hors de l'ancienne intimité domestique par la morgue de ceux qui ne devaient qu'à l'argent leurs lettres de maîtrise, soumis à un travail excessif par ces privilégiés incompetents, menacés dans leurs salaires », n'eurent d'autre ressource que de se rapprocher les uns des autres, de se rallier, de former des associations distinctes et d'opposer à la coalition des capitaux la coalition du nombre (2).

Le compagnonnage était né, fondé sur la fraternité dans la souffrance.

Les compagnonnages ne furent, au début, que des sociétés de secours mutuels à la forme religieuse, sorte de confréries se réunissant dans les églises et se bornant à secourir les malades et les infirmes. La question du travail y fut bientôt à l'ordre du jour : les compagnons entreprirent de dicter à leurs maîtres des lois pour la fixation du salaire et de la durée du travail.

(1) Hauser. — *Les ouvriers du temps passé.*

(2) Office du Travail. — *Le Placement*, p. 13.

Les maîtres voyant le danger, adressèrent leurs doléances à la royauté qui, par une série d'ordonnances, interdit les compagnonnages (1). Loin de ruiner ces associations naissantes, ces multiples ordonnances, n'eurent pour résultat que d'accroître leur nombre. Les compagnonnages se transformèrent en sociétés secrètes, à l'imitation des maçons qui avaient édifié les grandes cathédrales du xiii^e siècle.

D'un autre côté, la nécessité du compagnonnage se faisait d'autant plus sentir que l'ouvrier, n'étant plus attaché par des liens étroits à la cité qui l'employait, éprouvait le besoin de voyager pour s'instruire ou dans l'espoir d'un meilleur sort.

Et c'est ainsi qu'au xvi^e siècle, les compagnonnages, perdant tout caractère local, constituent des associations réunies par des liens étroits.

Les ouvriers de chaque métier forment une association et chaque affilié a un *devoir*, d'où le nom de *devoirants* et, par corruption, de *devorants* qu'ils se donnaient ; « vu de haut, ce devoir prescrivait essentiellement de se solidariser avec tous les autres compagnons de la société à laquelle on était incorporé ».

Tous les compagnons d'un même devoir devaient s'entr'aider et partager le travail fraternellement entre eux. « Le compagnon arrivait-il dans une ville, il allait chez la mère, à l'auberge de la société ; il se faisait

(1) *Les principales ordonnances sont celles de Charles IX, du 4 février 1570, et celle d'Henri III, du 21 novembre 1576. Par un édit d'août 1539, François I^{er}, prenant une mesure radicale, suspendit toutes les corporations d'ouvriers.*

reconnaître à certains signes mystérieux, et, bien qu'on ne l'eût jamais vu, il était accueilli comme un vieil ami... Quelle que fût la quantité d'ouvrage qu'il y eût à faire, les compagnons en donnaient une part au nouveau venu, au risque de faire eux-mêmes des journées moins longues et moins lucratives » (1). Et si le travail ne pouvait se partager, le plus anciennement établi dans la ville, devait céder sa place au dernier arrivé : le plus ancien avait eu le temps de s'instruire, c'était à lui de partir.

Ces associations avaient un véritable comité directeur de huit membres au maximum, choisis à l'élection parmi les plus instruits. Le *premier en ville*, ou *premier compagnon*, était le véritable président de la société, et c'est à lui que s'adressaient les maîtres qui avaient une réclamation à formuler contre un membre de la société. Enfin un compagnon, portant le nom de *rouleur*, recevait les nouveaux venus et les mettait en rapport avec les patrons qui avaient besoin d'ouvriers. Le rouleur devait s'assurer si le compagnon, qui continuait le tour de France, ne laissait pas de dettes ; s'il n'avait pas de créanciers, il lui délivrait un certificat que l'ouvrier conservait précieusement pour justifier de son honnêteté dans les villes du Devoir où il passait.

Le rouleur avait encore le droit de mettre un ate-

(1) E. Levasseur. — *Histoire des classes ouvrières en France, depuis la conquête de Jules César jusqu'à la Révolution*, p. 501.

lier en interdit et d'arrêter le travail, si un compagnon avait de justes raisons de protester contre son maître.

Ce fut là une grande source d'abus, et par leurs violences, leurs coalitions et leurs menaces, les Compagnonnages s'attirèrent les rigueurs du pouvoir royal (1).

C'est, d'une part, l'édit du 28 décembre 1541, qui fait défense, aux compagnons et apprentis imprimeurs, de se réunir à plus de cinq et de faire confrérie.

C'est, d'autre part, une ordonnance du préfet de police du 15 mai 1579 contre les ouvriers boulangers qui ont refusé de travailler. Il leur est désormais défendu de se réunir.

Mais tous ces édits restèrent lettre-morte. Les compagnonnages étaient trop solidement organisés pour disparaître, et, dans les siècles suivants, ils purent résister aux édits royaux et aux anathèmes de l'Église qui, n'ayant plus besoin d'eux pour bâtir ses cathédrales, se retourna contre eux.

(1) *Les sociétés compagnonniques les plus célèbres sont celles des Enfants de Salomon, des Enfants de Maître Jacques, et des Enfants du Père Soubise ou Renards de la Liberté.*

CHAPITRE II

LE PLACEMENT

Du XVII^e siècle à la Révolution.

Devant l'impuissance des édits et des arrêts du Parlement à arrêter l'essor des compagnonnages, les Maîtres cherchent par tous les moyens possibles la façon de tourner à leur profit le placement ouvrier. Pour déjouer la tactique des compagnonnages, ils astreignent les ouvriers à l'obligation de se faire inscrire chez le secrétaire ou clerc de la communauté et introduisent, dans leurs statuts, des dispositions spéciales qui mettent les ouvriers à leur merci ; désormais, par exemple, nul ne peut trouver du travail, s'il n'a un certificat d'honnêteté délivré par l'ancien maître (1).

Les Compagnonnages, accusés de violer les mystères de la religion et déclarés pernicioseux par la faculté de théologie le 30 mai 1658, combattus à outrance par les rois qui multipliaient leurs édits, condamnés par de nombreux arrêts de Parlement, ne peuvent plus s'occuper du placement.

(1) Cette obligation est inscrite, dès 1554, dans les statuts des ouvriers de drap d'or et d'argent de Lyon. Le maître qui n'observait pas cette règle, était passible d'une amende arbitraire.

C'est la sentence du Châtelet du 10 janvier 1601 qui « fait expresse inhibition et défense aux compagnons cordonniers de Paris, de s'accoster d'aucuns compagnons du dit métier qui seront sortis des maisons de leurs maîtres sans leur congé, ni servir de parrains les uns les autres pour leur trouver de la besogne, s'assembler en plus grand nombre que de trois, ni aller aux tavernes et cabarets avec eux, sous peine du fouet, et d'être bannis, chassés et expulsés de cette ville, et de plus grande punition, si le cas y échet ». — C'est dans le même sens un arrêt de la Cour du Parlement du 13 juillet 1748 et un autre du 7 septembre 1778 qui interdisent aux ouvriers de former une association quelconque sous prétexte de se reconnaître, de se placer et de s'aider, sous peine de punition exemplaire. C'est enfin l'institution du livret d'ouvrier par lettres patentes du 12 septembre 1781 (1); — toutes mesures, en somme, prises pour annihiler les compagnonnages et qui seraient arrivées à leur but sans l'union fraternelle et forte de tous les compagnons. Ne pouvant plus se montrer, ils agissent dans l'ombre, et, dans leurs conciliabules secrets, ils savent imposer leurs volontés par la menace de grève ou de mise en interdit, restant ainsi les maîtres du travail dans ces deux siècles qui précèdent la Révolution.

Enfin, au XVIII^e siècle, nous assistons à la lutte des

(1) *L'ouvrier doit remplir fidèlement les engagements, achever l'ouvrage commencé, avoir un livre ou cahier, sur lequel seront portés successivement les certificats délivrés aux ouvriers par leurs maîtres* (Articles 2, 3, 4).

bureaux des corporations contre les Bureaux d'Adresses, œuvre de Théophraste Renaudot, dont le but est de placer les domestiques et les ouvriers.

Nous étudierons successivement ces deux grandes institutions qui eurent, pour ainsi dire, le monopole du placement dans cette période antérieure à la Révolution.

*
* *

§ 1^{er} — *Les clercs des Communautés.*

La corporation des pâtissiers fut la première à inaugurer le système du placement par le clerc de la communauté; dès 1566, en effet, elle faisait défense « aux maîtres pâtissiers et oblaier, de ne prendre aucuns serviteurs, synon par les mains du clerc du dit mestier, et deffenses à toutes autres personnes de s'entremettre d'en bailler aucun, si ce n'est par le consentement et mandement du dit clerc, pour ce qu'il est chargé de se fere pour éviter aux inconvéniens qui en pourraient advenir et ce sous peyne d'amende arbitraire ».

Ce n'est qu'au xvii^e siècle que ce mode de placement devint un usage. Alors tous les statuts des corporations furent revisés et le clerc de la communauté devint le seul placeur légal, préposé à cette fonction par le Lieutenant de police.

Cet usage se généralisa rapidement par toute la France; il y eut bien des essais de bureaux privés

dans certaines villes, mais sans beaucoup de succès. A Toulouse notamment, les capitouls durent publier une ordonnance d'après laquelle « les *bayles* (ou gardes de métier), seuls, avaient le droit de placer les garçons nouvellement arrivés à Toulouse, ainsi que ceux qui voudraient changer d'atelier dans la ville ».

Quel était donc le mécanisme de ce mode de placement? C'est encore les règlements des corporations qui nous renseignent à ce sujet. Voici, par exemple, ce que décidait la communauté des maîtres limonadiers, le 17 septembre 1737. « Que tous les garçons limonadiers qui servent actuellement en la dite qualité chez les maîtres seront tenus de se retirer sans délai au bureau, les lundis matin et autres jours pour y estre, leurs noms, surnoms, leur âge, le lieu de leur naissance pour ceux qui ne sont pas apprentifs de ville et les noms des maîtres qu'ils servent, y estre insérés dans un registre qui sera à cet effet tenu audit bureau, lequel registre sera paraphé par M. le Lieutenant-général de police, duquel enregistrement sera délivré un double aux dits garçons, qui sera signé d'un des dits jurés, gardes de la dite communauté.

« Que nul maître ne pourra garder à son service aucun garçon qu'il ne lui ait justifié de son enregistrement en la forme ci-dessus, à peine de cent livres d'amende pour chacune contravention.

« Qu'aussitôt la sortie d'un garçon du service d'un maître, le dit garçon sera tenu d'en faire sa déclara-

tion au dit bureau, laquelle sera inscrite sur le registre et le double d'icelle à lui délivré pour pouvoir entrer au service d'un autre maître, lequel ne pourra néanmoins le recevoir qu'il n'ait du dernier maître qu'il aura quitté le certificat de ses bonnes vie et mœurs, et lorsque ce garçon y sera entré, il sera tenu d'en faire sa déclaration au bureau, qui sera inscrite sur le registre et le double à lui délivré, à peine contre le dit maître et le garçon de cent livres d'amende solidai-
rement » (1).

Les mêmes obligations sont contenues dans les statuts des menuisiers et ébénistes de Paris de 1743. Mais ils exigent en outre le paiement de cinq sols pour le droit d'enregistrement et la délivrance du certificat. Tous les ans, ce certificat doit être soumis au visa du clerc de la communauté qui, pour cette formalité, perçoit deux sols six deniers.

La gratuité la plus complète existe dans la corporation des charcutiers; mais si l'ouvrier travaille sans avoir obtenu des jurés en charge le certificat d'enregistrement, le maître et le compagnon sont frappés chacun d'une amende de 50 francs.

Enfin, un arrêt du Parlement du 19 janvier 1765 permet à la communauté des chapeliers de Paris de faire payer « par le garçon placé un droit de vingt sols, sans pouvoir exiger par le dit clerc autre et plus grand droit ».

Par un arrêt du Parlement en date du 13 juil-

(1) Lespinasse. — *Les Métiers de Paris*. I. p. 613.

let 1748, l'obligation de l'inscription au bureau de communauté fut généralisée. Dès lors, tous les noms et surnoms des ouvriers, ainsi que les mutations, furent portés sur un registre tenu à cet effet par les gardes jurés en charge. Et cet enregistrement officiel était si bien entré dans les mœurs que, à la fin du xviii^e siècle, Turgot le maintint tout en supprimant les corporations. A plus forte raison, devait-il être maintenu dans l'édit de 1776 qui les rétablissait.

Le placement, toutefois, n'était pas complètement aux mains des clercs de communauté (1). Les lieux d'embauchage n'étaient pas tout-à-fait désertés, mais leurs habitués étaient le plus souvent d'une moralité douteuse et le maître ne s'y rendait qu'en cas d'extrême nécessité.

*
* *

§ II. — *Les Bureaux d'adresses.*

Montaigne, dans ses *Essais*, avait exprimé les désirs de son temps lorsqu'il demandait la création de

(1) *Des renseignements sur ces bureaux de Corporations nous sont fournis par le Livre Commode pour 1692 et le Dictionnaire historique de la Ville de Paris, publié en 1779 : c'est pour les viniers, le bureau de la rue Saint-Denis au Renard ; pour les tanneurs, le bureau de la rue Saint-Marcel ; pour les corroyeurs, le bureau du quai Pellelier ; pour les vitriers, le bureau du Cimetière Saint-Jean ; pour les maçons, le bureau de la rue de la Harpe, — pour les menuisiers, le bureau de la rue des Ecouffles, — pour les charpentiers, le bureau de la rue Galande, etc.,*

maisons, où les offres et les demandes de travail pussent se rencontrer. Mais ce n'est que le 14 octobre 1672 que Théophraste Renaudot (1), commissaire général des pauvres du Royaume, obtint du roi, pour lui et les siens « les permission et privilège, exclusivement à tous aultres, de faire tenir bureaux et registres d'adresses de toutes commodités réciproques de ses sujets, en tous les lieux de son royaume et terres de son obéissance qu'il verra bon estre ».

L'idée première de Renaudot était de faire de ces bureaux une institution d'assistance par le travail, qui permettrait ainsi « de discerner plus facilement par là les fainéants et gens sans aveu pour en faire la punition qu'il appartiendra ». Mais cette institution devait bientôt dégénérer et devenir une vaste entreprise de publicité et une agence d'affaire universelle.

Devant les résistances du Prévôt de Paris et du Parlement, devant les réclamations des clercs de communautés, Renaudot ne put réaliser son vaste projet

(1) *Né en 1586, à Loudun, d'une riche famille protestante, se consacra de bonne heure à l'étude des auteurs grecs et latins. A la mort de ses parents, il fit sa médecine et le 12 juillet 1606, à l'âge de dix-neuf ans, il était reçu docteur. Médecin très réputé, il ne songeait qu'à soulager les misères de la France. En 1612, il fut nommé médecin ordinaire du roi Louis XIII, grâce à la protection de Richelieu, et, en 1618, commissaire général des pauvres du royaume. On lui doit un « Traité des Pauvres »; les « Consultations charitables », à l'usage des malades indigents, et la création du premier journal « la Gazette de France ». Il se créa beaucoup d'envieux et les pires calomnies ne lui furent pas épargnées. Il mourut à la suite d'une longue maladie, le 25 octobre 1653.*

qu'en 1628 (1). C'est dans le tome XXII du *Mercur*
Français qu'il démontre l'utilité de son bureau « pour
les étrangers, les maltôtiers, malheutres, vagabonds,
pieds-plats, goujats de toute farine qui inondent
Paris..., sous l'espérance de quelque advancement qui
se trouve vain et trompeur; car, ayant dépensé le peu
qu'ils avaient en paiement des bienvenues et autres
frais inutiles auxquels les induisent ceux qui promet-
tent de leur faire trouver employ, ils se trouvent
accueillis de la nécessité avant qu'avoir trouvé mais-
tre: d'où ils sont portés à la mendicité, aux vols,
meurtres et autres crimes énormes... *Au lieu qu'ils
pourront désormais, une heure après leur arrivée
en cette ville, venir apprendre au Bureau s'il y a
quelque employ ou condition présents, et y entrer
beaucoup plus aisément qu'ils ne feraient après
avoir vendu leurs hardes; ou, n'y en ayant point, se
pourvoir ailleurs* ».

Le bureau se chargeait du placement du personnel
de toutes les professions qui n'avaient pas constitué de
communautés. Son but était de donner à « toute per-
sonne un employ sortable à sa qualité », et il y avait
autant de divisions que de professions. Ce n'était donc
plus les anciens Bureaux des Recommandaresses, puis-
que « chappelains et aumosniers, escuyers et gentils-
hommes suivants, secrétaires, maistres d'hostels, gou-
verneurs et præcepteurs d'enfants pour la maison,

(1) *Isaac de Laffémas revendique pour son père, Barthélemy
de Laffémas, contrôleur général du commerce sous Henri IV,
l'honneur de la conception des Bureaux d'Adresses.*

l'académie ou le collège, sollicitateurs susdits ; valets de chambre, clerks ou copistes, cuisiniers, fruitiers et confituriers, somniers, blanchisseurs, carrossiers, postillons, palefreniers et valets d'estable, vade-pied et laquais, et aultres services quelconques » pouvaient se placer par l'intermédiaire des Bureaux d'Adresses.

Ce bureau, situé près le Palais, rue de la Calandre et au Marché-Neuf, à l'enseigne du Coq, était une véritable agence d'affaires. Renaudot fit en effet « assavoir, de par le Roy, à toutes personnes qui voudraient vendre, acheter, louer, permuter, prester, apprendre, enseigner,... qu'ils se pourraient adresser au Bureau estably par sa majesté pour la commodité publique, qui est ouvert depuis huit heures du matin jusques à midy et depuis deux jusqu'à six de relevée, auxquelles heures chacun sera reçu à y venir ou envoyer donner et rencontrer l'adresse qu'il désirera ».

A la fin du xvii^e siècle, le nombre des Bureaux d'Adresses s'était accru ; il y en avait un notamment à la Grève pour les cuisiniers et garçons de cabaret, et rue Saint-Honoré, à l'Hôtel d'Aligre pour toutes les professions ; mais leur importance avait sensiblement diminué.

Le succès des Bureaux d'Adresses fut d'abord considérable, parce qu'ils avaient soin de prendre de sérieux renseignements sur les gens qu'ils plaçaient ; et que les taxes qu'ils percevaient étaient très peu élevées.

Mais à la mort de Théophraste Renaudot, ils ne tardèrent pas à pérécliter et, au xviii^e siècle, ils n'exis-

tent plus qu'à l'état de souvenir. Les clercs des communautés entreprirent contre eux une campagne violente de calomnies et peu à peu restreignirent l'action de ces « bureaux d'adresses et de rencontres », en usant de pression sur les travailleurs.

Comment fonctionnaient les Bureaux d'Adresses ? Chaque Bureau tenait un registre où tout individu, cherchant du travail, devait se faire inscrire dans les vingt-quatre heures de son arrivée dans la ville, à peine des galères, car il était autrement considéré « comme vagabond ou gens sans aveu ». Le prix de cette inscription était de trois sous, et, pour trois autres sous, on pouvait obtenir un extrait du dit registre (1). Les gens trop pauvres étaient inscrits gratuitement. L'avis d'inscription restait affiché pendant tout le temps nécessaire, et ceux qui trouvaient une place devaient faire rayer leur nom dans les vingt-quatre heures.

Enfin, Renaudot adjoignit à son bureau un journal d'annonces « *la Feuille du Bureau d'Adresses* » pour porter à la connaissance du public les offres et les demandes de travail.

III. — *Des autres intermédiaires.*

Y eut-il à cette époque d'autres intermédiaires dans le Placement ?

(1) Cette inscription fut imposée, pour le maintien de l'ordre public, aux étrangers et aux gens sans place par une Ordonnance « pour ceux qui arrivent dans Paris pour y chercher maîtres et autres faits de police ».

Les Bureaux des Commandaresses étaient toujours florissants. Mais d'autres personnes, ayant essayé de fonder des agences de placement pour toutes professions, eurent à subir les assauts des clercs des communautés qui poursuivaient le monopole, et leur existence ne fut qu'éphémère.

A la fin du xvii^e siècle, un sieur Mougin, ayant eu l'audace de créer un bureau pour le placement des Compagnons de métiers, se vit forcé de le fermer par un arrêt du Conseil d'Etat du 9 juillet 1677.

Le 18 janvier 1752, le Parlement rendit un arrêt par lequel il fit défense aux « courtiers de vins et autres particuliers de se mêler de placer des garçons chez les marchands de vin, à peine contre le courtier ou autres qui se sont mêlés de les placer, de 100 livres d'amende ».

Enfin une ordonnance de police du 18 juillet 1781 vint renouveler cette défense, en interdisant aux logeurs et logeuses des garçons perruquiers de « s'immiscer en quelque sorte et de quelque manière que ce soit, de placer aucun garçon... sous peine contre chacun des contrevenants de 200 livres d'amende et plus forte en cas de récidive ».

L'ouvrier, sous un tel régime, ne jouissait donc d'aucune liberté; non seulement il n'était pas libre de s'élever au-dessus de sa condition, mais dans celle-ci même, c'était à peine s'il pouvait vivre. Et Turgot, dans le préambule de son édit de février 1776, pouvait dire avec raison :

« Ceux dont la fortune ne peut suffire aux sacrifices exigés par l'acquisition des lettres de maîtrises, sont réduits à n'avoir qu'une existence précaire sous l'empire des maîtres, à languir dans l'indigence ou à porter hors de leur patrie une industrie qu'ils auraient pu rendre utile à l'Etat ».

La Révolution devait mettre un terme à ce malheureux état de choses, en proclamant le grand principe de la liberté du Travail.

CHAPITRE III

LE PLACEMENT DE 1789 A 1848

SECTION PREMIÈRE. — La Révolution.

En 1789, au moment où se réunissaient les Etats Généraux, la France regorgeait de sans-travail. Partout régnait la plus profonde misère ; et les travailleurs, désertant leurs campagnes qui ne les nourrissaient plus, affluaient dans les grands centres et particulièrement à Paris.

« Tous les travaux de construction étant suspendus, les ouvriers du bâtiment, en particulier les manoeuvres, les maçons, les tailleurs de pierre, les charpentiers, les serruriers, les menuisiers, les charrons, les maréchaux, formaient une multitude, journellement grossissante, de désœuvrés et d'indigents, dont les pouvoirs publics durent bientôt s'inquiéter » (1). Il ne fallait pas les laisser mourir de faim et il appartenait à l'Assemblée nationale d'occuper ces bras oisifs, d'assurer du pain par le travail à ceux qui manquaient de l'un faute de l'autre.

Dès le mois de mai 1789, obéissant aux sentiments

(1) Office du Travail. — *Le Placement*, p. 53.

philanthropiques dont étaient imbus les esprits de l'époque, la ville de Paris créa, dans les différents quartiers, des ateliers publics et des travaux de charité, et un crédit de 15 millions lui fut ouvert à cet effet par l'Assemblée nationale. De tous les points de la France, s'abattit sur la capitale une véritable horde de mendiants et de vagabonds qui, forts de leur nombre, émirent bientôt la prétention d'être payés sans travailler. Deux mesures urgentes s'imposaient donc : éloigner de Paris ces individus sans aveu, qui ne pouvaient que nuire aux ouvriers honnêtes, et songer cependant à leur trouver du travail.

C'est dans ce double but que Malouet proposa, au mois d'août 1789, la création, aux frais de la nation et par toute la France, d'ateliers de charité pour les véritables ouvriers sans travail, et des ateliers de discipline pour les vagabonds. Et le 31 août 1790, l'Assemblée nationale rendait le décret suivant, qu'il est intéressant de rapporter :

« L'Assemblée nationale,

« Considérant combien il importe que les ateliers publics ne soient qu'un secours accordé à ceux qui manquent véritablement de travail ; que les fonds qu'on y destine soient repartis sur le plus grand nombre possible d'indigents ; qu'ils ne soient préjudiciables ni à l'agriculture, ni aux manufactures, et ne deviennent une sorte d'encouragement à l'imprévoyance et à la paresse, a décrété ce qui suit :

« Article premier. — *Les ateliers de secours, actuellement existants dans la ville de Paris, seront*

supprimés ; il en sera sur-le-champ formé de nouveaux soit dans la ville de Paris et sa banlieue, soit dans les différents départements où des travaux auront été jugés nécessaires par les directoires.

Art. 2. — Ces ateliers seront de deux espèces. Dans la première, les administrateurs n'admettront que des ouvriers qui travaillent à la tâche. Dans la seconde, ils occuperont les hommes faibles ou moins accoutumés aux travaux de terrasse, qui seront payés à la journée.

« Art. 3. — La fixation du prix des travaux, à la tâche ou à la journée, sera toujours inférieur au prix courant du pays, pour les travaux du même genre et sera déterminée par les corps administratifs des lieux où les ateliers seront ouverts. Les règlements pour la police des dits ateliers seront également faits par ces mêmes corps administratifs.

« Art. 4. — Ceux des ouvriers qui contreviendront aux règlements qui seront faits, soit pour la police des ateliers, soit pour la fixation du prix des ouvrages, seront jugés, comme pour faits de police, par les officiers municipaux des lieux et punis ainsi qu'il appartiendra ; et en cas d'attroupements séditieux, d'insubordinations et autres faits graves, ils seront arrêtés, poursuivis dans les tribunaux ordinaires comme perturbateurs du repos public et punis comme tels suivant l'exigence des cas.

Art. 5. — A compter du jour de la publication des présentes, toute personne non actuellement domiciliée à Paris, ou qui n'y serait pas née et

qui se présenterait pour avoir de l'ouvrage, ne sera pas admise aux ateliers de secours qui seront ouverts conformément à l'article 1^{er} ».

Puis le 16 décembre 1790, l'Assemblée nationale votait, à nouveau, un crédit de 15 millions, à répartir entre les divers départements, pour l'exécution de ces travaux, tels que défrichements de terrains, dessèchements, canaux, réboisement des forêts domaniales, chemins vicinaux, etc...

Pour entrer dans ces ateliers, il fallait avoir 18 ans, s'être fait inscrire sur un registre tenu par le commissaire de section et posséder les outils nécessaires, sinon ils étaient fournis moyennant une retenue proportionnée à leur valeur. Il fallait en outre travailler avec assiduité et convenablement, et la présence de l'ouvrier était soigneusement contrôlée.

Mais ces ateliers nationaux n'eurent qu'une courte existence et ils disparurent en 1791, quand la situation économique de la France se fut améliorée.

. .

Recherchons donc maintenant quel a été, dans ce grand mouvement révolutionnaire, le sort des anciennes corporations et des clercs des communautés.

Les Compagnons n'eurent qu'un but : secouer le joug des anciens maîtres, leur imposer leurs conditions.

« Dès le 13 avril 1789, les garçons tailleurs s'étaient rassemblés au nombre de 3.000 sur le gazon, en face du

Louvre. Ils avaient envoyé 20 députés à l'Hôtel-de-Ville ; ils demandaient que le prix de la journée fût porté à 40 sous et qu'il fût défendu aux fripiers de faire des habits neufs ».

« En même temps, les garçons perruquiers se réunissaient aux Champs-Élysées. Leur premier soin fut d'envoyer au district le plus prochain pour demander la permission de rester assemblés... Cette réunion avait pour but de demander qu'une taxe payée au bureau de la communauté par chaque nouveau garçon perruquier, fût réduite et le surplus employé à fonder des lits à l'Hôtel-Dieu ».

« A leur exemple, les domestiques sans place se réunirent au nombre d'environ 3.000, sur les gazons du Louvre ; ils demandaient l'expulsion des Savoyards » (1).

Après la nuit du 4 août, quand le vœu de la suppression des jurandes et des maîtrises eût été émis, de nombreux ouvriers, appartenant à tous les corps de métiers, s'établirent sans acheter de lettres de maîtrise. Les protestations des maîtres restèrent vaines et, pour y couper court, l'Assemblée nationale rendit, les 2-17 mars 1791, un décret dont l'article 7 est ainsi conçu :

« A partir du 1^{er} avril prochain, il sera libre à toute personne de faire tel négoce ou d'exercer telle profession, art ou métier qu'elle trouvera bon ».

(1) Buchez et Roux. — *Histoire parlementaire de la Révolution*, vol. II, p. 19.

Et le 14 juin 1791, l'Assemblée constituante, sur la proposition de Le Chapelier qui ne voulait dans les États que des gens isolés, agissant sous la tutelle de l'État, décrétait à nouveau que « *l'anéantissement de toutes espèces de corporations de citoyens de même état et profession, étant l'une des bases fondamentales de la Constitution française, il est défendu de les rétablir de fait sous quelque prétexte et sous quelque forme que ce soit* ».

Le grand principe de la liberté du travail était donc enfin une réalité. C'était en même temps la ruine des clers de communauté qui ne pouvaient subsister aux corporations ; c'était la liberté du placement proclamé ! C'était pour employer une expression de M. Planiol, le contrat individuel substitué à la coutume et au règlement collectif. Nous ne trouvons, en effet, aucune réglementation de 1791 à 1804, et il est à présumer que le placement par les logeurs, le placement direct et l'embauchage dans les lieux publics, avec tous les abus que nous avons signalés dans les chapitres précédents, furent les seuls procédés usités.

L'ordonnance de police du 20 pluviôse, an XII (10 février 1804) devait combler cette lacune.

SECTION II^e. — Le Consulat et l'Empire.

De la loi du 22 germinal an XI (12 avril 1803), date de la réglementation du travail en France. Désormais toutes les conventions de bonne foi seront exé-

cutées : l'ouvrier ne pourra plus violer ses engagements sans être passible d'emprisonnement ; le patron qui ne les respectera pas sera puni d'amende.

Complétant cette loi, le Gouvernement décide, par un arrêté du 9 frimaire an VII (1^{er} décembre 1803), que tout ouvrier, travaillant en qualité de garçon ou de compagnon doit avoir un livret où seront inscrits les certificats des patrons. Désormais tout ouvrier sans livret est considéré comme vagabond et aucun maître ne peut l'employer.

Enfin l'ordonnance de Police du 20 pluviôse an VII (10 février 1804), restaurant en quelque sorte les anciens bureaux des communautés d'arts et métiers, déclare, dans son article 13, qu'« il sera établi à Paris des Bureaux de Placement pour les classes d'ouvriers, à l'égard desquelles ils seront jugés nécessaires ».

Le placement des gens de maison reste libre.

§ 1^{er}. — *Les Bureaux d'ouvriers.*

Sous l'impulsion du Gouvernement, ces Bureaux ne devaient pas tarder à se multiplier, et nombreuses sont les ordonnances du Préfet de Police qui autorisent leur ouverture. Elles contiennent toutes les dispositions essentielles suivantes :

1^o Elles accordent aux préposés le monopole du placement dans la profession qu'ils desservent.

2^o Elles interdisent aux maîtres de recevoir aucun ouvrier non muni d'un bulletin de placement.

3^o Elles déclarent qu'« il ne sera délivré de bulle-

tin de placement à aucun ouvrier, s'il n'est pourvu d'un livret (1).

Chaque ordonnance fixe, en outre, le tarif à percevoir par ouvrier placé (2). L'ouvrier n'a donc pas à craindre l'exploitation par les placeurs.

Dans les départements, l'autorisation d'ouvrir un Bureau de Placement pour ouvriers était accordée par le Préfet, après approbation du Ministre de l'Intérieur (3).

On ne peut donc nier que la création de ces Bureaux fût plutôt une mesure de police, dans un sentiment de

(1) Paul Dupont. — *Collection officielle des Ordonnances de Police*. Paris, 1865.

(2) Tarif du placement :

<i>Pour les garçons marchands de vin.....</i>	21. »
<i>Pour les garçons perruquiers, pâtissiers, restaurateurs, bijoutiers, couteliers, menuisiers, maréchaux, charrons, épiciers, confiseurs, etc.....</i>	1 50
<i>Pour les garçons tailleurs, fripiers, gantiers, etc.</i>	1 25
<i>Pour les ouvriers imprimeurs, papetiers, graveurs sur bois, relieurs fabricants de papiers peints, chapeliers, tanneurs, teinturiers, tisserands, fleuristes, brodeurs, bouchers et charcutiers, etc.....</i>	1 »
<i>Pour les serruriers, taillandiers, ferblantiers, cloutiers, mécaniciens, peintres, couvreurs, charpentiers, sculpteurs.....</i>	0 75
<i>Pour les cordonniers, peaussiers, corroyeurs, par-cheminiers, maroquiniers, mégissiers et bottiers. ...</i>	0 50

(3) Voici à ce sujet le texte de la circulaire adressée par le Ministre de l'Intérieur aux Préfets, en Vendémiaire an XIV, (septembre 1805).

« *Ministre de l'Intérieur aux Préfets.* »

« *Le Ministre de l'Intérieur, informé que des Préfets et des Commissaires généraux de police ont établi, dans quelques endroits, des bureaux de placement pour les ouvriers, compagnons et gens de métier, prévient les préfets que si des consi-*

défiance à l'égard de l'ouvrier que dans un but purement humanitaire. Ces agences, en effet, avaient un véritable privilège, puisque seules, elles pouvaient délivrer le bulletin de placement nécessaire à l'ouvrier pour s'embaucher et devaient, chaque jour, fournir des rapports à la Police.

Mais cette dépendance vis-à-vis du pouvoir devait causer leur perte et les Bureaux privilégiés disparurent avec le régime impérial, devant la concurrence des placeurs libres, à qui l'ouvrier préféra s'adresser, n'ayant pas à redouter avec eux les investigations policières.

Il faut toutefois reconnaître qu'ils ont rendu de réels services à la classe ouvrière. En s'adressant à eux, l'ouvrier connaissait immédiatement les ateliers où l'on offrait du travail ; il n'avait à craindre aucune perte de temps et d'argent.

Nous ne saurions mieux faire, enfin, que de donner ici l'appréciation, portée sur ces Bureaux par le comte Chaptal :

« Le Gouvernement doit encore maintenir une institution qui fait connaître à chaque ouvrier voyageur les ateliers dans lesquels on offre du travail.

Les bureaux pour le placement des ouvriers, déjà établis dans les grandes villes manufacturières, doivent l'être partout ; c'est peut-être le seul moyen

dérations d'ordre ou d'intérêt public, ou des circonstances particulières les déterminaient par la suite à créer des bureaux de cette espèce, ils ne devront les former qu'après avoir préalablement obtenu son autorisation,

d'empêcher le vagabondage et de prévenir le vol et les autres actes de désespoir auxquels un malheureux ouvrier peut être porté par le besoin. Lorsque ces bureaux, formés auprès des municipalités et du bureau des Prud'hommes dans les lieux où ceux-ci sont établis, ne peuvent pas procurer de l'ouvrage, ils offrent des secours, ils donnent des conseils et empêchent souvent que l'ouvrier ne s'avilisse et ne dégrade son caractère » (1).

*
* *

§ II. — *Les Bureaux pour domestiques et employés.*

Malgré un décret du 3 octobre 1810, qui soumettait les domestiques et employés à l'inscription dans un des bureaux désignés par le Préfet de Police et imposait la nécessité du bulletin d'inscription pour se placer, nous pouvons dire qu'aucun placeur privilégié ne fut officiellement préposé au placement des domestiques et employés.

Pour ouvrir un bureau il suffisait d'une déclaration préalable à la préfecture de police et de payer la patente.

Ces bureaux, qui n'étaient pas surveillés, prirent une extension considérable et ne tardèrent pas à devenir un véritable danger pour les travailleurs.

Le Gouvernement de Charles X devait les régler.

(1) Comte Chaptal. — *De l'Industrie française*, vol. II, chap. 7.

§ III. — *Mesures spéciales pour le placement dans certains métiers.*

Par les lois du 16 août 1790 et du 2 mars 1791, le bénéfice de la liberté du travail fut refusé aux garçons boulangers et on les soumit à un nouveau régime corporatif. Une ordonnance du Préfet de Police du 23 ventôse an XI (14 mars 1803) vint fixer les conditions du placement dans cette profession.

Un bureau particulier près le commissaire de police de la division des marchés était établi, où chacun devait se faire inscrire dans les trois jours de son arrivée, en produisant tous les papiers dont il était muni.

Pour faciliter aux boulangers les moyens de se procurer des garçons et aux garçons de se procurer les moyens de se placer, il y avait près du bureau d'inscription un bureau de placement.

Tout garçon boulanger qui quittait une boutique devait, avant d'entrer dans une autre, faire viser son livret par le commissaire de police.

Mais ces règles ne furent pas toujours régulièrement observées et le Gouvernement de la Restauration dut prendre de nouvelles mesures.

Bien plus dures encore furent les mesures prises à l'égard des ouvriers des ports, halles et marchés, des entrepôts de vins et eaux-de-vie, des colporteurs et affi-

cheurs, des commissionnaires stationnés sur la voie publique et des cochers de place.

Pour exercer leur profession, il leur fallait obtenir une permission du Préfet de Police. Ce dernier leur remettait alors une médaille qu'ils devaient porter constamment et d'une manière ostensible, même les jours de fête, même lorsque leur travail était fini.

Le Préfet de Police aggrava encore ces mesures par une ordonnance du 21 décembre 1816, ainsi conçue :

« Les individus... qui seront trouvés sans être ostensiblement porteurs de leur médaille, en seront privés pendant un temps que le Préfet de Police se réserve de déterminer selon les circonstances ».

Le but de cette réglementation à outrance était de surveiller ces métiers toujours en révolte ou en grève, de manière à les contenir plus facilement.

SECTION III. — De la Restauration à la Révolution de 1848.

Sous la Restauration, nous constatons une évolution rapide vers la grande industrie ; nous assistons à la création des grandes usines où la machine remplace les bras de l'homme. Alors s'ouvrent de nouveaux débouchés et il faut de nouveaux ouvriers. Les anciens bureaux privilégiés deviennent insuffisants et l'ordonnance du 20 pluviôse an XII ne tarde pas à tomber en désuétude.

Le placement devenant libre, Paris et la province regorgent bientôt de bureaux indépendants qui, n'étant soumis à d'autres lois que la volonté du propriétaire et à l'obligation de payer patente, deviennent de productives agences d'affaires.

Les malheureux ouvriers qui, sur la foi d'annonces trompeuses, s'adressaient à ces agences, y étaient odieusement exploités et, très souvent, ne pouvaient s'embaucher bien qu'ils eussent versé la petite somme en usage pour l'enregistrement de la demande et qu'on leur eût beaucoup promis. Quand l'ouvrier perdait patience on l'adressait à des confrères qui répondaient toujours qu'il arrivait trop tard, que la place était prise ou qu'on exigeait certaines conditions qu'il ne pouvait remplir ; si bien qu'il ne lui restait plus que la ressource de s'adresser à la police.

Les plaintes en escroquerie devinrent si nombreuses que le Préfet de Police dut, le 1^{er} juillet 1829, adresser aux commissaires de police une circulaire sur les abus commis dans ces bureaux, annonçant qu'il sévirait.

Les placeurs avaient, en outre, l'habitude de poser des pancartes dans les endroits fréquentés. Par une circulaire en date du 5 mai 1841, le Préfet de Police, Delessert, ordonnait de faire enlever ces enseignes qui « donnent de la publicité à l'industrie de charlatans qui exploitent la crédulité publique et contribuent ainsi à leur faire faire des dupes ».

Les bureaux de placement pour gens de maison n'étaient pas mieux tenus, bien que certains émissent

la prétention de ne présenter que de bons domestiques. Et le domestique honnête préférerait se placer directement, par ses relations ou par les connaissances du maître qu'il quittait. Quels maîtres, en effet, eussent voulu prendre des domestiques dans de tels lieux ? « La plupart sont étrangers, mais surtout cette partie de la population parisienne qui vit dans le concubinage ou qui n'entretient presque aucune relation honnête ; ce sont des chefs de maisons suspectes, des personnes isolées ou qui ne veulent pas prendre la peine de chercher un domestique par des moyens qui offrent plus de garanties... C'est là que les dames de maison recrutent leur sérail, quand elles parviennent à séduire de jeunes servantes sans places, par toutes sortes de promesses et tout ce qui peut toucher une jeune fille sans ressources abandonnée à elle-même » (1).

Seuls, les garçons boulangers restèrent soumis aux règles de l'ordonnance de police du 23 ventôse an XI (14 mars 1803), remise en vigueur et aggravée par l'ordonnance du 13 avril 1819. Leurs bureaux furent placés sous la surveillance des syndics des boulangers et les placeurs ne devaient envoyer un garçon en boutique « qu'après s'être assurés qu'il était porteur de son livret et du certificat de son dernier maître ».

La réglementation des bureaux de placement s'imposait donc ; elle n'eut lieu cependant que sous la seconde République.

(1) Casimir Mitre. — *Les Domestiques en France*, 1837, p. 154 et suiv.

APPENDICE I. — — *Les Placeurs de Strasbourg.*

Malgré les mesures édictées par le Gouvernement consulaire, certaines villes avaient conservé leur réglementation propre du placement : c'était le cas de Strasbourg.

Ville frontière, possédant de riches établissements de charité, Strasbourg recevait dans ses murs un grand nombre d'ouvriers et d'indigents. La population indigène n'était pas assez nombreuse pour remplir les ateliers. La différence du langage usuel, des mœurs et même de certains procédés de fabrication, écartait les ouvriers originaires de l'intérieur de la France ; le supplément des travailleurs était fourni par les pays d'Outre-Rhin. L'immigration des étrangers dans Strasbourg était donc inévitable et c'est pour en corriger les inconvénients que, par l'arrêté du 17 germinal an IX, le maire Hermann établissait des placeurs municipaux, dans le but de « rétablir une bonne police dans les arts et métiers et de jeter les bases d'une organisation industrielle, sans cependant faire revivre aucune corporation ou leurs abus à jamais proscrits ».

Par arrêté du 18 thermidor an IX, les diverses professions furent divisées en 26 catégories et les placeurs, choisis parmi ceux qui avaient exercé le métier et savaient lire et écrire l'allemand et le français, furent nommés par le maire.

Les placeurs devaient faciliter le travail en mettant en rapport les ouvriers et les maîtres. A cet effet, ils

devaient tenir deux registres : sur l'un, devait s'inscrire l'ouvrier dans les 24 heures de son arrivée dans la ville ; sur l'autre, le patron qui faisait des offres de travail.

Le placement était gratuit pour l'ouvrier ; le maître seul devait payer un droit d'inscription de 0 fr. 25, et un droit de 0 fr. 50 par ouvrier placé.

L'embauchage direct était interdit ; l'ouvrier ne pouvait « courir au hasard pour demander de l'ouvrage » et l'étranger ne devait pas séjourner dans la ville plus de 10 jours sans entrer en boutique.

Enfin, par un arrêté du 31 mai 1811, il fut prescrit aux placeurs de tenir un troisième registre où seraient inscrits, « jour par jour, les garçons de métier et les apprentis, travaillant chez chaque maître, avec l'époque de leur entrée et sortie de l'atelier ».

Ces registres étaient vérifiés par les commissaires de police.

Le placeur devait en outre constater le louage d'ouvrage et en assurer l'exécution. Il avait donc, en quelque sorte, des fonctions de greffier ou de notaire, puisqu'il contresignait l'acte et en gardait la minute. Dans le cas de contrat verbal, c'était l'usage et les anciens règlements qui fixaient les termes de l'engagement.

Il était enfin chargé de la police intérieure de sa profession. Institué par le maire juré permanent et assermenté par le juge de paix, il devait particulièrement surveiller la loyauté des marchandises et la salubrité des denrées.

Par un arrêté du 24 février 1813, le maire Brac-

kenhoffer consolida l'institution des placeurs. L'article 475 du Code Pénal devenait applicable aux chefs d'atelier qui recevraient des ouvriers sans que ces derniers aient été inscrits chez le placeur ; et l'ouvrier étranger ne pouvait pas séjourner plus de 24 heures sans être placé.

Enfin le maire assignait des gîtes dans des hôtelleries bien famées pour les ouvriers des différentes professions, arrivant à Strasbourg. Ces hôteliers devaient fournir un gîte et une nourriture convenables, moyennant un prix modéré et déterminé et s'assurer que les ouvriers arrivants se rendaient immédiatement chez le placeur.

Cependant, cette institution, dont le but était des plus louables, ne devait pas tarder à dégénérer. Bientôt on exigea de l'ouvrier une rétribution, minime il est vrai — *elle était de 0 fr. 50* — mais qui n'était pas due, et quelques placeurs, conservant simplement leur titre, abandonnèrent leurs fonctions aux mains des cabaretiers qui tenaient le gîte de la profession.

En 1839, le maire de Strasbourg, ému de cet état de choses, décida la réforme du placement, après avoir pris l'avis du Conseil des Prud'hommes. D'après le projet élaboré, les placeurs devaient désormais recevoir un traitement proportionné à l'importance des professions, et leur groupement, selon les rapports qu'elles ont entre elles, permettait de réduire le nombre de ces nouveaux fonctionnaires.

Sur ces entrefaites éclata la Révolution de 1848 qui empêcha la mise à exécution du projet, et la réglemen-

tation de 1852 fit rentrer Strasbourg dans le droit commun.

APPENDICE II. — *Les Compagnonnages.*

« *Les ouvriers et compagnons d'un art quelconque ne pourront, lorsqu'ils se trouveront ensemble, se nommer ni président, ni secrétaire, ni syndic, tenir des registres, prendre des arrêtés ou délibérations, former des règlements sur leurs prétendus intérêts communs* », décidait l'article 2 de la loi des 14-17 juin 1791. Aussi, devant cette interdiction si formelle, les compagnons comprirent que les législateurs de la Révolution étaient absolument décidés à tenir la main à ce que le principe de la liberté du travail ne fût pas violé, et ils restèrent dans l'ombre, se contentant d'interdire à l'ouvrier de travailler au-dessous d'un certain tarif.

Le Compagnonnage ne reparut au grand jour qu'en 1815, mais l'esprit du siècle avait pénétré dans son sein, inspirant ses membres et faisant subir à son système d'embauchage des vicissitudes et une transformation qui devait contribuer à son déclin.

« Le compagnonnage est toujours, au début du xix^e siècle, une institution de crédit, une société de secours mutuels, assurant l'assistance en cas de maladie et les frais de funérailles ; c'est enfin une école professionnelle très fructueuse ; mais sa principale force réside encore dans l'embauchage qu'il pratique

de telle manière qu'il peut, par ce procédé seul, se rendre maître des salaires et du patronat » (1).

Le placement n'était plus gratuit; l'ouvrier affilié, en effet, ne pouvait demander du travail que par l'intermédiaire du *rôleur* ou *rouleur* qui prélevait une part plus ou moins importante sur les arrhes que les patrons remettaient aux ouvriers embauchés.

« Dans la société des compagnons du Devoir de Liberté, dit M. Agricol Perdiguier, le rouleur conduit soit un compagnon, soit un affilié chez le maître et lui dit : voici un ouvrier que je viens vous embaucher. Le maître met cinq francs dans la main du rouleur qui, se tournant vers l'ouvrier lui dit : voilà ce que le maître vous avance, j'espère que vous le gagnerez. L'ouvrier répond affirmativement. Le maître doit ignorer si l'ouvrier est affilié ou compagnon. Quand un rouleur a embauché plusieurs hommes, il leur rend l'argent que le maître leur a avancé, puis ils déjeunent ou dînent ensemble et ceux-ci, entre tous, lui paient son écot. Cependant, il pourrait exiger de chacun à part un léger repas ».

« Dans la société des Compagnons du Devoir, le rouleur mène également ses hommes chez les maîtres qui avancent cinq francs si c'est un compagnon, trois francs si c'est un aspirant... le rouleur rend un franc à l'aspirant et en garde deux pour lui » (2).

Le rouleur devait également lever les acquits chez

(1) Office du Travail. — *Le Placement*, p. 104.

(2) Agricol Perdiguier. — *Le Livre du Compagnonnage*, 1840.

le maître et la « *Mère* », si le compagnon quittait la ville ; alors on lui faisait une *conduite en règle* : le rouleur marchait en tête, le partant venait après lui suivi sur deux rangs des autres compagnons armés de cannes parées des couleurs de la société.

Grâce au rôleur, les compagnons exerçaient une surveillance continuelle sur les rapports des travailleurs et des entrepreneurs, et ils étaient toujours informés des conflits qui pouvaient présenter un intérêt collectif. C'est sous leurs efforts qu'éclatèrent les grèves terribles de 1822, 1833 et 1845 si sévèrement réprimées.

Des divisions profondes et des rivalités sanglantes déchirèrent bientôt les Compagnonnages, et, secouant le joug onéreux des rouleurs, les ouvriers, imbus d'idées libérales, formèrent, en 1832, sous le nom d'« *Union* », une société indépendante, vaste fédération ouvrière où régna l'égalité la plus absolue. C'en était fait des mystères et des initiations de toutes ces pratiques barbares dont les ouvriers avaient trop souffert pour les regretter.

Le placement gratuit réapparut. Un administrateur délégué, nommé syndic de semaine, remplaça le rouleur ; il devait inscrire, par ordre, les demandes des ouvriers et distribuer les adresses des patrons aux sociétaires sans travail, et suivant leur ordre d'inscription.

Malgré les luttes violentes qu'elle eut à soutenir avec les partisans du Compagnonnage orthodoxe, la société l'*Union* se développa rapidement. Nous verrons

qu'elle existe encore aujourd'hui, mais elle a perdu peu à peu de sa puissance primitive parce que les ouvriers, devenant de plus en plus indépendants, prirent l'habitude de se procurer eux-mêmes du travail.

Mais le coup fatal devait être porté aux anciens Compagnonnages par le développement de la grande industrie, par la substitution des voyages en chemin de fer aux voyages sur routes, par la création des sociétés de secours mutuels et celle des syndicats professionnels.

CHAPITRE IV

LE PLACEMENT SOUS LA SECONDE RÉPUBLIQUE

Rechercher l'amélioration du sort des travailleurs, supprimer les miséreux, telle a été la pensée constante des hommes de 1848. La mise en pratique de leurs idées, les craintes inspirées par la misère publique (1) devaient amener la création d'ateliers nationaux où chacun pouvait s'employer, et, le 25 février 1848, le droit au travail était proclamé.

Le 27 février, le Gouvernement provisoire décréta l'organisation d'ateliers nationaux et prescrivit, en même temps, la reprise des travaux des bâtiments et édifices publics. Malgré ces mesures, plus de 100.000 ouvriers restèrent sans travail et, à dater du 6 mars 1848, le Gouvernement dut entreprendre des travaux stériles dans la plaine Monceaux. Le travail

(1) Louis Blanc. — *Histoire de la Révolution de 1848*, vol. I, p. 218. « D'une crise aussi violente et aussi soudaine, résulta naturellement que le monde industriel fut troublé, que la panique se mit parmi les capitalistes et qu'un nombre considérable d'ouvriers, privés tout à coup d'emploi, furent jetés dans les rues, la pâleur de la faim sur le visage et un fusil à la main. Le Gouvernement fut saisi d'inquiétude ».

était facile ; le salaire payé, bien que peu élevé (1), permettait de vivre ; pour s'embaucher, il suffisait d'un simple billet du maire portant le nom et l'adresse de l'ouvrier, si bien qu'en peu de temps les ateliers nationaux regorgèrent de gens ne connaissant souvent du travail que le nom. « Les ateliers nationaux ne furent qu'un rassemblement tumultueux de prolétaires qu'on se contenta de nourrir, faute de savoir les employer et qui durent vivre sans autres liens entre eux que ceux d'une organisation militaire avec des chefs appelés brigadiers » (2).

Le travail à la journée devait engendrer de nombreux abus. Aucun contrôle n'étant exercé, beaucoup d'ouvriers se firent inscrire dans plusieurs brigades pour toucher plusieurs payes ; d'autres, travaillant ordinairement dans des ateliers privés, ne se présentaient que pour la paye. Aussi le 30 mai 1848, l'Assemblée nationale décrétait la substitution du travail à la tâche au travail à la journée. Enfin, en juin 1848, devant les mauvais résultats obtenus, il fallut supprimer les ateliers nationaux, suppression qui fut la cause des émeutes des 23, 24, 25 et 26 juin 1848.

L'essai fut si désastreux que jamais depuis on n'a tenté de le reprendre.

La question des bureaux de placement devait égale-

(1) *Le salaire était pour les ouvriers en activité de 2 francs par jour, et, pour les ouvriers en disponibilité, de 1 fr. 50.*

(2) Louis Blanc. — *Histoire de la Révolution de 1848*, vol. I, p. 222.

ment attirer l'attention du Gouvernement. Les plaintes multiples, formulées par le monde des travailleurs contre les bureaux libres, amenèrent la création de bureaux municipaux, sous l'inspiration de la Commission du Gouvernement, au mois de mars 1848 (2-4 mars) (1).

Dans chaque mairie de Paris, il y eut un bureau gratuit de renseignements, devant faciliter et régulariser les rapports entre l'offre et la demande. A cet effet, chaque Bureau devait tenir deux registres : l'un pour les demandes d'emplois par catégories de professions, l'autre pour les offres de travail, avec les adresses, le salaire offert, les conditions exigées. Ces registres devaient être communiqués à tous ceux qui voulaient les consulter. Ces bureaux, enfin, devaient dresser les tableaux statistiques de l'offre et de la demande de travail.

D'autre part, le 29 mars 1848, le Préfet de police Caussidière, cédant aux sollicitations d'ouvriers de diverses industries, donnait le privilège du placement à des commissions ouvrières dans les professions de marchands de vins, boulangers, cuisiniers, coiffeurs, cordonniers et bottiers. D'intolérables abus ne tardèrent pas à se produire : bientôt les ouvriers de ces professions, les boulangers notamment, sous prétexte

(1) *Cette commission fut instituée le 28 février avec mission expresse et spéciale de s'occuper du sort des travailleurs. C'est elle qui fit fixer la durée de la journée de travail à 10 heures à Paris et 11 heures en province, et abolir le marchandage.*

de surveiller l'exécution d'un règlement et l'observation d'un tarif convenu, violèrent le domicile des patrons et voulurent leur imposer des travailleurs de leur choix.

Ces arrêtés illégaux et pris en dehors des attributions du Préfet de police furent bientôt attaqués par les placeurs libres qui avaient fait leur réapparition au remplacement du Gouvernement provisoire. Ces derniers citèrent devant les tribunaux de simple police ceux qui prétendaient s'opposer à leur industrie et obtinrent la nullité des arrêtés du préfet Caussidière, par un jugement du 1^{er} février 1849, fortement motivé rendu contre un sieur Loiseau, directeur des nouveaux bureaux de placement, en faveur d'un nommé Chanteloup, propriétaire d'un ancien bureau (1).

Dès lors, l'article 7 de la loi du 17 mars 1791 ren-

(1) « *Attendu que l'industrie des placeurs est une industrie ordinaire, de la nature de celles indiquées dans la loi du 17 mars 1791...*

« *Attendu qu'en supposant que des abus subsistent dans ces établissements, l'autorité peut y obvier sans pour cela en venir à les supprimer;*

« *Attendu que rien n'empêche d'ailleurs Loiseau, ou tout autre, de créer un établissement rival faisant concurrence aux anciens bureaux;...*

« *Attendu que, en rouvrant son établissement, Chanteloup a usé d'un droit qu'il tenait de la loi, que l'autorité municipale n'a pu lui enlever et que l'administration de la police, en n'y portant pas obstacle, a fait un acte de justice;*

« *Attendu que l'arrêté du 28 mars 1848 a été rendu d'urgence et dans des circonstances où il n'a pas été permis au Préfet de police d'alors de calculer l'étendue et la portée de ses attributions;*

« *Que cet arrêté a eu pour résultat évident d'anéantir une*

trait en vigueur; l'industrie du placement redevenait libre, soumise à la seule condition du paiement de la patente.

Les abus de ces bureaux libres ne cessèrent cependant pas, et, devant les réclamations nombreuses qui se produisaient de tous côtés, le Gouvernement décida de faire procéder à une enquête.

Les réclamations des garçons boulangers ayant été les plus pressantes, un commissaire de police, M. Nusse ouvrit pour eux, le 2 février 1849, l'enquête dont on l'avait chargé. Après avoir recueilli les dépositions de 173 ouvriers boulangers et consulté les registres des placeurs, il dut constater le bien fondé de leurs plaintes. Le prix habituel du placement était de 10 francs, mais l'ouvrier qui ne donnait pas 15, 20 ou 25 francs au placeur, s'exposait à rester longtemps sur le pavé. Encore, lorsqu'il était placé, n'était-il pas certain d'y rester longtemps, car, pour accroître leurs gains, les tenanciers peu scrupuleux de ces agences, faisaient-ils tous leurs efforts pour qu'il y eût le plus grand nombre de mutation possible (1). Pour les extras, le placeur réclamait 1 franc par jour sur un salaire de 3 francs. Bien plus, pour ne pas le froisser, les patrons impo-

propriété privée, une profession utile protégée et garantie par la loi, ce qui excède en tout point le pouvoir municipal.

« Le Tribunal dit que l'arrêté du préfet de police du 28 mars 1848, a été rendu en dehors de ses attributions, le déclare illégal, en conséquence nul et de nul effet. »

(1) L'enquête rapporte que des placeurs ont fait boire des ouvriers pour que ceux-ci ne pussent se rendre à leur boutique à l'heure indiquée et fussent renvoyées par leur patron.

saient le paiement du placœur aux ouvriers qu'ils embauchaient directement ou par l'entremise d'un camarade. Aussi M. Nusse conclut-il à la suppression des bureaux de placement, démoralisants pour les ouvriers et dangereux pour l'État, parce que l'ouvrier, odieusement exploité, devient forcément l'ennemi d'un Gouvernement qui les accepte, et préconise la création de bureaux à la tête desquels l'administration « placerait un préposé à appointements fixes, nommé par elle et révocable à sa volonté. »

Le Préfet de police, le colonel Rebillot, proposa à titre d'essai, la création de bureaux de placement gratuits pour les ouvriers boulangers, mais son successeur, M. Carlier, se montra l'adversaire irréductible de la municipalisation du placement. « L'institution d'agences publiques de placement, même gratuites, quelles que soient leurs dénominations, serait, dit-il (1) pour le Gouvernement une cause de périls que pourraient à peine conjurer le rejet de tout monopole et l'admission simultanée d'agences privées. »

Ces plaintes des travailleurs impitoyablement exploitées finirent par éveiller l'attention du législateur et, au mois de juillet 1851, l'Assemblée législative, saisie de deux projets de loi sur le placement émanant : l'un de MM. Ducoux et Seyras, et l'autre de M. de Saint-Priest, nommait une commission pour examiner ces projets qui tendaient à l'établissement de bureaux de

(1) *Lettre de M. Carlier au Ministre de l'Agriculture et du Commerce, du 13 septembre 1851.*

renseignements publics « pouvant former les uns et les autres des communications faciles et de nature à les mettre en relation ».

La Commission s'était déjà mise d'accord sur un certain nombre de principes généraux et allait déposer son rapport lorsque survint le Coup d'État du 2 décembre 1851. Mais la réforme ne fut pas abandonnée et le Prince-Président, désireux de « moraliser et régulariser les bureaux de placement dans l'intérêt de la classe ouvrière, » instituait dès le début de l'année 1852, une commission chargée d'étudier la solution qui conviendrait le mieux à cette grave question (1).

Cette Commission, composée de fonctionnaires et de notables commerçants se réunit dès le 12 janvier 1852, sous la présidence de M. le Ministre du Commerce et poussa activement ses travaux. Enfin, le 13 mars de la même année, elle élaborait un projet de décret soumettant les bureaux existant à une réglementation sévère.

Ce projet, sanctionné par le prince Louis Napoléon, devint le décret du 25 mars 1852. Il est encore en vigueur à l'heure actuelle. Comme tous les décrets du Prince-Président, il a force de loi et une loi seule pourrait le modifier ou l'abroger.

(1) *Faisaient partie de cette Commission* : MM. Eck, Hachette, Fouché-Lepelletier, Hérouville, Mort, Doisneau, Sirdéy, Julien, chef de la division du commerce intérieur, Varcollier, chef de la première division de la préfecture de la Seine et Mettelal, chef de la première division de la préfecture de police. M. Audegaune, chef de bureau de l'Industrie, remplissait les fonctions de secrétaire.

DEUXIÈME PARTIE

LE PLACEMENT

Depuis le Décret de 1832

L'EMPIRE ET LA TROISIÈME RÉPUBLIQUE

Nous trouvons encore, à notre époque, les deux modes de placement suivant :

1° Le placement direct ou personnel, qui serait le meilleur si l'ouvrier pouvait connaître toutes les places vacantes, toutes les situations où son activité pourrait utilement s'employer.

2° Le placement par intermédiaire, qui comprend :

a) Le placement gratuit sous diverses formes ;

b) Le placement commercial par les Bureaux de placement autorisés.

La question du placement préoccupe « tous ceux qui ont à cœur d'améliorer autant que possible les conditions sociales du monde du travail. » L'ouvrier doit pouvoir facilement trouver où s'employer, et ses recherches doivent être facilitées par les Institutions de placement, dont la Société a le devoir de favoriser le développement. Ces Institutions doivent chercher à rapprocher les employeurs et les employés, leur faire connaître exactement les conditions de l'offre et de la demande, de façon qu'entre eux il n'y ait aucun malentendu et que chacun puissent profiter des conditions les meilleures.

Nous étudierons successivement ces deux catégories de placement.

CHAPITRE PREMIER

LE PLACEMENT PERSONNEL

Si nous jetons un coup d'œil sur l'état actuel de l'embauchage en France, nous devons constater le rôle prépondérant qu'y joue le placement personnel. Employeurs et employés aiment, comme autrefois, se mettre directement en rapport et, à l'embauchage par l'intermédiaire d'agences, ils préfèrent le placement personnel, soit que le patron se rende dans les lieux où il sait devoir rencontrer les bras dont il a besoin, ou que l'ouvrier se présente à l'atelier; soit par relations, soit par recommandations ou par les fournisseurs.

A. — L'ancienne grève du xiii^e siècle joue encore dans le placement un rôle très considérable. C'est là, qu'en des lieux fixes, places publiques, coins de rues, débits de boissons, salles de bal, etc..., le patron trouvera le personnel dont il a besoin. Menuisiers, charpentiers, maçons, terrassiers, peintres, tanneurs, bou-

chers, hommes de peine, etc., affectionnent particulièrement ce mode de placement qui a cependant le grand désavantage de les exposer à toutes les intempéries et de les pousser au cabaret. Le Conseil municipal de Paris s'est ému, le premier, de cet état de choses, et il a décidé la création de quelques abris couverts comme celui du boulevard de la Chapelle pour les hommes de peine et de la Villette pour les ouvriers bouchers (1).

Chaque corps de métier a son lieu d'embauchage. La demande de travail y afflue et les conditions de l'offre y sont aussitôt connues et discutées. Le contrat est presque toujours verbal et, à défaut de conventions spéciales le tarif est celui de la série des prix de la Ville de Paris.

En Province, les ouvriers du bâtiment se rendent seuls dans les lieux d'embauchage. Dans les villes maritimes, des grèves spéciales sont accordées aux ouvriers des ports.

Dans les départements agricoles, les jours de marchés et de foire, certains jours de fête comme la Saint-Jean et la Toussaint, les domestiques et les ouvriers des champs se rendent sur la place publique du chef-lieu de canton et là, le maître vient les « engager » soit à l'année, soit pour la saison. Le contrat est purement verbal, et, pour le sanctionner le maître remet des

(1) *La pensée que la Bourse du travail ferait disparaître les grèves d'embauchage en les supplantant, les réclamations des syndicats qui voyaient en elles un obstacle à leur développement ont momentanément arrêté la généralisation de cette mesure.*

arrhes à son nouveau serviteur. On donne à ces réunions d'ouvriers les noms de *loues*, *loueries* ou *assemblées*.

Pour s'éviter le souci d'une administration ou d'une surveillance compliquées, les patrons traitent souvent à forfait, pour un travail déterminé, avec un ouvrier ou un contre-maître capable : ils lui laissent le soin de l'embauchage, le contrôle et la surveillance des ouvriers, le paiement des salaires, et le rendent responsable du travail. Cet ouvrier, qu'on appelle *marchandeur*, *piqueur* ou *tâcheron*, devient entrepreneur à son tour et va spéculer sur une diminution du salaire des ouvriers pour réaliser un bénéfice. Ce mode d'embauchage est très fréquent parmi les terrassiers, les ouvriers du bâtiment et du meuble, les typographes, les ouvriers agricoles dans quelques départements, les ouvriers des ports et les tisseurs du Nord. Très impopulaire, il a donné lieu à des plaintes fréquentes et très justifiées et nous avons vu que les décrets des 2 et 22 mars 1848 vinrent abolir le marchandage. Malheureusement le texte n'était pas clair, et l'on s'est demandé si ces décrets interdisaient le marchandage en lui-même ou seulement l'exploitation de l'ouvrier par cette forme de placement. Quoi qu'il en soit, les décrets sont restés lettre morte et c'est en vain, qu'à diverses époques et sous la pression de la classe ouvrière, on tenta de les remettre en vigueur.

B. — L'ouvrier peut encore s'embaucher directement en se rendant chez les divers patrons de son industrie. Il va de porte en porte, de ville en ville, de

chantier en chantier, solliciter du travail, comptant sur le hasard qui, peut-être, le conduira devant l'atelier où l'on embauche.

C'est le mode d'embauchage préféré, dans la grande industrie, des ouvriers mineurs, métallurgistes, tisseurs, qui vont de mine en mine ou d'usine en usine, offrir leurs services. C'est aussi dans beaucoup de villes, celui des ouvriers du bâtiment qui, selon leur expression battent le pavé de l'entrepreneur, se présentant dans les chantiers pour se faire embaucher par le patron ou le chef de chantier. Dans les petites villes, c'est aussi le système en usage dans les professions relatives à l'alimentation, au vêtement et à l'ameublement. C'est le cas, enfin, des ouvrières sans travail ou sans profession déterminée, qui, dans la saison des légumes et des fruits, s'embauchent chez les fabricants de conserves et de confitures, devant la porte desquelles elles font queue avant l'aube, les premières venues étant les premières introduites dans l'usine où aucune capacité spéciale n'est nécessaire ».

Ce mode d'embauchage est en tous points fâcheux pour l'ouvrier qui, le plus souvent, perd un temps précieux, sans être jamais assuré d'être bien inspiré dans ses recherches. Les patrons eux-mêmes s'en plaignent et un grand nombre ont demandé la création, dans chaque grand centre, d'un office de travail, où offre et demande de places pour les ouvriers pût être mise à la disposition des intéressés avec toutes les références garanties sérieuses par l'institution elle-même.

Les patrons boulangers de Nice ont trouvé un excellent moyen de se procurer de bons ouvriers.

En conservant chacun sur un registre, les adresses de tous les ouvriers qui se présentent chez eux pour demander du travail, ils ont ainsi, le moment venu, la faculté de s'adresser à un personnel nombreux et de choisir dans son sein.

Le placement personnel peut encore s'effectuer à l'aide d'intermédiaires officieux qui laissent à la personne désireuse de trouver un emploi, le soin de le rechercher et de le solliciter. Tantôt c'est un ami, tantôt un ancien maître, tantôt un fournisseur qui servent de trait d'union entre l'offre et la demande de travail.

Aujourd'hui, dit M. Yves Guyot, tout le monde fait du placement comme tout le monde fait de la médecine ; épiciers, boulangers, bouchers pratiquent le placement sur une grande échelle (1).

Ce mode de placement donne des résultats qui, bien que passant inaperçus, sont très nombreux ; ils sont, dans tous les cas, souvent les plus durables, parce que le patron s'intéresse davantage au sort de l'ouvrier qui lui est recommandé.

C. — Dans ces dernières années, le placement personnel par voie de publicité a pris une extension considérable ; il peut être gratuit ou payant.

La publicité gratuite se fait par des écriteaux que les patrons posent à leur porte, et par les affiches

(1) *Revue politique et parlementaire*, 1894, p. 53 et suiv.

manuscrites qu'ils font placarder dans le voisinage de leurs ateliers ou dans les lieux fréquentés par le personnel qu'ils demandent. Certaines municipalités, à l'exemple de celle du VI^e arrondissement de Paris, ont eu l'idée ingénieuse de concentrer toutes ces affiches et de les placer dans des cadres grillés, à l'abri de toute lacération jusqu'à ce que les commerçants ou les fabricants qui en sont les auteurs aient obtenu satisfaction. Quelques journaux politiques insèrent aussi gratuitement les offres et les demandes d'emploi ; d'autres, comme le *Petit Républicain* de Troyes, insèrent gratuitement les demandes et font payer une légère rétribution pour les offres.

Quant à la publicité onéreuse, elle a d'abord pour organe les grands journaux quotidiens qui, chaque semaine, consacrent plusieurs pages à cet office. Le grand défaut de ce système est que les annonces sont accueillies sans contrôle et sont parfois mensongères ; elles peuvent émaner d'escrocs habiles qui recourent à la publicité pour faire des dupes, en subordonnant l'exécution de leurs promesses illusoires à l'obligation préalable d'un cautionnement, d'un abonnement, d'une prime ou d'un sacrifice quelconque dont l'auteur ne recueille jamais le fruit, ce qui nécessite fréquemment l'intervention des tribunaux correctionnels. Ce système a encore l'inconvénient d'être très coûteux ; les recettes des grands journaux sont considérables et, pour l'un d'eux, — (*le Figaro*) —, elles ont été, dans une année, du fait de la colonne d'annonces relatives aux demandes d'emploi, de un million.

Quoi qu'il en soit, le placement ainsi pratiqué donne des résultats considérables.

Tels sont, rapidement examinés, les divers procédés d'embauchage direct. Nous examinerons, dans les pages qui suivent, le placement par intermédiaire, sous toutes ses formes.

CHAPITRE II

LE PLACEMENT PAR INTERMÉDIAIRE

SECTION PREMIÈRE. — Le Placement gratuit.

TITRE I. — Le Placement charitable.

Le placement charitable, à notre époque, n'est plus, comme aux siècles passés, le monopole des Institutions religieuses. Nous sommes loin de l'établissement des religieuses de Sainte-Catherine et de Sainte-Opportune, et l'amélioration du sort des infortunés, en facilitant les rapports entre les entrepreneurs et les travailleurs, entre les patrons et les employés, est aujourd'hui le souci de tous les philanthropes, laïques ou religieux. « Aucune occasion, nous dit avec raison M. Paul Leroy-Beaulieu, ne doit être perdue pour rapprocher les ouvriers des patrons : au contact des

hommes disparaissent bien des préventions et s'émoussent bien des animosités » (1).

Les premières institutions charitables, nous l'avons vu, ne s'occupaient que du placement des femmes. Actuellement, au contraire, le but de ces sociétés est surtout d'assurer aux déshérités de la vie, hommes et femmes, aux ouvriers valides sans travail et sans ressource, une occupation facile et accessible à tous, en attendant qu'on puisse leur trouver un emploi où ils pourront gagner un salaire convenable.

Ces Institutions, nombreuses à Paris, tendent à se développer de plus en plus en province.

L'Assistance par le travail a surtout été préconisée dans ces dernières années. Secourir la misère est un noble but ; mais il ne faut pas non plus encourager la paresse. Le travail ne doit donc être donné qu'à titre temporaire, et salarié à un prix qui permet à l'assisté de gagner ce qui est indispensable à sa vie, sans lui donner la tentation de se complaire dans ce genre d'existence.

La création de la première œuvre d'Assistance par le travail, remonte à 1870. L'initiative en est due à M. Mamoz, et son siège social est établi 170, rue du Faubourg Saint-Honoré. Son but est de donner temporairement du travail aux ouvriers et ouvrières en chômage ou frappés par la mauvaise fortune ; mais ce travail n'est accordé qu'après une enquête propre à faire connaître la situation réelle du solliciteur qui

(1) Paul Leroy-Beaulieu. — *La Question ouvrière*, p. 332.

s'adresse directement à l'œuvre ou qui lui est recommandé. Cette œuvre procure environ 36.000 journées de travail par an ; mais elle ne s'occupe qu'accidentellement du placement : elle ne place certainement pas 20 personnes par an.

Un an plus tard, le 25 juin 1871, se créait à la mairie du XI^e arrondissement de Paris, sous les efforts de M. Schmidt, une Société de travail, sorte de syndicat mixte, composée de personnes de conditions diverses, de patrons, d'employés et d'ouvriers, dans le but d'aider les ouvriers honnêtes dans la recherche d'un emploi.

Pendant 20 ans, ce furent les seules Institutions de ce genre et ce n'est qu'à partir de 1891, que se créèrent un peu partout les œuvres d'Assistance par le travail, avec l'appui des municipalités et sur les encouragements venus du Ministre de l'Intérieur. (Circulaire des 8 novembre 1894 et 5 avril 1895).

La première société de ce genre, paraît être la société d'Assistance par le travail créée à Marseille le 25 mars 1891. Des bons de travail sont distribués par les sociétaires aux personnes qui sollicitent leur bienfaisance et ils ne sont payés par eux que lorsque le porteur a réellement effectué le travail que le prix du bon représente. Durant la première année de son existence, la société a recueilli 890 adhésions, 30.816 francs et distribué 51.000 bons de travail, soit 5.100 journées de 10 heures.

A Paris, il faut mentionner spécialement l'Union d'Assistance par le travail du XVI^e arrondissement,

dont la fondation remonte au mois de mai 1891 et dont le but est de combattre la mendicité professionnelle et de substituer, autant que possible, l'Assistance par le travail aux secours en argent.

A l'heure actuelle, dans toutes les grandes villes, fonctionnent des œuvres d'Assistance par le travail, qui, depuis quelques années, jouent un rôle de plus en plus considérable dans le placement.*

Et pour grouper toutes ces institutions, pour vulgariser l'idée de l'Assistance par le travail, un Comité central des œuvres de travail s'est récemment constitué.

Le but de toutes ces institutions est un but essentiellement philanthropique et moral.

Il s'agit, écrivait M. Defert, le 25 avril 1892, de procurer *temporairement* du travail, en attendant qu'ils aient ou qu'on leur ait trouvé une occupé régulière :

« 1° aux ouvriers et ouvrières momentanément sans travail par suite de chômage, morte-saison ou de toute autre circonstance indépendante de leur volonté ;

« 2° à tous ceux qui, pouvant physiquement travailler ne le veulent pas, et préfèrent vivre aux dépens de la charité publique ou privée.

« Donner du travail aux premiers, c'est les empêcher de perdre l'habitude de travailler.

« Donner du travail aux seconds, c'est leur faire reprendre une habitude qu'ils ont malheureusement perdue ».

C'est faire là un acte profitable à la société car c'est lui conserver ou lui rendre des membres utiles et

actifs. C'est aussi démasquer les faux indigents, les mendiants de profession, les mettre en demeure de travailler, et s'ils refusent, les convaincre de paresse flagrante et faire ainsi du vagabondage et de la mendicité un délit véritablement sérieux que les juges devront sévèrement réprimer.

La plupart de ces œuvres ont été reconnues d'utilité publique et, par les circulaires précitées, les Préfets ont été invités à leur prodiguer leurs encouragements. Mais il est à craindre que le résultat ne soit pas proportionnel à l'effort : la clientèle de ces œuvres, en effet, ne se compose que de vaincus de la vie, que de travailleurs malhabiles, incapables de fournir un travail délicat, propres seulement aux grosses besognes, et ne pouvant, par conséquent, rester longtemps dans les mêmes places.

Et nous pouvons dire presque sûrement que ces sociétés ne seront jamais que des sociétés de bienfaisance fournissant aux pauvres honteux et honnêtes une aumône déguisée sous la forme d'un salaire et que le placement ne sera jamais pour elles qu'une fonction accessoire. Les salaires, en effet, sont insuffisants pour permettre à l'ouvrier de satisfaire même au minimum de ses besoins. De plus, ces sociétés ne fournissent généralement que des travaux demandant seulement une certaine force musculaire, si bien que les ouvriers de métier ne s'y livrent qu'avec répugnance. Ajoutons à cela l'habitude des patrons de ne jamais s'adresser à ces sortes de sociétés et l'on

comprendra quels faibles résultats elles ont pu obtenir.

Des diverses sociétés philanthropiques qui s'occupent de placement nous ne dirons que quelques mots. Très nombreuses à Paris, elles se divisent en *œuvres religieuses* et en *œuvres laïques*. Elles ont un avantage considérable sur les autres institutions de placement en ce qu'elles ne placent que des personnes recommandables, sur lesquelles elles ont de bons renseignements.

Toutes ces sociétés sont reliées entre elles par l'*Office central des Institutions charitables*, dont le siège est rue de Champigny, n° 3, dans le VIII^e arrondissement. Son but principal est de faciliter le placement des enfants, des vieillards et des malades et de faire connaître aux pauvres valides, les œuvres d'assistance par le travail.

Quand les circonstances le lui permettent, il opère des placements ; chaque année il procure environ 400 emplois divers.

Les couvents et les refuges opèrent également un nombre considérable de placements.

Les principales ressources de ces associations charitables se composent des versements des membres, des dons, legs et subventions, de la vente du produit du travail des assistés, du produit des quêtes, ventes de charité, etc. Certains même exigent l'abandon de tout ou partie du denier à Dieu par la personne placée, ce qui devient onéreux, si elle ne reste pas longtemps dans sa place.

Ce mode de placement est cependant avantageux, tant pour les maîtres que pour les domestiques et employés et il mérite d'être encouragé. Mais il appartient aux travailleurs de discerner l'œuvre vraiment philanthropique des entreprises de logement à prix réduit et qui rentrent plus ou moins dans la catégorie des hôteliers et restaurateurs qui font du placement pour s'attirer de la clientèle, si ce n'est dans celle des placeurs clandestins et des spéculateurs en charité.

Les vieilles traditions de charité et d'humanité ne se sont donc point perdues dans notre pays. Laïques et religieux ont rivalisé d'efforts, mais cette forme du placement, peu appréciée des ouvriers dans l'intérêt desquels pourtant elle a été créée, n'a pas donné des résultats bien encourageants. En 1891, les diverses institutions avaient reçu 132.036 demandes d'emploi et 25.911 offres; elles avaient effectué 26.627 placements à demeure et 107.431 placements à la journée ou extra. Or, d'après la statistique dressée en 1897, il n'y aurait eu, cette année là, que 12.743 placements à demeure et 5.760 placements en extra ou à la journée (1).

Ces chiffres nous laissent à penser que ces institutions ne seront jamais que des auxiliaires des bureaux autorisés, au même titre que les syndicats et les bureaux municipaux.

(1) *Notons toutefois qu'un certain nombre de ces établissements de bienfaisance n'ont pas répondu à l'enquête.*

« Les institutions philanthropiques qui opèrent le placement gratuit, dit M. de Molinari, ne peuvent avoir qu'une utilité locale et restreinte, car la charité ne dispose, en vertu de la nature même, que de ressources limitées et presque toujours précaires. L'intérêt personnel seul possède assez de puissance pour réunir et mettre en œuvre les capitaux nécessaires à une industrie ou à un service quelconque et pour assurer indéfiniment son existence.

« L'existence et le développement des institutions charitables dépendent de la durée du sentiment qui les a fait naître et qui les soutient. Or, ce sentiment n'a et même ne doit avoir qu'une faible puissance en comparaison de l'intérêt personnel. En effet, l'obligation morale d'assister ses semblables, n'est qu'une des obligations, et non la plus importante, de celles auxquelles l'individu est tenu de pourvoir; elle ne vient qu'après les obligations envers lui-même et envers les êtres dont il est responsable » (1).

(1) De Molinari. — *Les Bourses du travail*, p. 142.

TITRE II. — **Les Sociétés de Secours mutuels.**

Avant 1898, l'exercice du placement n'était, pour les sociétés de secours mutuels, qu'une simple tolérance, et un petit nombre d'entre elles, seulement, tenait des registres d'offres et de demandes, constituant ainsi de véritables offices de placement.

La loi du 1^{er} avril 1898, dans son article 1^{er}, a permis aux sociétés de secours mutuels de créer, sans autorisation préalable « *des offices gratuits de placement et d'accorder des allocations en cas de chômage* ». L'art. 3 ajoute : « *Il peut être établi entre les sociétés de secours mutuels, en conservant d'ailleurs à chacune son autonomie, des unions ayant pour objet notamment... le service de placements gratuits* ».

Les principales sociétés de secours mutuels s'occupant du placement sont :

A Bordeaux, l'*Etoile*, société de secours mutuels pour les garçons limonadiers et restaurateurs ;

A Lyon, la *Société des Garçons de salle et de chambre* ;

A Paris, la *Prévoyance*, société de secours mutuels pour la boucherie ;

L'*Union de la Charcuterie* ;

L'*Union du Commerce* ;

L'*Etoile* pour les garçons restaurateurs et limonadiers. Ce groupement prend toutes les précautions possibles pour assurer la bonne entente entre ses

membres et les patrons s'adressent à lui en toute confiance. Il place également les étrangers moyennant le versement de 0 fr. 50 à la Caisse de secours.

Toutes ces sociétés n'ont, pour vivre, que les cotisations de leurs membres, qui sont quelquefois très élevées. A l'Union du Commerce, par exemple, la cotisation annuelle est de 25 francs et à l'Etoile de 36 francs.

Comment s'y opère le placement ?

A l'Etoile, tout employé quittant son patron, doit le faire en termes convenables et avertir le gérant de la société. Pour se placer, on lui indique une adresse de patron sur un bulletin spécial. « Le sociétaire, porteur d'un bulletin, qui ne se rendrait pas à son travail ou donnerait le bulletin à un autre, est passible d'une amende; en cas de récidive, son exclusion peut être prononcée par le Conseil ». (*Art. 17 des Statuts*). Cette société, depuis 1866, date de sa fondation, à 1899, a procuré 45.092 places à demeure et 437.108 places à la journée ou en extra.

L'Union du Commerce opère à peu près de la même façon. Au siège de la société, un tableau indique les emplois vacants, mais une seule adresse est donnée à la fois.

Si nous nous reportons aux statistiques générales publiées en 1891 et en 1897, nous trouvons que :

En 1891, 58 sociétés ont effectué 17.794 placements à demeure et 16.000 en extra;

En 1897, 149 sociétés ont effectué 76.661 placements à demeure et 76.173 en extra.

L'examen comparé des diverses statistiques nous permet de constater que les placements opérés par les Sociétés de secours mutuels augmentent tous les jours. Toutefois, les résultats obtenus jusqu'à présent n'ont pas été très satisfaisants, comparés au grand nombre de sociétés de secours mutuels existant à l'heure présente. Leurs efforts, cependant, doivent être encouragés ; car elles pratiquent le placement professionnel, le meilleur de tous.

TITRE III. — **Les Bureaux Municipaux**

L'idée première du placement gratuit par les Bureaux municipaux remonte au décret des 8-10 mars 1848. Ces bureaux, nous l'avons vu, devaient dresser des tableaux statistiques des offres et demandes de travail et tenir des registres où l'on inscrivait, par catégories de professions, les demandes d'emplois avec le nom et l'adresse des demandeurs, ainsi que le nom et l'adresse des personnes ayant besoin d'employés, sans oublier de mentionner le salaire offert et les conditions exigées. Devant leur insuccès, l'idée devait être compromise pour longtemps, et, pour la faire revivre, il ne fallait rien moins que l'agitation dont les Bureaux autorisés furent l'objet en 1886.

Malgré les articles 70 et 94 de la loi municipale de 1884, autorisant les municipalités à s'occuper du placement gratuit des employés et ouvriers de toute profession et de tout sexe, ce n'est que depuis 1897 qu'il est donné de voir les Bureaux municipaux fonctionner d'une façon régulière (1). La municipalité du XVIII^e arrondissement devait créer le premier bureau gratuit parisien, et en 1888, sur une proposition de MM. Lavy et Deschamps³, le Conseil municipal de Paris invitait le Préfet de la Seine « à intervenir

(1) Nous trouvons cependant un bureau municipal à Levallois-Perret, en 1883, qui opérait environ 4 placements par an ; et un autre à Lille en 1884.

auprès des maires des arrondissements de Paris afin qu'ils obtinssent, par leur initiative, la création d'institutions de placement analogues à celle qui existait dans le XVIII^e arrondissement ».

A la suite de deux circulaires, en date du 7 juillet et du 15 septembre 1895, adressées aux maires par le Préfet de la Seine, 16 bureaux ne devaient pas tarder à s'ouvrir. Seuls, les VII^e, VIII^e, XI^e et XVI^e arrondissements n'en ont pas constitué, les institutions existantes suffisant amplement (1).

Pour la province, nous trouvons des Bureaux municipaux à Bordeaux, en 1888; à Sainte-Ménéhould, Vitry et Sézanne (Marne), en 1889; à Cambrai et Caudry (Nord), au Havre, à Flers et à la Ferté-Macé, en 1891, etc...

En 1892, M. Dubois déposait sur le Bureau de la Chambre un projet de loi établissant un service gratuit de placement dans toutes les mairies. Ce projet, qui

(1) *Voici la date de création des bureaux municipaux à Paris :*

<i>Dans le</i>	18 ^e	<i>arrondissement, le</i>	15 juillet 1887.
—	15 ^e	—	15 octobre 1888.
—	1 ^{er}	—	30 octobre 1888.
—	3 ^e	—	15 novembre 1888.
—	6 ^e	—	7 janvier 1889.
—	4 ^e	—	11 mars 1889.
—	5 ^e	—	1 ^{er} mai 1889.
—	14 ^e	—	12 mai 1889.
—	17 ^e	—	janvier 1890.
—	2 ^e	—	1 ^{er} avril 1891.
—	13 ^e	—	12 septembre 1891.

fut repoussé, est assez intéressant et mérite d'être cité (1).

« Dans les villes de 10.000 à 30.000 habitants, il y aura un seul bureau. Dans celles dont le chiffre de la population dépasse 30.000 habitants, le conseil municipal sera chargé d'en fixer le nombre. Dans celles, enfin, variant entre 2.000 et 10.000 habitants, un registre sera simplement mis à la mairie à la disposition des intéressés.

« A la tête de cette organisation se trouvera, en dehors du maire, président de droit, une commission de cinq membres désignés, trois par le conseil municipal et deux par le préfet.

« Etablis dans chaque mairie, ces bureaux seront reliés entre eux de façon à leur permettre de s'éclairer et de s'entr'aider.

« L'échange respectif de leurs communications déterminera alors le rapport de l'offre et de la demande de sorte que les occasions de travail à peine nées seront aussitôt connues et satisfaites.

« On n'aura plus alors qu'à centraliser les renseignements : du coup la statistique permanente du travail sera créée, constamment tenue à jour, avec une précision que seuls peuvent donner à cette science les bureaux de placement ».

L'ouvrier serait renseigné sur l'état et les conditions du travail et la répartition des ouvriers dans les diverses professions. Il saurait ainsi s'orienter dans le choix

(1) *Rapport de M. Arnault Dubois*, p. 41, annexé à la séance du 9 avril 1892.

d'une carrière et « loin de subir la loi moutonnaire des courants, il leur résisterait, les briserait, au grand avantage de l'équilibre général ».

La dernière mesure concernant les bureaux municipaux a été prise le 21 juin 1899 par le Conseil municipal de Paris, sur la proposition de M. Achille, pour unifier l'organisation en ce qui concerne la comptabilité des offres et des demandes d'emplois et des demandes effectuées, et assurer ainsi le contrôle permanent de chaque bureau. Dans ce but, chaque bureau doit avoir un registre destiné à recevoir les offres d'emploi et un autre pour les demandes d'emploi. Il doit, en outre, avoir des imprimés destinés à recevoir la mention du refus ou de l'acceptation du patron.

Enfin, les projets de loi votés en dernier lieu par la Chambre et le Sénat tendent à donner une plus grande extension au placement par les municipalités.

Comment fonctionnent ces Bureaux ? A la tête, se trouve une commission composée du maire, généralement président, des adjoints, du député, des conseillers municipaux de l'arrondissement, des membres du Bureau de bienfaisance, parfois de propriétaires, industriels, commerçants ou employés de l'arrondissement membres adhérents, et d'un secrétaire. Convoquée au moins une fois par an, elle l'est toutes les fois que le président le juge nécessaire.

Les opérations de placement sont généralement effectuées par un employé rétribué, nommé par le maire, et spécialement affecté aux demandes de travail et aux offres d'emplois. Dans les bureaux peu impor-

tants, c'est un employé de la mairie qui consacre quelques heures au service du placement.

Les demandes d'emplois sont reçues le soir de 8 à 10 heures, inscrites par ordre chronologique sur un registre et portées sur des fiches par sexe, par profession et alphabétiquement pour chaque profession. Les offres d'emplois sont également reçues aux mêmes heures et, de plus, dans la journée de 10 heures à 4 heures ; elles sont inscrites sur un registre spécial. Dès qu'une offre se produit, le secrétaire cherche, dans ses fiches, l'inscription qui semble le mieux convenir à l'emploi offert, tout en tenant compte, autant que possible, de l'ordre de la dite inscription : puis il convoque la personne et l'envoie chez le demandeur, munie de ses certificats et références. La réponse doit être rapportée au bureau dans les 24 heures et, si elle est négative, un autre candidat est immédiatement envoyé.

Certains bureaux, celui du VI^e arrondissement par exemple, ont adopté le système du *cadre-affiche*. L'offre d'emploi est inscrite sur l'affiche avec l'adresse du patron et celui qui cherche du travail peut s'y rendre directement. Dans ce cas, le patron doit informer la mairie du nombre de personnes qu'il a embauchées par son intermédiaire. — L'emploi peut encore être inscrit sur l'affiche sans l'adresse du patron ; celui qui cherche du travail s'adresse alors à la mairie, où on lui remet une lettre d'introduction qu'il doit ensuite rapporter.

Quelques bureaux, celui du XV^e arrondissement, entre autres, ont aménagé une salle, à l'exemple des bureaux de placement autorisés, où l'offre et la demande peuvent se rencontrer et les conditions de travail se discuter librement et sur-le-champ. Ce système est surtout employé pour les bonnes et les domestiques.

Les seules ressources des Bureaux municipaux proviennent des subventions, des dons, des cotisations et du produit des fêtes données par les municipalités. L'Etat accorde des subventions aux bureaux des II^e et III^e arrondissements (500 fr.) et des IX^e et XX^e arrondissements (300 fr.). Mais la principale ressource consiste dans la subvention de 35.000 francs accordée par le Conseil municipal de Paris et répartie entre les divers bureaux aussi équitablement que possible. Il a vu là une œuvre démocratique à encourager, et M. Achille faisait remarquer dans son rapport sur les Bureaux municipaux (1) que « depuis 1888, date de la fondation du premier bureau, ils ont arraché un minimum de 250.000 travailleurs au chômage et à l'exploitation des bureaux qu'on appelle, par euphémisme, des bureaux payants, alors qu'ils sont payés très grassement par la clientèle des travailleurs ». Et il ajoutait : « En évaluant à 5 francs le coût d'un pla-

(1) *Rapport de M. Achille sur la répartition de la subvention de 35.000 francs entre les bureaux municipaux de placement gratuits* (21 juin 1899) ; n^o 57. p. 1 et 2.

cement opéré par les bureaux dits payants, il résulte du chiffre des placements cité plus haut que les bureaux municipaux de placement gratuits ont économisé aux travailleurs, depuis leur création, 1.250.000 francs. »

Or, d'après les statistiques publiées par l'Office du Travail, les résultats ne semblent pas si brillants.

En 1891, 13 bureaux de province ont opéré 384 placements seulement et les 10 bureaux existant à Paris 9.472. Ils avaient reçu 24.805 demandes d'emplois dont 20.108 pour Paris, et 13.292 offres d'emplois, dont 12.076 pour Paris.

En 1895, la province opérait 1.698 placements et Paris 26.663 placements à demeure et 8.011 extras.

En 1896, nous trouvons pour Paris 29.184 placements à demeure et 5.023 extras; — en 1897, 34.927 placements à demeure et 20.866 extras; — en 1898, 41.077 placements à demeure et 17.505 extras; — en 1899, 50.061 placements à demeure et 21.080 extras.

En 1902, d'après les statistiques trimestrielles publiées par l'Office du Travail, 18 bureaux municipaux parisiens ont reçus 52.127 demandes d'emploi et 52.907 offres, sur lesquelles ils ont effectué 32.850 placements à demeure et 4.793 placements en extra.

En Province, les résultats sont presque nuls. En 1896, les Bureaux provinciaux n'ont procuré aux domestiques et ouvriers que 3.690 emplois; — en 1897, 2.508 emplois; — en 1898, 6.257 emplois; — en 1899, 3.580 emplois; — en 1902, enfin, 3.551 emplois.

Seul, le Bureau de Bordeaux est parvenu à effec-

tuer en 1902, 2.299 placements, dont 306 placements à demeure et 993 en extra, sur 1.871 demandes d'emplois et 727 offres. Et même à Paris, en dépit des sacrifices consentis, malgré l'attrait des récompenses accordées aux personnes restées longtemps dans la même place, le placement municipal ne semble pas avoir fait beaucoup de progrès.

Des réformes radicales sont donc nécessaires pour son extension. Il faudrait d'abord que tous les bureaux communiquent entre eux et se signalent les excédents des offres de travail; ce serait là un remède excellent contre le chômage car on pourrait ainsi envoyer les chômeurs dans les régions où l'industrie manque de bras. Il faudrait aussi, comme le demandent certaines personnes, que chaque bureau ait au moins deux employés dont l'un serait chargé des écritures, tandis que l'autre, plus au courant du placement, examinerait les certificats et irait visiter les industriels ou commerçants de l'arrondissement ou de la ville pour solliciter les offres de travail. Il faudrait surtout qu'ils ne présentent que des ouvriers et des domestiques recommandables, munis de bons certificats et c'est à cette condition seulement que la maison commune pourra devenir, comme le voudrait M. Donnat, « le lieu naturel de rendez-vous pour ceux qui offrent du travail, aussi bien que pour ceux qui en demandent » (1).

La gratuité même est un obstacle à leur développement. Quand on calcule que chaque placement opéré

(1) Office du Travail. — *Le Placement*, p. 577.

revient à près d'un franc à la ville de Paris, on comprend facilement que des municipalités aux finances obérées, hésitent à se charger d'une fonction si onéreuse.

Il est à craindre, enfin, comme le fait remarquer M. Paul Leroy-Beaulieu, que l'idée des Bureaux municipaux, séduisante en théorie, n'aboutisse « à subventionner quelques coteries d'électeurs agités ou violents, d'aspirants politiciens à créer un nouveau parasitisme et à troubler les cervelles » (1).

Dans tous les cas, nous souhaitons que les faits viennent donner un démenti à nos prévisions.

(1) P. Leroy-Beaulieu. — L'Etat moderne et ses fonctions, p. 406.

TITRE IV. — **Les Compagnonnages.**

Au cours de cette étude, nous avons suivi pas à pas l'évolution du Compagnonnage et nous avons constaté son déclin vers le milieu du XIX^e siècle. La loi du 21 mars 1884, sur les syndicats professionnels, en enlevant sa raison d'être à cette institution séculaire, lui a porté le dernier coup et nous n'en trouvons plus, à l'heure actuelle, que des vestiges épars.

Les ouvriers ne connaissent plus que de nom les exploits des compagnons de Salomon, de Maître Jacques et de Soubise. Les routes ne résonnent plus des chansons de l'apprenti, allant le *baluchon* sur l'épaule, de ville en ville pour se perfectionner dans son métier ou son art. La « Mère » a fermé sa porte hospitalière, et le soir, les *trimardeurs*, au lieu de discuter dans le refuge compagnonnique, sur les *chefs-d'œuvre* des anciens, les rites et les gestes traditionnels du compagnonnage, implorent souvent en vain, le moderne *viaticum*, alloué par le syndicat officiel et subventionné.

Vingt-une sociétés compagnonniques seulement ont répondu à l'enquête de 1899. Pendant la période 1894-1897, 32 sociétés ont effectué annuellement, en moyenne, 5.300 placements, alors que, en 1891, elles avaient atteint le chiffre de 6.200.

Les plus importantes sont en province, la *Société des Compagnons et Aspirants boulangers du Devoir* à Bordeaux, qui effectue en moyenne 1.400 placements

par an, et celle de Caen qui en opère 150. Les Compagnons charpentiers d'Avignon arrivent à 300 placements. Les Compagnons boulangers de Paris qui se sont donné un règlement spécial « pour se procurer du travail et s'affranchir du joug des placeurs », effectuent environ 3.000 placements par an.

D'après l'Office du Travail, le Compagnonnage, à l'heure actuelle, n'existe plus que dans les professions suivantes : Alimentation, Jardiniers, Cuir et Peaux, Textiles, Maréchaux, Bois.

Ils ont reçu en 1899 :

8.209 demandes d'emploi
et 8.835 offres d'emploi
et opéré 5.339 placements à demeure
et 2.198 placements en extra.

TITRE V. — **Les Syndicats professionnels et
les Bourses de Travail.**

A. — *Les Syndicats professionnels.*

Le placement corporatif qui, nous l'avons montré au cours de notre étude, a joué un rôle considérable sous l'ancien régime industriel et dans la première moitié du XIX^e siècle, s'est surtout développé depuis la loi du 21 mars 1884, qui permet aux syndicats professionnels la création et la gestion d'offices gratuits de renseignements pour les offres et les demandes de travail. L'article 1^{er} de cette loi abroge le décret des 14-29 juin 1791, ainsi que l'article 416 du Code Pénal et déclare que les articles 291 à 295 du même Code, ainsi que la loi du 10 avril 1834, qui interdisent les associations de plus de 20 personnes, ne sont pas applicables aux syndicats professionnels. Ils peuvent en outre être constitués soit par les patrons, soit par les ouvriers, *pour l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles.*

Toutes ces dispositions de faveur, en enlevant à la réglementation rigoureuse du décret de 1852, les syndicats professionnels qui s'occupent du placement, ont permis dans les grands centres, le développement rapide de ces institutions.

En 1884, il y avait 175 syndicats avec constitution légale, dont :

101	Syndicats patronaux.....	}	Total : 175.
68	— ouvriers		
1	— mixte.....		
5	— agricoles.....		

En 1896, il y avait 5.419 syndicats avec 1.017.999 membres, savoir :

1.731	syndicats patronaux avec	141.897	membres
2.243	— ouvriers —	422.277	—
170	— mixtes —	30.333	—
1.275	— agricoles —	423.492	—
5.419 syndicats.		1.017.999 membres	

En 1902, il existait en France 6.847 syndicats avec 882.651 adhérents, savoir :

2.757	syndicats patronaux avec	205.463	membres
3.934	— ouvriers —	643.757	—
156	— mixtes —	34.431	—
6.847 syndicats.		882.651 membres	

Qu'il nous soit permis, toutefois, de douter de la sincérité de ces statistiques, surtout en ce qui concerne les syndicats ouvriers *officiels*, ainsi désignés pour les distinguer des syndicats indépendants qui remontent à 1898. Ces derniers, en effet, englobent une grande partie du monde ouvrier et l'on est en

droit de se demander comment les syndicats officiels peuvent avoir tant d'adhérents.

Quant aux syndicats patronaux et aux syndicats mixtes, les premiers ne progressent que très lentement et les seconds semblent avoir atteint leur apogée.

Sur les 7.000 syndicats existant actuellement en France, très peu, pendant longtemps ont profité de la faculté, que leur donnait l'article 6 de la loi du 21 mars 1884, d'organiser des Bureaux ou offices de placement gratuits. Le mouvement des institutions de placement qu'ils ont créées a été très lent et pendant longtemps, leur nombre fut peu important.

En 1891, les Chambres syndicales n'avaient créé que 390 Bureaux de placement, se décomposant comme suit :

54	bureaux ouverts par les syndicats patronaux.		
323	—	—	ouvriers.
13	—	—	mixtes.

En 1896, fonctionnaient 441 bureaux, dont 10 d'unions de syndicats. savoir :

98	bureaux de placement patronaux.		
299	—	—	ouvriers.
23	—	—	mixtes.
11	—	—	agricoles.
10	—	—	d'unions de syndicats.

En 1902, enfin, d'après l'annuaire des syndicats professionnels du 1^{er} janvier 1903, nous trouvons

1.334 offices de placement dont 86 d'unions de syndicats et

204	bureaux de placement	patronaux.
1.017	—	—
6	—	—
		ouvriers.
		mixtes.

A l'heure actuelle, tous les syndicats s'occupent plus ou moins du placement. Mais trois d'entre eux, de formation récente, doivent être mentionnés tout spécialement, d'abord en ce qu'ils concernent des professions qui paraissent difficilement susceptibles d'association syndicale et surtout parce qu'ils ont le placement comme but essentiel.

C'est, en premier lieu, l'*Union syndicale ouvrière des gens de maison*, fondée le 7 mars 1890, et qui, aujourd'hui compte plus de 8.000 membres. Elle a pour but de « faciliter l'embauchage des sociétaires par la création d'un office de renseignements pour les offres et demandes d'emploi, et tient, à cet effet, un registre destiné à recevoir ces offres ou demandes ». Et, tous les ans, des récompenses sont distribuées aux membres qui font placer le plus de sociétaires sans travail.

En second lieu, vient l'*Association syndicale des Professeurs de l'Enseignement libre de France et de l'Etranger*. Formée en 1897, elle a pour but de soustraire ses membres « aux exigences des placeurs, de donner aux chefs d'établissements toute garantie morale, et, enfin, de resserrer les liens de solidarité qui les unissent entre eux » (Art. 1^{er} des statuts).

Enfin, en 1900, s'est fondé, à Paris, un syndicat d'institutrices de l'Enseignement privé qui a pour but « de procurer aux institutrices des emplois, sans qu'elles aient à subir les dures conditions des Bureaux de placement ».

Quant aux résultats obtenus, nous n'avons pas de statistique récente qui permette de se rendre un compte exact des placements opérés par les syndicats. Quoiqu'il en soit, il est absolument certain, d'après les renseignements qui nous sont fournis par les Bulletins de l'Office du Travail depuis 1894, que les syndicats ont accompli de réels progrès et quelques-uns ont pu se débarrasser de la concurrence des bureaux autorisés, pour leur profession. Le syndicat patronal et le syndicat ouvrier de la boucherie se sont unis pour lutter d'un commun accord contre les Bureaux de placement ; ils ont organisé le placement gratuit et la vente des fonds de commerce à titre gratuit. Les patrons ont accordé leur confiance, les ouvriers ont désarmé en vue du bien commun et les résultats sont excellents.

Du reste nous pouvons nous rendre compte des placements que peuvent opérer près de 7.000 syndicats ayant un million et demi d'adhérents lorsque l'on connaît les résultats obtenus par 390 seulement, et il nous semble intéressant de reproduire les statistiques publiées en 1893 pour 1891, par l'Office du Travail.

Les syndicats patronaux ont reçu 25.594 demandes de travail et 20.851 offres d'emploi, et ils ont effectué 18.396 placements à demeure et 430 en extra.

Les syndicats ouvriers ont reçu 122.666 demandes

de travail et 71.639 offres d'emploi, et ils ont effectué 86.014 placements à demeure et 8.538 en extra.

Les syndicats mixtes, enfin, ont reçu 2.558 demandes de travail et 1.882 offres d'emploi, et ils ont effectué 1.896 placements à demeure et 1.396 en extra.

Mais si le placement syndical va chaque année en augmentant, il n'est cependant pas comparable à celui des bureaux autorisés. Et l'antagonisme des classes, maintenant une certaine rivalité entre les divers syndicats, sera toujours un obstacle à leur développement comme institutions de placement. Les ouvriers, en effet, ne s'adressent qu'avec défiance aux bureaux de placement ouverts par les syndicats patronaux, parce que, disent-ils, ces bureaux ne placent que des favoris, parce qu'ils mettent trop étroitement l'ouvrier dans la dépendance du patron et parce qu'ils ne laissent pas au premier une liberté suffisante pour la défense de ses intérêts.

« De leur côté, les patrons reprochent aux syndicats ouvriers de leur imposer un tarif de salaire absolu ; de ne pas leur laisser la liberté de choisir l'employé qui leur convient parce qu'ils placent, autant que possible, leurs membres à tour de rôle, et d'avoir des installations défectueuses, dans lesquelles les maîtresses de maison et les employées qui se respectent sont souvent offensées et où les patrons sont exposés à débattre leurs conditions en public, face à face avec les ouvriers ou employés qu'ils viennent de congédier. — Les ouvriers eux-mêmes reprochent

aux syndicats ouvriers de ne placer que leurs adhérents et, parmi ceux-ci, ceux qui partagent les opinions politiques et sociales de la majorité » (1).

Il faut reconnaître, en effet, que les syndicats — les syndicats dits officiels du moins — sont sortis de leur rôle. Ils ne se sont pas contentés d'être des intermédiaires neutres entre patrons et ouvriers, facilitant seulement la rencontre de l'offre et de la demande, et au rôle économique qui leur était assigné, ils ont substitué le rôle politique, compromettant ainsi leur avenir en s'engageant dans la voie dangereuse du socialisme révolutionnaire et du collectivisme.

« Les syndicats ouvriers, dit M. Claudio Jannet, lorsqu'ils ne s'occupent pas de grèves, s'occupent de politique. En réalité, ils constituent de véritables organisations politiques et électorales, qui retrouvent toute leur vie au moment des élections... Encore une fois, il ne faut pas conclure que tous les syndicats soient socialistes, mais beaucoup partagent ces déplorables idées. Ils ont ainsi éloigné les ouvriers honnêtes, qui constituent la grande majorité des classes laborieuses (2). »

On a pensé trouver un remède à toutes ces divisions à toutes ses rivalités, en encourageant la création des syndicats mixtes. Ils sont, en effet, les mieux placés pour servir d'intermédiaire entre l'offre et la demande

(1) Office du Travail. — *Le Placement*, p. 469.

(2) Claudio Jannet. — *Le Socialisme d'État et la Réforme sociale*, p. 315 et 320.

de travail, pour connaître et discerner les aptitudes et les mérites des ouvriers, mais il faut malheureusement reconnaître, avec M. Claudio Jannet, « que le mouvement général des esprits ne porte pas au développement de cette institution. C'est encore moins l'antagonisme des classes qu'une grande défiance, qui éloigne l'ouvrier du patron. Le temps et une longue patience sont nécessaires, pour que l'idée des syndicats mixtes devienne populaire » (1). En 1891, le Conseil supérieur du Travail, inspiré par M. de Mun, émit le vœu que « des Bureaux de placements, organisés par l'accord des syndicats, fussent administrés par une commission composée moitié d'ouvriers et moitié de patrons », et voulut les encourager par des subventions (2). Mais devant l'hostilité des syndicats ouvriers envers les syndicats patronaux, la réalisation d'un tel vœu semble bien difficile. « Des bureaux mixtes pour le placement des ouvriers, dit M. Beauregard, rendraient de tels services, qu'ils se seraient déjà créés eux-mêmes si c'eût été possible. Mais leur institution, leur fonctionnement demanderaient entre patrons et ouvriers une entente presque parfaite, la question de placement touchant de la façon la plus directe aux intérêts des uns et des autres. Cette

(1) Claudio Jannet. — *Le Socialisme d'État et la Réforme sociale*, p. 315 et 320.

(2) « Le Gouvernement est invité à demander aux Chambres un crédit destiné à accorder, à titre d'encouragement, des subventions aux syndicats de patrons et d'ouvriers qui créeraient des bureaux mixtes de placement ainsi qu'aux bureaux mixtes qui fonctionnent déjà ».

entente n'existe pas encore, et elle sera l'œuvre non pas de quelques jours, ni de quelques subventions, mais du temps et des progrès des mœurs » (1).

Les syndicats, enfin, ont dû solliciter des subventions des municipalités, subventions si considérables parfois que certaines municipalités ont créé des Bourses du Travail.

*
* *

§ 2^e. — *Les conditions du Placement.*

Le placement est gratuit pour les syndiqués. Pour les non-syndiqués, ils doivent faire un léger versement à la caisse de secours.

Dans chaque syndicat, le placement est professionnel. Les ouvriers sont généralement placés suivant l'ordre de leur inscription, sans qu'on se préoccupe de leurs aptitudes et des exigences des patrons.

C'est là un grave inconvénient et quelques syndicats agissent autrement. Ils soumettent la liste totale des ouvriers sans emploi aux personnes qui viennent en demander, avec, à côté du nom, les qualités de l'ouvrier et l'indication des ateliers d'où il sort, et le patron choisit lui-même l'ouvrier qui lui convient.

D'après les statuts de certains syndicats qui ont une

(1) Monde économique. — Tome I, page 535.

caisse de chômage, on ne peut refuser plus de deux fois les emplois offerts (1).

B. — *Les Bourses de Travail.*

L'idée de créer des Bourses de Travail est ordinairement attribuée à M. de Molinari qui, considérant le travail comme une marchandise, aurait voulu établir une sorte de marché de cette marchandise-travail, où employeurs et employés auraient été mis au courant des offres et des demandes. « Pour M. de Molinari, l'idéal serait atteint le jour où le travail humain serait traité comme une marchandise. Pour cela, il faut d'abord créer des Bourses où les offres et les demandes d'emploi seront constamment inscrites, comparées et débattues. Puis il faudra provoquer la formation de vastes entreprises, qui se chargeront de transporter à plus juste prix, la main-d'œuvre sur tous les points du monde où elle est demandée » (2).

Enfin une Bourse centrale aurait eu son siège à Francfort-sur-le-Mein. Mais cette conception, irréalisable avec les idées de notre temps, fut abandonnée, et M. de Molinari se contenta d'instituer la publicité des offres et demandes d'emploi, en ouvrant aux corporations, en 1846, les colonnes de son journal « *Le*

(1) *C'est le cas pour l'Association syndicale des Professeurs de l'Enseignement libre de France et de l'Etranger, où la période dite « de chômage », doit être définie, déterminée (art. 8, § 1^{er} des statuts).*

(2) Claudio Jannet. — *Le Socialisme d'Etat et la Réforme sociale,*

Courrier français » et en fondant ensuite, dans le même but, à Bruxelles, le journal « *La Bourse du Travail* », qui devait disparaître après cinq mois d'existence.

En 1845, Adolphe Leullier, reprenant l'idée émise en 1843 par M. de Molinari, demandait la création « d'un marché aux travaux au bureau central des ouvriers », pour remplacer les grèves sur la voie publique.

Le projet d'une Bourse du Travail devait être renouvelée en 1848, à cette époque où la pensée d'améliorer le sort des travailleurs, inspirait tous les actes. M. Ducoux, alors préfet de police, adressa au Conseil municipal de Paris, en 1848, puis à l'Assemblée nationale, en 1851, un projet complet d'organisation d'une Bourse des travailleurs, avec plan à l'appui, dont voici la teneur :

« Article premier. — *Il sera construit à Paris, sous la direction de l'Etat, une Bourse des travailleurs.*

« Art. 2. — *Cette Bourse, divisée en compartiments affectés aux différents corps de métiers, contiendra des Bureaux de placement pour les ouvriers et tous les renseignements propres à éclairer le public sur les divers éléments du travail.*

Le prix des marchandises, le taux des salaires, en un mot, toutes les indications qui intéressent le patron et l'ouvrier, le producteur et le consommateur, y seront recueillies et exposées avec soin.

« Art. 3. — *Cette Bourse sera construite confor-*

mément aux plans et devis dressés par les ordres du Préfet de Police et communiqués à la Commission municipale de Paris, le 10 octobre 1848.

« Art. 4. — *Un crédit supplémentaire de 300.000 francs affecté à cette création, sera inscrit au budget des dépenses pour l'année 1851* ».

Ceprojet fut repoussé comme ayant un caractère exclusivement communal. Et la question des Bourses du Travail devait rester dans l'oubli, en France, du moins jusqu'au jour où M. Delattre, en 1875, demanda au Conseil municipal de Paris la création d'une Bourse ou au moins d'un refuge clos et couvert à l'entrée de la rue de Flandre. Alors se dessina un mouvement en faveur de l'organisation des Bourses de Travail. Partout on réclamait l'établissement d'un marché de travail, mais l'idée ne devait être réalisée qu'en 1886. En exécution d'une proposition déposée par M. Mesureur, au Conseil municipal le 25 juillet 1884, fut décidée « la création d'une Bourse du Travail, destinée à établir des Bureaux tenus par des agents commissionnés et payés à cet effet par la Direction de la Bourse pour enregistrer et communiquer aux intéressés les offres et les demandes et remplacer ainsi les bureaux de placement ».

« En restant sur le terrain de la liberté des contrats, disait M. Mesureur dans son rapport, vous avez le droit, sinon le devoir, de fournir aux travailleurs les moyens de lutter à armes égales et légales avec le capital; sans la Bourse du Travail, l'existence des chambres syndicales sera toujours précaire, les charges

qu'elles imposent éloignant d'elles le plus grand nombre des ouvriers.

« Il importe donc qu'elles aient des locaux et des bureaux où chacun pourra venir, sans crainte d'avoir à faire des sacrifices de temps et d'argent au-dessus de ses ressources ; la libre et permanente disposition des salles de réunion permettra aux travailleurs de discuter avec plus de maturité et de précision les questions multiples qui intéressent leur industrie et influent sur les salaires ; ils auront pour les guider et les éclairer tous les moyens d'information et de correspondance, les éléments fournis par la statistique, une bibliothèque économique, industrielle et commerciale, le mouvement de la production pour chaque industrie, non seulement en France, mais dans le monde entier.

« Peut-être verrons-nous alors les véritables assises du travail s'établir ».

Le 5 novembre 1886, le Conseil municipal de Paris vota la construction d'une Bourse centrale du Travail, et, en attendant, une annexe fut installée dans l'ancienne salle de la Redoute, rue Jean-Jacques-Rousseau, 35.

La Bourse centrale, déclarée d'utilité publique par décret du 28 novembre 1889, édifiée rue du Château-d'Eau, près la place de la République, a été inaugurée le 28 novembre 1892.

L'exemple de Paris a été, depuis 1887, suivi par plusieurs villes de province et les Bourses du Travail se multiplient chaque année. On en trouve actuellement à Marseille, Saint-Etienne, Toulon, Toulouse, Bor-

deaux (1890), Tours, Nantes, Lyon, Angers, Cholet, Nîmes, Nice, Angoulême, Dijon, Le Havre, Grenoble, Le Mans (1894), Commentry, Rouen, Versailles, Amiens, Limoges, Albi, etc. (1).

Les syndicats ouvriers, régulièrement constitués, sont seuls admis à la Bourse de Paris. Ainsi donc, l'élément patronal est éliminé de la Bourse du Travail. Il semble pourtant que l'intervention des syndicats patronaux et mixtes soit des plus utiles quand il s'agit de dresser la statistique du mouvement industriel et des salaires, et de placer les travailleurs. Mais M. Mesureur, ministre du Commerce, dans un rapport qu'il adressait au Président de la République en 1895, ne l'a pas admis. « Convient-il, dit M. Mesureur, d'admettre à la Bourse toutes les sociétés qui s'occupent du placement gratuit ? nous ne l'avons pas pensé. Les Bourses du Travail, à côté de leur mission principale qui est le placement des ouvriers, ont pour but, dans la pensée de leurs créateurs, de faciliter aux ouvriers l'étude et la défense de leurs intérêts professionnels, en leur fournissant des salles de réunion au siège social et tous les éléments qui peuvent concourir à hâter et à compléter l'éducation économique des travailleurs, services qu'ils n'étaient pas en mesure d'assurer par leurs propres ressources.

« C'est ainsi que l'avait compris le Conseil municipi-

(1) *Des Bourses du Travail créées à Cahors, Agen, Roanne, Carcassonne et quelques autres villes n'ont eu qu'une existence éphémère.*

pal de Paris, qui a consenti de lourds sacrifices pour l'édification et l'entretien d'une Bourse (1).

« Les syndicats patronaux n'ont pas à cet égard les mêmes besoins : ils possèdent des installations particulières et ils n'ont jamais manifesté le désir d'occuper des locaux dans la Bourse municipale. Il nous a donc paru, suivant, sur ce point, les indications données par la Ville de Paris, qu'il n'y avait pas lieu de les admettre » (2).

La Bourse du Travail de Paris ne tarda pas à devenir un foyer d'agitation révolutionnaire. Malgré l'arrêté préfectoral du 19 mai 1892 qui ne permettait l'entrée de la Bourse qu'aux syndicats ayant rempli les conditions exigées par l'article 14 de la loi du 21 mars 1884, 123 syndicats étaient dans une situation irrégulière et refusaient de se soumettre à la loi. Les autres groupes, se solidarisant avec eux, les encouragèrent à la résistance. D'un autre côté, les meneurs étaient tout puissants et exerçaient une véritable tyrannie. M. Jannet nous donne un tableau saisissant de la situation, lorsqu'il dit :

« La Bourse du Travail est un temple où il n'est pas donné à tous d'entrer ; elle appartient sans partage aux syndicats de la Fédération socialiste des tra-

(1) *La Bourse de Paris a coûté 2,900.000 francs et annuellement la Ville de Paris lui donne environ 180.000 francs.*

(2) Bulletin de l'Office du Travail, octobre 1894. — *Les syndicats patronaux sont admis aux Bourses de Bordeaux et du Havre.*

vaillleurs ; on y admet, au besoin, les délégués des Cercles d'études sociales et des groupements corporatifs, c'est-à-dire des groupes socialistes, qui ne prennent même pas la peine de se constituer en syndicat légal. Toute l'influence résultant de la possession d'une institution officielle, est donc livrée à une fraction qui s'en sert pour opprimer la minorité et souvent même la majorité » (1).

Le Gouvernement dut intervenir, et le 5 juillet 1893, M. Dupuy, alors ministre de l'Intérieur, fit fermer la Bourse du Travail.

Un certain nombre de syndicats se constituèrent alors en fédération et formèrent, rue des Vertus, une Bourse indépendante qui fonctionne encore aujourd'hui à côté de la Bourse officielle.

Après être restée fermée pendant 18 mois, la Bourse du Travail fut réouverte le 8 décembre 1895.

En vertu d'un règlement du 28 octobre 1887, l'administration de la Bourse du Travail appartenait à une commission de 21 membres élus pour une année par les délégués des chambres syndicales de Paris. L'autorité municipale avait le contrôle sur la nomination de la commission. 20.000 francs étaient accordés chaque année pour frais de bureau et indemnité aux membres de la commission.

Actuellement, en vertu du décret du 7 décembre 1895, pour être admis à occuper un local à la

(1) *Annuaire des Syndicats professionnels* (1896, p. 521).

Bourse, les syndicats doivent être régulièrement constitués et faire une demande d'admission au Préfet de la Seine qui statue après avis de la Commission consultative de la Bourse. Ces demandes doivent contenir pour les syndicats l'engagement de se conformer aux prescriptions des décrets et règlements qui régissent la Bourse (art. 3). Une fois admis, les syndicats s'administrent librement et prennent telles dispositions qui leur paraissent utiles, notamment en ce qui concerne leurs services de placement gratuit (art. 4). — La Commission consultative doit donner son avis sur toutes les questions relatives au fonctionnement et à l'administration intérieure de la Bourse et elle peut être dissoute par arrêté du Ministre du Commerce ; elle est composée de 20 membres : 10 délégués par les syndicats, 6 nommés par le Conseil municipal de Paris, 2 désignés par le Préfet de la Seine, 2 représentant l'Office du Travail et désignés par le Ministre du Commerce. Enfin, dans la séance du 6 janvier 1896, un règlement général a été établi par le Conseil municipal de Paris.

Les Bourses du Travail sont des institutions municipales qui n'ont pour subsister, outre les faibles cotisations de leurs membres, que les subventions que leur accorde la Ville. Pour la marche de ses services, nous avons vu que la Bourse du Travail de Paris reçoit annuellement 180.000 francs du Conseil municipal. En province, les municipalités ont accordé en 1902, des subventions qui se sont élevées à

197.345 francs, et les départements ont également donné 48.550 francs.

Quant aux frais d'installation supportés par les budgets municipaux, ils ont été de 3.614.011 francs en 1901 et de 3.166.159 francs en 1902, sans compter les subventions.

Quels sont maintenant les résultats obtenus?

En 1897, 49 Bourses du Travail auraient effectué 35.167 placements à demeure et 28.794 placements en extra.

La Bourse du Travail de Paris serait comprise dans ces chiffres pour 8.539 placements à demeure et 8.202 placements en extra.

Ces 49 Bourses comprenaient 1.047 syndicats avec 166.886 adhérents.

En 1898, 55 Bourses auraient effectué 47.237 placements à demeure et 38.159 placements en extra.

La Bourse de Paris serait comprise dans ces chiffres pour 16.144 placements à demeure et 16.782 placements en extra.

Ces 55 Bourses comprenaient 1.136 syndicats avec 159.284 membres.

En 1899, 65 Bourses auraient effectué 55.096 placements à demeure et 48.618 placements en extra.

La Bourse de Paris serait comprise dans ces chiffres pour 21.485 placements à demeure et 21.188 placements en extra.

Ces 65 Bourses comprenaient 1.350 syndicats et 239.449 membres.

En 1900, 75 Bourses auraient effectué 37.396 placements à demeure et 23.898 placements en extra.

Ces 75 Bourses comprenaient 1.605 syndicats et 269.107 membres.

En 1901, 86 Bourses du Travail ont effectué 24.534 placements à demeure et 9.625 placements en extra, après avoir reçu 86.413 demandes d'emploi et 51.984 offres.

Ces 86 Bourses groupaient 2.054 syndicats avec 446.368 membres.

En 1902, enfin, 94 Bourses ont effectué 44.631 placements à demeure et 30.544 placements en extra, après avoir reçu 99.350 demandes d'emploi et 60.737 offres.

Ces 94 Bourses groupaient 1.871 syndicats avec 288.036 membres (1).

Ces chiffres, fournis par l'Annuaire des Syndicats professionnels et l'Office du travail, nous montrent combien sont insignifiants les résultats obtenus jusqu'ici par ce mode de placement, malgré tous les efforts du parti socialiste et tous les sacrifices que se sont imposés les pouvoirs publics. Nous pouvons affirmer aussi, sans crainte d'être démenti, que les Bourses du Travail n'ont été le plus souvent, jusqu'ici, qu'un foyer de grèves et d'émeutes. Il y a quelques semaines

(1) Cette différence provient de ce que la Bourse indépendante de Paris qui accusait pour 1901, un effectif de 317 syndicats avec 163.492 membres, n'a pas fourni de chiffres pour 1902.

seulement, n'est-ce pas encore de la Bourse du Travail de Paris, qu'est sortie la provocation à l'émeute et au boycottage des bureaux autorisés ?

Nous espérons pour les travailleurs, qu'elles n'aient jamais le monopole du placement que désirent pour elles leurs propagateurs et leurs partisans, et la classe capitaliste, croyons-nous, n'a pas à redouter, de sitôt, le « faible coup d'épaule » qui doit suffire pour la renverser.

Enfin M. de Molinari, constatant spirituellement qu'on lui avait « changé son enfant en nourrice », pouvait dire que les ouvriers sérieux continuent à s'adresser de préférence aux Bureaux de placement, si coûteux et si insuffisants qu'ils soient. « Le Comité de la Bourse, ajoute-t-il, publie un bulletin, mais on y chercherait en vain des renseignements sur le taux des salaires et l'état du marché du travail. Ces informations utiles sont remplacées par les comptes rendus des réunions des groupes socialistes et les déclarations habituelles contre la tyrannie du capital. Bref, l'échec est complet » (1).

(1) De Molinari. — *Journal des Economistes*, 15 septembre 1888.

§ 2. — *Les Conditions du Placement.*

Le placement est gratuit, professionnel et fait d'après les règlements de chaque syndicat.

Quelques syndicats ont installé des permanences pour être utiles aux employés et ouvriers, qui ne terminent leur travail qu'à une heure avancée de la nuit.

Ces permanences, qui sont subventionnées, sont, toute la journée, ou tout au moins pendant un certain nombre d'heures déterminées à l'avance, à la disposition des travailleurs.

La salle d'embauchage installée dans les Bâtiments de la Bourse du Travail est ouverte aux patrons, ouvriers et employés de toute profession, syndiqués ou non. Généralement, quiconque a une demande ou une offre de travail à faire, y a libre accès (*Décret du 7 décembre 1895, art. 5*).

Quant aux offres de travail transmises à la Bourse, en dehors des syndicats y ayant leur siège, la commission consultative a décidé qu'elles seraient affichées, mais sans indication de prix, de manière à ne pas troubler l'action syndicale (1).

Les Bourses, tout en assurant le placement de leurs membres, distribuent des allocations permettant à l'ouvrier qui recherche du travail, à la fois de séjourner

(1) *Rapport moral présenté au Conseil municipal de la ville de Paris, par la Commission consultative de la Bourse du Travail, p. 25.*

dans une ville le temps nécessaire pour visiter les ateliers de sa profession et, s'il n'y a trouvé aucun emploi de gagner une ville voisine.

Le « Viaticum » — tel est le nom donné à cette allocation —, est toujours délivré partie en espèces (0 fr. 25 généralement), partie en nature, c'est-à-dire en bons de logement et de repas, valables dans un hôtel avec lequel la Bourse a conclu un accord. — Quelques Bourses logent elles-mêmes les ouvriers; de ce nombre sont celles de Nantes et de Béziers.

Les chômeurs de profession, dont les Bourses ne peuvent contrôler le nombre de visites, trouvaient là de faciles ressources. Aussi, pour couper court à ces abus, le Comité fédéral des Bourses du Travail a-t-il décidé d'établir un viaticum collectif, réservé aux syndiqués depuis trois mois au moins.

Le but du viaticum, quelquefois assez difficile à obtenir, a pour but de protéger les syndiqués occupés contre la concurrence d'une main-d'œuvre surabondante et partout dépréciée, et de les préserver, en cas de chômage, contre la tentation de travailler au rabais.

En arrivant dans une ville, le voyageur muni, par le secrétaire du syndicat de sa profession des adresses des ateliers, doit les visiter tous et faire constater son passage. Tout voyageur convaincu d'avoir travaillé à un prix inférieur au tarif syndical ou dans un atelier mis à l'index perd son droit au secours.

Chaque syndiqué doit acquitter une capitation mensuelle de 0 fr. 10 centimes.

Les Bourses ont soin de fixer l'itinéraire de chaque

voyageur et le viatique ne peut être accordé que si le voyageur ne retourne jamais sur ses pas.

Il vaudrait mieux, à notre avis, que les bourses indiquassent là où il y a du travail. Mais elles ont vu, dans le « Viaticum » un moyen d'engager l'ouvrier à rentrer dans l'association professionnelle.

C. — *Les Sociétés Commerciales du travail.*

Parmi les divers projets tendant à trouver une meilleure organisation du placement ouvrier, nous devons mentionner celui préconisé en ces derniers temps par M. Yves Guyot, et qu'il appelle *l'organisation commerciale du travail*. L'idée de cette organisation fut émise pour la première fois, en 1842, par M. de Molinari et cet éminent économiste lui donna sa formule théorique et générale. A cette époque, elle fut mise en pratique par la Société typographique parisienne.

En quoi consiste exactement ce projet?

Des ouvriers se réunissent et forment une association pour le placement de leur travail où, suivant M. Yves Guyot, « des produits de leur travail. » Ils peuvent aussi louer leurs bras à un industriel, mais sous certaines conditions seulement.

Examinons maintenant les conséquences de ce système, tant au point de vue de la classe ouvrière qu'au point de vue patronal et au point de vue de la société en général.

Nous sommes en présence d'une société ; nous avons donc à voir si elle ne présente pas tous les inconvénients des sociétés et particulièrement des sociétés ouvrières, coopératives de consommation ou de production.

Pour M. Yves Guyot, elle présente deux grands

avantages : pas de capital à trouver, — pas de matière première à acheter, — pas d'outillage à acheter.

Il n'y a ici, dit-il, qu'un faible capital à constituer ; il n'y a donc pas besoin de faire des efforts pour chercher un gros capital, comme cela est nécessaire pour les associations coopératives de production, qui forcément doivent périliter et tomber si elles n'ont pas d'avances.

On n'a pas non plus à s'occuper de l'achat des matières premières, puisque cette société commerciale de travail fournit uniquement les produits du travail de ses membres et que la matière première est fournie par le salariant, qui fournit également l'outillage.

Il n'y a donc ici qu'une société qui n'a qu'un acte de commerce à faire : placer le travail de ses membres. Elle se chargera du travail à faire dans tel atelier, dans telle partie d'une usine ou d'un chantier. Le prix sera fixé à forfait, pour une période déterminée ou pour une quantité déterminée de produits.

L'expérience tentée par la Société typographique parisienne a pleinement réussi.

Cette société n'est pas constituée en société commerciale ; c'est un simple syndicat qui a vécu longtemps à l'état de tolérance. Elle a évidemment les défauts de beaucoup de syndicats. Elle est animée d'un esprit exclusif, jadis elle a fait des grèves, elle a eu des exigences exagérées à un moment donné. Mais elle est arrivée depuis de longues années à commercialiser ses relations. Qu'un journal ait besoin d'une équipe, il va traiter avec un délégué de la société, qui stipulera au nom de celle-ci.

La Société typographique parisienne accepte des conditions absolument léonines. Ainsi le directeur d'un journal peut refuser des personnes qui se trouveraient dans l'équipe, et cela sans donner de motifs.

En raison des garanties de sécurité et d'habileté professionnelle qu'elle donne, cette société demande un prix supérieur à celui des autres typographes ; mais ces garanties sérieuses font que l'on préfère traiter avec elle : la Société typographique répond, en effet, du travail à accomplir.

Mais ce n'est pas seulement la classe ouvrière qui trouverait satisfaction et l'amélioration de sa situation dans le développement des sociétés commerciales de travail ; c'est aussi la classe patronale, les industriels et les commerçants de toutes corporations.

Ceux-ci ont intérêt, en effet, à économiser le travail, à ce qu'il soit fourni dans les meilleures conditions possibles, et le meilleur marché possible. Or, à ce point de vue, le système actuel est très défectueux. En effet, si au point de vue de l'achat des matières premières, au point de vue de l'outillage et de l'écoulement des produits, tous les industriels sont d'accord pour acheter ou vendre en gros, quand il s'agit, au contraire, du travail, ils emploient des procédés complètement différents. Ils préfèrent le traitement individuel, ne voulant pas traiter avec la collectivité.

Pour M. Yves Guyot, les objections que soulèvent son projet sont sans fondement. Le principal danger, dit-on, est celui d'une tyrannie semblable à celle que vou-

draient exercer les syndicats, et la création d'une sorte de « trust » du travail qui exigerait telles conditions de placement qu'il lui plairait au détriment de l'industrie.

À cette objection, M. Yves Guyot répond que si le Syndicat est avant tout une institution politique, par là même dangereuse, la société qu'il préconise n'est qu'une société purement économique. « Une société, dit-il, qui a le gain pour objet, comme une Société commerciale de travail, n'envisage pas la question comme une société de combat, telle que les syndicats. Elle a pour première préoccupation de ménager son capital, de l'augmenter, d'obtenir et de grossir ses dividendes. Elle a un but précis et net auquel elle subordonne les autres considérations ».

Il n'y a pas lieu, en outre, de craindre les exigences exagérées de ces Sociétés. Si parfois l'industriel avait à compter avec leurs exigences plus ou moins élevées, celles-ci devraient bientôt abaisser leur prix pour faciliter la vente de leur produit qui est le travail.

Une autre objection a été soulevée. On a dit que si les Sociétés commerciales de travail devenaient trop riches, elles ne seraient pas accessibles aux ouvriers plus modestes; les actions seraient trop chères. Or, ceux qui ont formulé cette objection ont oublié que la prospérité des Sociétés dépend du recrutement des travailleurs; si ces sociétés ont besoin de membres nouveaux, elles seront forcées de dédoubler les actions trop élevées. Il n'y a donc pas à craindre que cette prospérité ferme complètement la porte aux ouvriers

dont les moyens seront plus restreints, mais dont le recrutement sera indispensable à sa prospérité.

Quant à la Société, son intérêt ne peut venir que confirmer celui de ceux qui la composent : ouvriers et industriels. Or, contrairement à la tendance étatiste qui voit la solution de toutes les questions et le soulagement de toutes les misères dans l'intervention gouvernementale, on ne fait appel ici qu'à l'action individuelle dans ce qu'elle a de plus admirable : la dignité de soi-même par le travail.

Au point de vue légal, enfin, il n'y aurait aucune modification à apporter à la législation actuelle. L'article 68 de la loi de 1867, modifié par la loi de 1893, dit, en effet, que, quel que soit leur « *objet, les sociétés en commandite ou anonymes qui seront constituées dans les formes du Code de commerce ou de la présente loi, seront commerciales et soumises aux lois et usages du commerce* ». De plus, avec les articles 50 et 52, sur les sociétés à capital variable, on peut trouver toutes les garanties qui pourraient donner satisfaction à ceux qu'effrayerait une trop grande liberté.

Jusqu'à présent, et malheureusement pour les travailleurs, l'expérience n'a été tentée que par la Société typographique parisienne ; l'appel de M. Yves Guyot est resté vain. Il nous faut cependant espérer que des ligues se formeront pour la propagation de cette idée.

SECTION II. — Le Placement payant.

Législation. Le décret du 25 mars 1852.

« Article premier. — *A l'avenir, nul ne pourra tenir un Bureau de placement, sous quelquestitres et pour quelques professions, places ou emplois que ce soit, sans une permission spéciale délivrée par l'autorité municipale et qui ne pourra être accordée qu'à des personnes d'une moralité reconnue. Les possesseurs actuels de bureaux de placement ont un délai de trois mois pour se pourvoir de la dite permission.*

« Art. 2. — *La demande à fin de permission doit contenir les conditions auxquelles le requérant se propose d'exercer son industrie. Il est tenu de se conformer à ces conditions et aux dispositions réglementaires qui seraient prises en vertu de l'article 3.*

« Art. 3. — *L'autorité municipale surveille les Bureaux de placement pour y assurer le maintien de l'ordre et la loyauté de la gestion. Elle prend les arrêtés à cet effet et règle le tarif des droits qui pourront être perçus par le gérant.*

« Art. 4. — *Toute contravention à l'article premier, au second paragraphe de l'article 2 ou aux règlements faits en vertu de l'article 3, sera punie d'une amende de 1 franc à 15 francs ou d'un emprisonnement de cinq jours au plus ou de l'une de ces deux*

peines seulement. Le maximum des deux peines sera toujours appliqué au contrevenant, lorsqu'il aura été prononcé contre lui, dans les douze mois précédents, une première condamnation pour contravention, au présent décret ou aux règlements de police précités. Ces peines sont indépendantes des restitutions et dommages-intérêts auxquels pourraient donner lieu les faits imputables au gérant. L'article 463 du Code Pénal est applicable aux contraventions indiquées ci-dessus.

« Art. 5. — L'autorité municipale peut retirer la permission : 1^o aux individus qui auraient encouru ou viendraient à encourir une des condamnations prévues par l'article 15, § 1, 3, 4, 5, 6, 14 et 15, et par l'article 16 du décret du 2 février 1852 ; — 2^o aux individus qui auraient été ou qui seraient condamnés pour coalition ; 3^o à ceux qui seraient condamnés à l'emprisonnement pour contravention au présent décret ou aux arrêtés pris en vertu de l'article 3.

« Art. 6. — Les pouvoirs ci-dessus conférés à l'autorité municipale seront exercés par le Préfet de police pour Paris et le ressort de sa préfecture, et par le Préfet du Rhône pour Lyon et les autres communes dans lesquelles il remplit les fonctions qui lui sont attribuées par la loi du 24 juin 1851.

« Art. 7. — Les retraits de permission et les règlements émanés de l'autorité municipale, en vertu des dispositions qui précèdent, ne sont exécutoires qu'après l'approbation du préfet ».

Avant d'appliquer ce décret à Paris, le Préfet de police fit procéder à une enquête générale de tous les abus à atteindre par l'intermédiaire des commissaires de police et c'est avec le secours des lumières fournies par elle que l'ordonnance de police, qui faisait spécialement application à Paris du décret du 25 mars 1852, a été élaborée.

Cette ordonnance est ainsi conçue :

Paris, le 5 octobre 1852.

« *Nous, Préfet de Police,*

« *Vu les arrêtés du Gouvernement des 13 messidor an VIII et 3 brumaire an IX (1^{er} juillet et 25 octobre 1800) ;*

« *Vu la loi du 7 août 1850 ;*

« *Vu le décret du 25 mars 1852 ;*

« *Ordonnons ce qui suit :*

« Article premier. — *Nul ne pourra tenir, dans le ressort de la Préfecture de police, un bureau de placement, sous quelque titre et pour quelques professions, places ou emplois que ce soit, sans une permission spéciale délivrée par nous (Article 1^{er} du décret du 25 mars 1852).*

« Art. 2. — *La demande à fin de permission devra contenir les conditions auxquelles le requé-*

rant se propose d'exercer son industrie (Art. 2 du même décret).

« Art. 3. — *Le candidat joindra à sa demande son acte de naissance et un certificat de résidence et de moralité délivré par le commissaire de police de sa section ou le maire de sa commune.*

Il indiquera le local où il se propose d'établir son bureau : ce local devra présenter toutes les conditions nécessaires dans l'intérêt de l'hygiène, de l'ordre et de la sûreté.

« Art. 4. — *L'arrêté d'autorisation sera personnel. En cas de changement de résidence, le nouveau local sera agréé par l'administration. Toute succursale est prohibée.*

« Art. 5. — *Chaque titulaire sera obligé d'avoir des registres dont la forme sera indiqué par l'arrêté d'autorisation.*

Ces registres seront cotés par première et dernière et paraphés sur chaque feuille par le commissaire de police ou les maires au visa duquel ils seront soumis du 1^{er} au 5 de chaque mois.

Ils ne devront contenir aucun renvoi, rature ni interligne, et seront constamment tenus au courant.

Ils seront représentés à toute réquisition des agents de l'autorité.

« Art. 6. — *Aucune personne ne pourra être placée sans avoir, au préalable, été inscrite sur le registre à ce destiné.*

L'inscription mentionnera les nom, prénoms, âge, lieu de naissance, profession et domicile de la per-

sonne inscrite, ainsi que l'indication des pièces qu'elle aura produites pour établir sa moralité et son identité.

Ces pièces ne pourront être retenues par le placeur sans l'assentiment du postulant ; elles lui seront, en tous cas, restituées à sa première réquisition.

« Art. 7. — L'arrêté d'autorisation règlera conformément à l'article 3 du décret précité, les tarifs des droits de placement qui pourront être perçus par le gérant, et, s'il y a lieu, le tarif du droit d'inscription qui, dans aucun cas, ne pourra excéder cinquante centimes.

L'arrêté indiquera toutes les conditions spéciales imposées à l'établissement.

Art. 8. — Le placeur sera tenu de délivrer gratuitement à chaque personne inscrite et au moment même de l'inscription un bulletin portant le numéro d'ordre de l'inscription, les conditions du tarif fixé pour le bureau et la quittance de la somme qu'il aurait reçue, soit à titre de droit d'inscription, soit à titre d'avance sur le droit de placement.

Cette avance sur le droit de placement sera toujours restituée à la première réquisition du déposant qui renoncera à être placé par l'entremise du bureau où aura lieu l'inscription.

En cas de refus de restitution, la contestation sera portée immédiatement devant le Commissaire de police qui, au besoin, dressera procès-verbal.

Le tarif du droit de placement sera fixe ; il ne pourra être ni augmenté ni diminué au gré du placeur.

Ce droit ne sera dû au placeur qu'autant qu'il aura procuré un emploi et ne lui sera définitivement acquis qu'après un délai déterminé, pour chaque bureau, par l'arrêté d'autorisation.

Aucune somme, autre que celles ci-dessus indiquées, ne pourra être perçue à titre de cautionnement ou sous quelque dénomination que ce soit, tant par le gérant que par la personne interposée.

« Art. 9. — *En l'absence de conventions contraires, le montant du droit de placement indiqué au bulletin pourra toujours être payé au placeur par le maître ou patron et imputé sur les gages ou salaires de la personne placée.*

« Art. 10. — *Il est formellement défendu aux placeurs d'annoncer, soit sur leur registre, soit sur des tableaux ou affiches apposés intérieurement ou extérieurement, soit par tout autre moyen de publicité, des places ou emplois qu'ils n'auraient pas mandat de procurer.*

« Art. 11. — *Sont interdites toute connivence, toutes manœuvres frauduleuses tendant à faire croire à un placement qui ne serait pas sérieux ou ayant pour but d'agir contre l'intérêt d'une personne placée, dans l'espoir d'une nouvelle rétribution.*

« Art. 12. — *Il est également défendu au gérant d'un Bureau de placement d'envoyer des mineurs dans des maisons ou chez des individus mal famés, et généralement de se prêter à aucune manœuvre contraire aux bonnes mœurs.*

« Art. 13. — *Les dispositions des articles 8, 9,*

10, 11 et 12 de la présente ordonnance seront textuellement insérés sur le bulletin délivré aux personnes inscrites.

« Art. 14. — Tout Bureau de placement autorisé sera indiqué par une inscription peinte à l'huile et placée d'une manière apparente sur la façade de la maison.

« Art. 15. — Le tarif des droits dont la perception sera autorisée devra toujours être affiché ostensiblement, avec un exemplaire de la présente ordonnance, dans l'intérieur de chaque Bureau de placement.

« Art. 16. — Toutes contraventions aux dispositions de la présente ordonnance et des arrêtés particuliers d'autorisation seront constatées par des procès-verbaux ou rapports, lesquels seront transmis aux tribunaux compétents.

Tous autres règlements ou ordonnances qui interviendraient en exécution de l'article 3 du décret du 25 mars 1852 seront applicables de plein droit aux établissements déjà autorisés.

Les arrêtés d'autorisation seront toujours soumis aux modifications que l'administration croira devoir prescrire.

« Art. 17. — La présente ordonnance sera publiée et affichée dans le ressort de la Préfecture de police.

« Les Sous-préfets des arrondissements de Sceaux et de Saint-Denis, le chef de la police municipale, les commissaires de police de Paris, les maires,

adjoints et commissaires de police des communes rurales, la gendarmerie et les agents de la Préfecture de police sont, chacun en ce qui le concerne, chargés d'en assurer l'exécution.

« *Le Préfet de police : Piétri.* »

Ordonnance supprimant à Paris le droit d'inscription.

« *Paris, le 16 juin 1857.*

« *Nous, Sénateur, Préfet de police,*

« *Vu les arrêtés du Gouvernement des 12 messidor an VIII et 3 brumaire an IX (1^{er} juillet et 25 octobre 1800);*

Vu la loi du 7 août 1850 et celle du 10 juin 1853;

« *Vu le décret du 25 mars 1852, concernant la réglementation des Bureaux de placement ;*

« *Considérant que, nonobstant notre ordonnance du 5 octobre 1852, rendue en exécution dudit décret, il se produisait encore, dans quelques agences de placement, certains abus provenant d'un droit préalable d'inscription, perçu indépendamment de tout placement ;*

« *Considérant qu'il importe d'assurer complètement la protection des classes laborieuses contre les abus exceptionnels dont il s'agit ;*

« *Attendu que conformément aux dispositions finales de notre ordonnance du 5 octobre 1852, les arrêtés spéciaux d'autorisation restent toujours sou-*

mis aux modifications que l'administration croira devoir prescrire,

« Avons ordonné ce qui suit :

« Article premier. — Le droit d'inscription qui pouvait être perçu en vertu de l'article 7 de l'ordonnance du 5 octobre 1852, par les Bureaux de placement, est et demeure supprimé à compter de ce jour.

« Art. 2. — Toute contravention aux dispositions de la présente ordonnance sera constatée et déférée à la justice.

« Art. 3. — La présente ordonnance sera publiée et affichée dans le ressort de la Préfecture de police.

« Les Sous-préfets des arrondissements de Sceaux et de Saint-Denis, le chef de la police municipale, les commissaires de police de Paris, les maires, adjoints et commissaires de police des communes rurales, la gendarmerie et les agents de la préfecture de police, sont, chacun en ce qui le concerne, chargés d'en assurer l'exécution.

« Le Sénateur, Préfet de police : Piétri ».

§ 1^{er}. — *Des Bureaux de placement autorisés.*

Au moment où le Prince Louis-Napoléon s'emparait du pouvoir, devant les abus commis par les placeurs libres, l'intervention de l'Etat devenait nécessaire. Mais fallait-il, se basant sur le fameux principe du droit au travail et le devoir pour l'Etat de procurer à chacun le travail nécessaire pour assurer son existence, remettre entre ses mains la gestion des Bureaux de placement ; ou suffisait-il, pour entraver les abus et prévenir les fraudes, d'une réglementation sévère et strictement appliquée ?

Un intermédiaire entre patrons et ouvriers pour faciliter le recrutement du personnel nécessaire aux premiers et procurer aux seconds du travail qu'ils ne sauraient trouver eux-mêmes, est d'une absolue nécessité. Mais le monopole, en cette matière où tant d'intérêts divers sont en jeu, ne conviendrait pas à l'Etat. Nous savons tous, en effet, que les institutions qu'il dirige coûtent généralement beaucoup plus cher que les œuvres privées, et que les services simples, seuls, peuvent être gérés économiquement par lui. Il en résulterait en outre une atteinte à la liberté du travail, une certaine application des doctrines socialistes. Ce serait enlever aux buralistes une propriété qui se vend fort cher. De plus, l'administration, en créant des Bureaux de placement, se rendrait comme responsable du manque de travail ; elle encourrait

l'obligation de trouver de l'occupation pour les ouvriers et les amènerait à se dire qu'elle leur doit du travail. Enfin l'administration est impropre à la tenue des Bureaux de placement ; elle pourra publier des règlements, créer des emplois, mais le placement des ouvriers exige des soins, des courses, des pourparlers, des connaissances spéciales, une étude incessante des besoins industriels, qui ne sont pas du domaine de l'administration. En 1848, on a ouvert des registres dans les mairies et rien n'a été négligé pour populariser ce mode de procéder. Eh bien ! les bureaux officiels et gratuits ont été délaissés pour les bureaux payants » (1). Bientôt encore la politique envahirait les Bureaux de placement et l'administration, malgré elle, serait amenée à réserver à ses amis les places dont elle pourrait disposer. L'agent de l'Etat, enfin, se bornant à tenir des registres d'inscription, devrait nécessairement avoir pour règle de « placer les postulants dans l'ordre des inscriptions sans pouvoir tenir aucun compte de leur aptitude ; ou bien, si ces agents officiels avaient la liberté de choisir, parmi les ouvriers inscrits, ceux qui devraient être placés de préférence, les postulants se trouveraient soumis au caprice, peut-être à la cupidité et tout au moins à l'arbitraire des bureaux sans avoir aucun moyen de s'y soustraire, en l'absence de toute autre voie de placement » (2). — Le

(1) *Observations présentées par M. Mettelal à la Commission du Placement, le 12 janvier 1852.*

(2) *Circulaire de M. Piétri, préfet de police, en date du 8 octobre 1852.*

mal serait aggravé et aux plaintes des ouvriers ne tarderaient pas à se joindre les plaintes des patrons.

Le principe de la liberté soumise à des conditions restrictives doit, pour nous, triompher ; mais quelle réglementation établir ?

Exigera-t-on seulement une déclaration ou faudra-t-il une autorisation préalable ?

Pour nous, la déclaration par le placeur du genre de placement auquel il veut se livrer, serait absolument insuffisante pour assurer la protection de l'ouvrier. Une fois sa déclaration faite, le placeur pourrait par exemple installer autant de bureaux qu'il le voudrait et l'Etat serait dans l'impossibilité absolue de sévir, si des avis se produisaient.

L'autorisation préalable, au contraire, fournit à l'Etat une arme autrement puissante. Le placeur, en effet, doit remplir certaines conditions au point de vue de la moralité ; il est en outre soumis au contrôle continu de l'administration et en cas d'infractions aux règles établies, l'autorisation peut lui être retirée.

Ce régime de liberté, tempéré seulement pour la surveillance et le contrôle de l'autorité publique, a été adopté par le décret du 25 mars 1852.

« En dehors des restrictions commandées par l'intérêt des classes laborieuses et celui de la moralisation, l'industrie du placement est régie par le droit commun, c'est-à-dire par le principe de la liberté commerciale » (1).

(1) *Circulaire de M. Piétri, préfet de police, en date du 8 octobre 1852.*

Le décret de 1852 régit encore à l'heure actuelle les Bureaux de placement en France. — Application du décret du 25 mars 1852 fut spécialement faite à Paris par ordonnance du 5 octobre 1852, qui servit de modèle aux municipalités. Depuis lors, la seule modification apportée consiste dans la suppression du droit d'inscription, contenue dans l'ordonnance de police de M. Piètri du 16 juin 1857 (*Les décret et ordonnance ont été rapportés intégralement ci-dessus*).

Pendant longtemps, les résultats donnés par cette nouvelle organisation furent satisfaisants. Sous l'Empire, aucune plainte ne s'éleva contre les Bureaux de placement. Mais en 1877, quelques abus s'étant produits, le Ministre de l'Intérieur, M. Welche, dut intervenir et il adressa aux Préfets la circulaire suivante :

« Je crois devoir vous informer que, d'après les renseignements relevés par les tribunaux, les agences dont il s'agit (les Bureaux de placement) ne seraient pas l'objet d'une surveillance suffisante et que ceux qui les dirigent accueilleraient souvent, avec légèreté, les déclarations et certificats d'individus complètement inconnus et qu'ils recommandent néanmoins aux personnes qui ont recours à leur intermédiaire. C'est ainsi que des repris de justice ont été introduits dans des familles honorables. Préoccupé de cet état de choses, M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, m'a demandé s'il ne serait pas nécessaire d'astreindre les placeurs à exiger un extrait du casier judiciaire de toutes les personnes qui leur demandent des emplois ».

La question devait en rester là, mais en 1881, à la suite de plaintes nouvelles et nombreuses, le préfet de police, M. Camescasse, dut recommander, en termes énergiques, la plus grande vigilance aux commissaires, à l'égard des Bureaux de placement qui, pour la plupart, avaient oublié les prescriptions des ordonnances de police du 5 octobre 1852, du 16 juin 1857.

Malgré l'application rigoureuse de ces ordonnances, les abus persistèrent et furent le point de départ de l'agitation qui, en 1886, se manifesta parmi les ouvriers faisant usage de ces Bureaux, et aboutit à un mouvement d'opinion, ayant leur suppression pour but.

Ce mouvement éclata primitivement dans la profession des garçons de café de Paris. Aidés par les garçons marchands de vin et les garçons coiffeurs qui s'étaient joints à eux, ils provoquèrent des manifestations dans la rue et des troubles graves. Des Bureaux de placement furent envahis et saccagés ; la dynamite même fut employée, mais les coupables restèrent inconnus et impunis.

Les mêmes scènes de violences se reproduisirent en 1888. Non contents de piller les Bureaux de placement, les manifestants envahirent aussi des cafés qui refusaient de recruter leur personnel par l'intermédiaire de la Chambre syndicale des garçons limonadiers. Il fallut, par exemple plus de 150 agents pour préserver le Café de la Paix. Dans un Bureau, situé rue Saint-Denis, on trouva un engin d'une force terrible qui heureusement n'éclata pas. Cette fois encore les coupables furent introuvables.

Les adversaires des Bureaux autorisés, finissant par comprendre qu'ils n'obtiendraient rien par la violence, ne tardèrent pas à regarder comme plus efficace l'action pacifique et légale, et, pour assurer le triomphe de leurs idées, ils multiplièrent les réunions et les conférences. Entre temps, dès le mois de juin 1886, les Chambres syndicales de l'Alimentation fondèrent une Ligue pour la suppression des Bureaux de placement et, le 18 octobre, adressèrent au Conseil municipal une pétition revêtue de plus de 12.000 signatures. « Considérant que l'existence des Bureaux de placement porte un préjudice matériel et moral aux intérêts corporatifs ;

« Qu'ils sont une des causes premières du marchandage, de la baisse des salaires et un des éléments mis au service de l'exploitation de la misère ;

« Qu'ils n'offrent aucune garantie aux ouvriers, pas plus qu'aux patrons ;

« Considérant d'autre part : que dans chacune des Sociétés adhérentes à la Ligue, un ou plusieurs Bureaux de placement gratuits fonctionnent, depuis de longues années déjà, pour les ouvriers de leur corporation respective ;

« Considérant encore : que le placement des individus non groupés, tels que : gens de maisons, nourrices, domestiques, etc..., peut se faire, tout en offrant plus de garanties et de sûreté, par l'établissement des Bureaux municipaux, ... »

Elle priait le Conseil municipal de Paris « au nom de la morale publique, au nom des intérêts corporatifs et privés, tous les jours violés ; au nom de l'exploitation

dont les travailleurs sont depuis si longtemps victimes, d'user de son droit et de demander à M. le Préfet de Police de retirer la tolérance à tous les détenteurs d'agences ».

Le Conseil municipal de Paris ne pouvait donner satisfaction aux pétitionnaires puisque le décret de 1852, ayant force de loi, ne peut être abrogé que par une loi. Toutefois, le 14 novembre 1886, sur la proposition de M. Chabert, il adopta le vœu suivant :

« Le Conseil émet le vœu :

« 1° Que les pouvoirs publics abrogent le décret-loi du 25 mars 1852 sur les Bureaux de placement ;

« 2° Qu'ils prononcent en même temps une loi qui autorise seules les Chambres syndicales ouvrières et les municipalités à les remplacer. »

Depuis cette époque, ce vœu a été régulièrement émis tous les ans. Et le Préfet de police s'est engagé à sévir rigoureusement contre les placeurs malhonnêtes.

Devant l'impuissance du Conseil municipal, la Ligue pour la suppression des Bureaux de placement s'adressa à la Chambre des Députés. Elle renouvela auprès d'elle les instances et les pétitions dont le Conseil municipal de Paris avait été, le premier, l'objet et, afin de rendre ces instances plus pressantes, elle entretenait l'agitation, au moyen de réunions plus ou moins fréquentes.

Elle organisa, en 1891, le Congrès de la Fédération française des Syndicats de l'Alimentation pour la

suppression des Bureaux de placement, après que les ouvriers boulangers, ayant inutilement « sommé les pouvoirs publics de supprimer les Bureaux de placements autorisés dans un délai de huit jours », se furent mis en grève. Pour calmer l'agitation, le Préfet de police, après une délibération du Conseil municipal du 26 juin 1891, prit l'engagement de ne plus accorder d'autorisation nouvelle et de ne permettre que la transmission des agences déjà existantes. Ses successeurs à la Préfecture de police ont persisté dans cette voie.

Depuis lors, l'importance de la Ligue fédérative s'est considérablement accrue. Son Comité central dirige l'agitation contre les Bureaux autorisés et intervient, quand il le juge nécessaire, auprès des pouvoirs publics. C'est sur son initiative qu'eut lieu, le 23 février 1892, à Tivoli-Vaux-Hall, un grand meeting où furent convoqués tous les ouvriers, sans distinction de métiers, et où se rencontrèrent les représentants de 317 chambres syndicales. Et là, contre les « derniers vestiges de l'antique commerce des esclaves » fut voté l'ordre du jour suivant :

« Les travailleurs de toutes les corporations, réunis au nombre de 1.200, au Tivoli-Vaux-Hall, le 23 février 1892 ;

« Considérant que l'existence des Bureaux de placement est la cause majeure de la misère que l'on constate dans les corporations assujetties à leurs malhonnêtes agissements ;

« Déclarent se solidariser avec leurs concitoyens et

les assurer de leur concours, jusqu'à la complète disparition de ces exploiteurs du travail ;

« Déclarent, en outre, n'accepter que le projet Dumay, voté à l'unanimité par le Congrès national des Chambres syndicales de l'Alimentation, tenu à la Bourse du Travail de Paris, les 6, 7 et 8 octobre 1891 ».

Cette Ligue, un moment ébranlée à la suite de la fermeture de la Bourse du Travail, en juillet 1893, a persisté dans sa campagne contre les Bureaux de placement. Mais les violences cessèrent et l'on n'entendit plus les orateurs déclarer comme autrefois « que lorsque l'ouvrier a été assez exploité, il tue son exploiteur par le poison, le couteau ou la dynamite. »

On se contenta de voter des ordres du jour. Celui du 7 février 1899 est intéressant à citer :

« Les travailleurs des diverses corporations soumises au joug des placeurs, réunis, par le Comité d'action, le 7 février 1899, à la Bourse du Travail, au nombre de 5.000, considérant que l'œuvre entreprise offre un caractère d'intérêt général, décident de faire appel à toutes les organisations ouvrières, syndicats, fédérations de métiers, bourses du travail de France, afin qu'elles mènent campagne, dans leurs milieux respectifs pour activer la suppression des Bureaux de placement.

« Le Comité d'action fait appel également à la presse, à l'opinion publique, tant à Paris qu'en province et veut intéresser à ses légitimes revendications, le prolétariat tout entier, intellectuel aussi bien que manuel.

« Il engage les travailleurs, le public, à user d'un moyen pratique, à la portée de tous : chacun de nous, pour satisfaire à ses besoins, a recours aux commerçants ; ces commerçants occupent du personnel, informez-vous où ils s'adressent pour le recruter ! Fournissez-vous dans les maisons qui vont chercher leurs employés aux syndicats ; n'allez plus dans celles qui se font les complices des placeurs.

« Le Comité d'action fera connaître à la clientèle les maisons qui nous accordent satisfaction.

« Il s'adresse tout particulièrement à l'ardente jeunesse des écoles qui, si souvent, a pris la défense des opprimés et est certain qu'elle aura à cœur de défendre, au quartier Latin, par l'action et par la parole, la cause si juste des malheureux travailleurs victimes des agissements des placeurs.

« Le Comité d'action, 35, rue Jean-Jacques Rousseau » (1).

Ainsi donc, cette Ligue ne reconnaît que deux modes de placement : le Syndicat pour les ouvriers, le Bureau municipal pour les domestiques. Les Sociétés de Secours mutuels et les associations charitables, mises au même rang que les Bureaux autorisés, ne trouvent pas grâce auprès d'elle, car elles sont un obstacle au développement des Syndicats et des Bourses du Travail.

(1) Journal *l'Intransigeant*, n° du 10 février 1899.

La lutte contre les Bureaux de placement vient de reprendre plus ardente que jamais. La Bourse du Travail, depuis quelques mois, retentit des clameurs des ouvriers de l'Alimentation et des coiffeurs contre les bureaux autorisés, « agences de prostitution et de misère ». Le Comité fédéral a adressé le 24 octobre 1903, une lettre au Président du Conseil pour obtenir une audience qui lui a été refusée. « La corporation des ouvriers boulangers, y est-il écrit, est prête à descendre dans la rue avec femmes et enfants, et cela au nom de la liberté et du droit à l'existence. »

Des paroles on est passé aux actes. Dans une grande réunion qu'ils avaient tenu le 20 octobre, les ouvriers de l'Alimentation avaient décidé, si satisfaction ne leur était pas donnée, d'organiser une grande manifestation dans la rue. Ces manifestations ont eu lieu. Si la dynamite n'a pas été employée, les Bureaux de placement n'en ont pas moins été saccagés par les ouvriers excités par les meneurs habituels. La police a dû intervenir, le sang a coulé des deux côtés.

Et nous pouvons dire avec raison, en présence de ces incidents, que l'ouvrier n'est plus guidé par le seul souci de la défense de ses intérêts, mais qu'il est mû par un état d'esprit révolutionnaire.

Pour arrêter ce mouvement, la Chambre des députés, qui depuis longtemps s'occupait de la question et avait même étudié et voté de nombreux projets de loi, s'est empressée de voter une proposition de loi portant

suppression des Bureaux autorisés avec indemnité. Le 4 novembre 1902, la Chambre a décidé cette suppression par 404 voix contre 77. A l'expiration de la cinquième année qui suivra la promulgation de la loi, tous les Bureaux de placement doivent disparaître; les municipalités qui le pourront ou le voudront voteront leur suppression dans un délai plus ou moins rapproché. Les indemnités à allouer seront à la charge des communes. L'État et le Département contribueront toutefois aux dépenses par parts égales, d'après le barème suivant: 20 % pour les bureaux supprimés dans un délai de deux ans; 15 % pour les bureaux supprimés les troisième et quatrième années; 10 % pour les bureaux supprimés la cinquième année. — Sont seuls reconnus les Bureaux de placement gratuits créés par les municipalités, les syndicats professionnels et les sociétés de secours mutuels.

Ce projet n'a pas satisfait les ouvriers de l'Alimentation. Les ouvriers boulangers, dans une réunion tenue à la Bourse du Travail de Paris, le 5 novembre, ont déclaré repousser énergiquement tout projet accordant des délais ou des indemnités, ainsi que le placement aux sociétés de secours mutuels, et n'approuver que le projet Coutant qui, demandant la suppression immédiate, donne pleine satisfaction aux travailleurs. Les ouvriers charcutiers, de leur côté, ont décidé, le 2 novembre, « de mener la lutte à outrance de concert avec les organisations ouvrières de l'alimentation contre les Bureaux de placement de toute

nature, ne reconnaissant le Placement qu'aux Bourses du travail et aux syndicats ouvriers ».

M. Bousquet, qui a eu l'initiative de la campagne contre les placeurs, déclarait le lendemain du vote du projet Chambon qu'il trouvait « ridicule et scandaleuse l'indemnité de six millions accordée aux placeurs qui, sans avancer aucun capital, ont pu réaliser en quelques années des fortunes considérables ». Et il ajoutait : « Ce qu'il y a surtout de désastreux dans ce projet, c'est qu'il confère aux sociétés dites de bienfaisance le droit d'ouvrir des Bureaux de placement. Les placeurs ont vraiment la partie belle ; ils n'ont qu'à constituer des sociétés factices qui les garantiront des rigueurs de la loi ; après quoi ils pourront continuer leur trafic, comme par le passé. Puisque, avec le secours de l'État et des départements, les organisations ouvrières sont prêtes à servir d'intermédiaires gratuits entre les patrons et les ouvriers, il n'y avait qu'à supprimer immédiatement et sans indemnité les Bureaux de placement ».

Que pensent, de leur côté, les placeurs ? M. Gabart, président de la Chambre syndicale des Bureaux de placement, déclare que ces sortes de représailles sont absolument imméritées.

« Le projet de loi Chambon, dit-il, c'est la suppression de la liberté ; c'est la rupture du contrat de louage. Si nous sommes relativement satisfaits d'une suppression qui doit nous assurer une indemnité trop modeste, nous ne le sommes plus du tout lorsque, laissant de

côté les intérêts patronaux, nous considérons l'intérêt vraiment supérieur des ouvriers qui, lui — on le perd peut-être un peu de vue, — domine tout le débat.

« Il est fort curieux de constater, en effet, que malgré les syndicats ouvriers, malgré les Bureaux de placement gratuits, de nombreux travailleurs continuent à s'adresser à nous. Où iront-ils, ceux-là, le jour où nous aurons disparu ? Les organisations de la Bourse du Travail s'imaginent-elles qu'elles pourront donner un emploi à tous ceux qui lui en demanderont ?

« Et croyez-vous vraiment que si nous exploitons, comme on veut bien le prétendre, ceux qui nous demandent de leur procurer un emploi, on continuerait longtemps à solder notre concours ?

« Si je ne craignais pas le retrait de l'autorisation préfectorale, je ferais boutique pendant quelques jours, je ferais grève et j'engagerais mes collègues à suivre mon exemple. Et vous verriez le résultat ».

Il convient de remarquer que le Sénat qui, jusqu'ici s'était toujours montré opposé à la suppression des Bureaux autorisés, réclamée par la Commission du Travail de la Chambre des Députés, vient de permettre la suppression facultative.

Le 9 mars dernier, la Chambre a adopté le projet voté par le Sénat, projet que nous étudierons plus loin.

§ 2. — *Conditions d'ouverture.*

Aux termes du décret de 1852, toute personne qui veut tenir un Bureau de placement doit faire une demande accompagnée d'un certificat de moralité et obtenir de l'autorité municipale une autorisation spéciale et préalable. Les Municipalités, en effet, plus à même que le pouvoir central de décider des mesures à prendre pour ne pas trop froisser les us et coutumes, ont la surveillance des bureaux et, devant assurer le maintien de l'ordre et la loyauté de la gestion, elles peuvent prendre les arrêtés propres aux conditions et aux besoins de chaque localité, pourvu toutefois qu'elles ne contreviennent pas aux règles fondamentales du décret. Paris et Lyon échappent cependant à cette règle; dans ces deux villes, le permis d'ouverture rentre dans les attributions du Préfet de Police pour Paris et du Préfet du Rhône pour Lyon et les communes de l'agglomération lyonnaise. C'est en exécution de l'article 3 du décret que fut rendue, pour Paris, l'ordonnance de police du 5 octobre 1852 qui est encore à l'heure actuelle, la base de l'organisation des Bureaux de placement (*Articles 1, 2, 3 et 6 du Décret du 25 mars 1852*).

La demande à fin de permission, adressée suivant les localités soit au Préfet de Police pour Paris, soit au Préfet du Rhône pour Lyon et les communes qui en dépendent, soit au Maire de la commune pour les autres localités, doit être rédigée sur papier timbré, bien que l'ordonnance du 5 octobre soit muette sur ce point.

Elle doit contenir les nom, prénoms, âge, qualités et profession ainsi que les conditions auxquelles le requérant se propose d'exercer son industrie. A cette demande, le candidat doit joindre certaines pièces : l'acte de naissance, l'acte de mariage s'il y a lieu ; l'acte de décès du mari, si c'est une veuve qui demande l'autorisation (1) ; le consentement du mari, si c'est une femme mariée ; un extrait du casier judiciaire ; un certificat de résidence et de moralité délivré par le Commissaire de police ou le Maire de sa commune.

Il doit encore indiquer le local où il se propose d'établir son bureau, car ce local doit présenter toutes les conditions nécessaires dans l'intérêt de l'hygiène, de l'ordre et de la sûreté (*Article 3 de l'ordonnance de police du 5 octobre 1852*). Enfin, quand un placeur autorisé change de résidence, le nouveau local doit être agréé par l'administration (*Article 4*).

Dès que la demande est déposée, les Maires se livrent à une enquête sur le passé du postulant (2), et si cette enquête lui est favorable, la permission sollicitée est accordée après approbation du Préfet.

L'arrêté d'autorisation est personnel et peut toujours être modifié par l'Administration ; toute succursale est prohibée. Il y a donc autant de titulaires que de Bureaux et cela, pour empêcher leur gestion par des gérants ou des employés qui ne présenteraient pas les mêmes

(1) Thorlet. — *Traité de police administrative. Bureaux de placement*.

(2) *Le Préfet de police à Paris et le Préfet de Lyon sont chargés de cette enquête dans leurs départements.*

garanties que le placeur. Si la gestion par des tiers avait été permise, le titulaire n'aurait été souvent qu'un prête-nom, responsable, il est vrai, de son personnel, mais cette responsabilité aurait été bien illusoire.

Le titulaire doit tenir deux registres, dont la formule est indiquée par l'arrêté d'autorisation. Ces registres sont cotés par première et dernière, paraphés sur chaque feuille par le Commissaire de Police ou par le Maire et sont visés par eux tous les mois. Ils ne doivent contenir aucun renvoi, rature ni interligne et doivent être constamment tenus à jour. A toute réquisition des agents de l'autorité ils doivent être représentés.

Tout bureau autorisé doit être indiqué par une inscription peinte à l'huile et placée d'une manière apparente sur la façade de la maison. A l'intérieur, un exemplaire de l'ordonnance de 1852 et le tarif des droits à percevoir doivent être affichés ostensiblement.

Toutes contraventions aux dispositions de l'ordonnance du 5 octobre 1852 et à celles des arrêtés d'autorisation doivent être constatées par des procès-verbaux ou rapports qui sont soumis aux tribunaux compétents.

Tout placeur est tenu de payer patente et comme le fait de tenir un Bureau est une entreprise commerciale ordinaire, il est également soumis à toutes les obligations imposées aux commerçants (*Article 632 du Code de Commerce*) (1). Pour MM. Lyon-Caen et Renault,

(1) Code de commerce. Art. 632. *La loi répute acte de commerce... Toute entreprise de fournitures, d'agences, bureaux d'affaires, établissements de ventes à l'encan, de spectacles publics, etc.*

c'est l'entreprise elle-même qui est qualifiée commerciale et la profession apparente qu'exercerait un placeur serait-elle même non commerciale, il n'en aurait pas moins des obligations particulières le soumettant à des règles spéciales et rigoureuses (1).

(1) Lyon-Caen et Renault. — *Droit commercial*, t. I, p. 73.

§ 3. — *Conditions du Placement.*

Un registre est affecté aux demandes de travail et personne ne peut être placé sans avoir, au préalable, été inscrit sur ce registre avec ses nom, prénoms, âge, lieu de naissance, profession et domicile, et toutes les pièces qu'il a produites pour établir sa moralité et son identité. Ces pièces ne peuvent être retenues par le placeur sans le consentement du postulant, et elles doivent lui être restituées à première réquisition.

Un droit d'inscription, fixé par l'arrêté d'ouverture, est accordé au placeur par la plupart des Maires. Il est dû par l'ouvrier dès le moment de son inscription et il reste acquis définitivement à l'agence, qu'il y ait ou non placement. Ce droit, qui ne pouvait, dans tous les cas, excéder 50 centimes, a été supprimé à Paris par l'ordonnance du Préfet de police, Piétri, en date du 16 juin 1857, parce que c'était là l'occasion d'innombrables escroqueries contre lesquelles il était impossible de sévir.

Le placeur a en outre droit à une rétribution pour tout placement opéré. Le taux en est fixé par l'arrêté municipal d'ouverture et il n'est dû par le travailleur placé qu'un certain temps après l'embauchage. Le délai est généralement de 8 jours, quelquefois de 15. Toutefois le placeur, pour ne pas être escroqué par des ouvriers et domestiques malhonnêtes, peut exiger le dépôt préalable d'une certaine somme d'argent,

à titre de garantie et d'acompte sur le droit de placement à percevoir.

Dans le cas où l'ouvrier renoncerait à être placé par l'entremise du Bureau où il s'est fait inscrire, le placeur doit lui restituer son avance, à première réquisition, et, en cas de refus, la contestation est portée immédiatement devant le commissaire de police qui, au besoin, en dresse procès-verbal.

Le placeur doit délivrer gratuitement à chaque personne inscrite, et au moment de l'inscription, un bulletin portant un numéro d'ordre de l'inscription, les conditions du tarif fixés pour le bureau et la quittance de la somme qu'il a reçue soit à titre de droit d'inscription soit à titre d'avance sur le droit de placement (*Article 8 de l'ordonnance du 5 octobre 1852*).

Le tarif du droit de placement est fixé et il ne peut être ni augmenté ni diminué au gré du placeur. Toutefois les placeurs ont un moyen détourné d'augmenter leurs bénéfices. Si un ouvrier veut être rapidement placé, il doit donner la « pièce », et comme ces sommes ne sont point portées sur les livres, l'administration se trouve dans l'impossibilité de sévir. Enfin, en l'absence de conventions contraires, le montant du droit de placement, indiqué au bulletin, peut toujours être payé au placeur par le maître ou imputé sur les gages ou salaires de la personne placée (*Article 9 de l'ordonnance du 5 octobre 1852*).

Ces mesures ne suffisaient pas pour assurer la protection des travailleurs. Il fallait encore songer à répri-

mer les abus trop souvent signalés et éviter le retour de manœuvres déloyales et immorales. Tel a été le but des articles 10, 11 et 12 de l'ordonnance du 5 octobre 1852.

Il est absolument interdit aux placeurs d'annoncer soit par des affiches, soit par tout autre moyen de publicité, des places ou emplois qu'ils n'auraient pas mandat de procurer (*article 10*) ; d'user de manœuvres frauduleuses tendant à faire croire à un placement qui ne serait pas sérieux, ou ayant pour but d'agir contre l'intérêt d'une personne placée dans l'espoir d'une nouvelle rétribution (*article 11*) ; d'envoyer des mineurs chez les individus mal famés et de se prêter à aucune manœuvre contraire aux mœurs.

Les tarifs des Bureaux de placement varient suivant les villes et suivant les professions. Ils sont plus élevés à Paris qu'en province parce que le travail de l'ouvrier y est plus rétribué. Tantôt le droit de placement est un tant pour cent du salaire annuel ou du salaire mensuel, généralement 3 pour 100 ; tantôt c'est une somme fixe, quelque soit le salaire, ou une somme fixe pour un salaire déterminé, mais augmenté de cinquante centimes par 100 francs ou fraction de 100 francs.

L'Office du Travail nous fournit les tarifs pour les professions suivantes à Paris :

Boucherie.	<i>Moitié de la première semaine</i>	
	<i>ou 1 pour cent sur le gain</i>	
	<i>annuel.</i>	
	Caissières : 20 francs fixes.	
	Apprentis : 5 francs fixes.	

Boulangerie.	{ 10 francs en boutique ; 0 fr. 50 par journée d'extra.
Coiffeurs.	{ 3 francs pour salaire mensuel inférieur à 30 francs. 5 francs au-dessus de 30 francs de salaire mensuel.
Cordonniers.	{ 1 franc pour semainier gagnant moins de 20 francs par se- maine. 2 francs pour semainier de 20 francs à 25 francs par semaine. 3 francs pour semainier ga- gnant plus de 25 francs par semaine.
Domestiques.	{ 3 pour 100 du salaire annuel dans la majorité des bureaux. 5 pour 100 du même salaire dans quelques bureaux.
Employés de commerce.	{ 3 pour 100 du salaire annuel. 5 pour 100 du salaire annuel, si l'employé est nourri.
Garçons épiciers.	{ les commis épiciers sont placés gratuitement ; l'abonnement est de 10 francs par an pour les patrons.

Garçons d'hôtel.	$\left\{ \begin{array}{l} 3 \text{ pour } 100 \text{ du salaire annuel.} \\ 5 \text{ pour } 100 \text{ quelquefois dans} \\ \text{certains bureaux.} \end{array} \right.$
Limonadiers restaurateurs.	$\left\{ \begin{array}{l} 1 \text{ fr. } 25 \text{ pour } 100 \text{ du salaire} \\ \text{annuel, ou } 15 \text{ pour } 100 \text{ sur} \\ \text{le premier mois.} \\ 0 \text{ fr. } 50 \text{ par extra.} \end{array} \right.$
Marchands de vins.	$\left\{ \begin{array}{l} 1 \text{ fr. } 50 \text{ pour } 100 \text{ du salaire} \\ \text{annuel.} \\ 0 \text{ fr. } 50 \text{ par journée d'extra.} \end{array} \right.$
Pâtissiers Cuisiniers.	$\left\{ \begin{array}{l} 20 \text{ pour } 100 \text{ sur le premier} \\ \text{mois.} \\ 0 \text{ fr. } 50 \text{ par journée d'extra.} \end{array} \right.$

Voici quelques chiffres pour la province :

Il n'est perçu que 4 francs pour les domestiques
à Laon.

3 francs pour les ouvriers bou-
langers à Troyes.

2 pour 100 du salaire annuel
pour les garçons d'hôtel à
Clermont-Ferrand.

1 franc pour les ouvriers coif-
feurs, à Bordeaux.

Ce droit est généralement acquitté par l'ouvrier;
quelquefois cependant, les patrons en paient une partie
et même la totalité dans certaines villes.

Quant au droit d'inscription, très mal vu des ouvriers, il est généralement de 0 fr. 50 ou de 1 franc. Il peut aller jusqu'à 2 francs et descendre à 25 centimes.

Enfin l'avance que peuvent exiger les placeurs en garantie du paiement de leurs honoraires varie de 1 à 5 francs, mais ne doit jamais dépasser ce dernier chiffre.

§ 4. — *De la responsabilité des placeurs.*

Le placeur est responsable des actes de sa gestion parce qu'il est un véritable mandataire (art. 10. Ord. 5 octobre 1852), devant fournir aux travailleurs qui s'adressent à lui, une place convenable chez un maître solvable et procurer au maître ou au patron qui lui en fait la demande, un domestique ou un ouvrier capable et honnête. Sa responsabilité est d'autant plus grande qu'il est un mandataire salarié ayant par conséquent à répondre, non seulement du dol, mais encore des fautes qu'il commet dans sa gestion (*art. 1382 et 1992 du Code civil*).

Le placeur qui fournit sciemment des renseignements faux ou inexacts sur la solvabilité d'un patron ou la probité d'un employé commet un quasi-délit et engage ainsi sa responsabilité.

Le Tribunal de Bordeaux s'est prononcé en ce sens : un placeur avait fourni à un patron des renseignements excellents sur un employé qu'il savait malhonnête. Ce dernier ayant commis des soustractions au préjudice de son maître qui lui avait donné un emploi de confiance, le placeur fut déclaré responsable. Il en serait de même si, les ayant donnés de bonne foi, il n'a pas signalés les actes malhonnêtes de l'employé, parvenus à sa connaissance avant que celui-ci ait pris possession de son emploi (*Dalloz. P. 70. 2-150*). La Cour de Paris, par un arrêt du 17 juillet 1885, a éga-

lement jugé qu'un placeur ayant donné de fausses indications sur la solvabilité d'un patron, est responsable vis-à-vis de l'employé qui a fourni à ce patron insolvable un apport pécuniaire (*Dalloz, P. 85. 2-238.*)

Tout placeur qui fait des promesses mensongères, qui promet, par exemple, moyennant rétribution, des emplois qui n'existent pas, commet un délit d'escroquerie et tombe sous le coup de l'article 405 du Code pénal. Est un fait constitutif du délit d'escroquerie, dit la Cour de cassation, dans un arrêt du 13 février 1862 l'exploitation d'un Bureau de placement non sérieux, faite avec des formes et apparences propres à inspirer aux personnes s'y adressant l'espoir d'arriver, par l'entremise du gérant, à l'obtention des places et emplois qu'elles recherchent, lorsqu'à l'aide de cette manœuvre le gérant s'est fait remettre par ses dupes des sommes destinées à rémunérer des services purement chimériques (*Dalloz P. 62-5-140*).

Enfin, l'article 4 du décret du 25 mars 1852 édicte des peines contre ceux qui contreviendraient à l'article premier, au second paragraphe de l'article 2 et aux règlements faits en vertu de l'article 3 du même décret (*Voir supra*).

§ 5. — *Statistique.*
Résultats obtenus par les Bureaux.

En 1891, il y avait en France, 1.374 Bureaux de placement autorisés, sur lesquels 994 seulement ont répondu aux questionnaires qui leur avaient été adressés par l'Office du Travail.

Les offres et demandes d'emploi adressées à ces Bureaux se sont réparties de la façon suivante :

2.495.079 demandes
et 938.237 offres,
sur lesquels
459.459 placements à demeure
et 361.991 placements à la journée ou extras auraient été effectués.

Les Bureaux autorisés desservaient alors 20 professions :

1. Bouchers et charcutiers	18 bureaux.
2. Boulangers	91 —
3. Brasseurs.	1 —
4. Coiffeurs	30 —
5. Cordonniers.	1 —
6. Domestiques de tous genres .	1.036 —
7. Domestiques agricoles. . . .	49 —
8. Employés de commerce . . .	4 —
9. Employés de marchands de comestibles	2 —
10. Garçons (cafés, hôtels, restaurants)	74 —

11. Garçons épiciers	3 bureaux.
12. Garçons meuniers	8 —
13. Garçons nourrisseurs	1 —
14. Instituteurs et institutrices	17 —
15. Jardiniers	2 —
16. Maréchaux charrons	3 —
17. Marins	22 —
18. Pâtissiers-cuisiniers	8 —
19. Tailleurs d'habits	1 —
20. Teinturiers	3 —

Sur ces 1.374 bureaux autorisés, 309 appartiennent au département de la Seine, dont 294 pour Paris et 15 pour la banlieue, desservant les professions suivantes :

Bouchers	8 bureaux.
Boulangers	9 —
Coiffeurs	3 —
Comestibles	2 —
Cordonniers	1 —
Gens de maison des deux sexes	202 —
Employés de commerce	2 —
Instituteurs et institutrices	16 —
Garçons épiciers	3 —
— d'hôtel	10 —
— limonadiers et restaurateurs	19 —
— marchands de vins	11 —
— meuniers	2 —
— nourrisseurs	1 —

Garçons pâtisseries	2 bureaux.
— teinturiers	3 —

216 bureaux seulement ont répondu à l'enquête de l'Office du Travail. Ils ont effectué :

263.518	placements à demeure
et 302.532	placements à la journée ou extras,
sur 1.997.549	demandes
et 570.770	offres.

Il est intéressant de donner les résultats pour quelques grandes villes :

A la même époque, Bordeaux possède 33 bureaux qui, sur 46.284 demandes d'emploi
et 28.584 offres
ont effectué 17.630 placements à demeure
et 5.266 placements à la journée.

Il existe à Lyon 28 bureaux qui, sur 45.956 demandes d'emploi
et 30.420 offres
ont effectué 19.392 placements à demeure
et 11.252 placements à la journée.

Marseille, enfin, a 31 bureaux qui ont reçu 51.520 demandes d'emploi
et 27.852 offres
ont effectué 17.208 placements à demeure
et 7.812 placements à la journée.

En 1894, d'après le bulletin de l'Office du Travail de mai 1895, il y aurait en France 1.379 bureaux

dont 294 pour le département de la Seine (278 pour Paris et 16 pour la banlieue), se repartissant ainsi(1) :

Domestiques	940	bureaux.
Nourrices.	71	—
Artistes lyriques, gymnastes . . .	12	—
Marins.	13	—
Employés de banque, commerce, industrie	258	—
Ouvriers, domestiques agricoles, jardiniers.	74	—
Charretiers, cochers	4	—
Journaliers	9	—
Boulangers	127	—
Bouchers, pâtissiers, confiseurs .	40	—
Garçons épiciers, droguistes. . .	9	—
Garçons d'hôtel, de café, mar- chands de vin	80	—
Gardes-malades	2	—
Membres de l'enseignement . . .	27	—
Coiffeurs	40	—
Meuniers.	21	—
Tailleurs, teinturiers, cordonniers.	3	—
Ouvriers en bâtiments, fer ou bois.	9	—
Toutes professions réunies	83	—

En 1897, 1.459 bureaux existants ont envoyé le relevé de leurs opérations. Ils ont effectué :

611.722 placements à demeure

336.058 en extra ou à la journée.

(1) Certains bureaux desservant plusieurs professions le total des chiffres donnés est supérieur au nombre total des bureaux.

Dans cette statistique sont compris les 292 bureaux de la Seine qui ont effectué :

259.545 placements à demeure

233.058 placements à la journée ou extras.

En 1899, les 294 bureaux autorisés du département de la Seine, ont effectué les opérations ci-dessous :

a) Les bureaux de Paris ont reçu :

501.374 offres d'emploi

et 889.898 demandes,

sur lesquelles ils ont effectué :

248.486 placements à demeure

et 232.630 placements à la journée ou extras.

b) Les bureaux de la banlieue ont reçu

10.869 offres d'emploi

et 10.358 demandes,

sur lesquelles ils ont effectué :

6.084 placements à demeure

et 536 placements à la journée ou extras.

En 1900, un questionnaire a été adressé à chacun des 1.455 bureaux dont l'existence avait été signalée en 1898 par les Préfets. 648 seulement ont fourni des renseignements. Il y a eu

1.057.207 demandes d'emploi

et 816.500 offres,

sur lesquelles 346.967 placements à demeure

et 308.714 placements à la journée ou
extras ont été effectués.

Soit en tout 655.677 placements.

Remarquons, en passant, que le nombre des bureaux autorisés a diminué dans le département de la Seine. Cela tient à ce que, depuis quelques années, sous la pression des Syndicats et des Bourses du Travail, les Préfets de police ont été amenés à restreindre d'abord le nombre des autorisations accordées, enfin, même, à s'opposer à l'ouverture de nouvelles agences jusqu'à ce que le Parlement ait décidé du sort d'une institution qui soulève tant de controverses. Nous devons reconnaître cependant que la situation des placeurs est excellente, malgré la concurrence acharnée que leur font les Syndicats et les Bourses du travail, les bureaux municipaux et les bureaux d'assistance par le travail.

§ VI. — *Valeur des Bureaux.*

Bien qu'il faille aux placeurs l'investiture de l'autorité municipale et qu'ainsi leur charge ne soit pas dans le commerce, leurs bureaux peuvent se vendre comme un fonds de commerce quelconque. Ils ont donc une valeur commerciale, valeur très variable, il est vrai, puisqu'elle dépend de l'importance de la clientèle et de la profession que le bureau dessert ; mais qu'il est utile de connaître car elle servira de base à l'indemnité que les placeurs recevront lorsque leurs bureaux seront supprimés.

D'après les renseignements fournis par 994 bureaux autorisés lors de l'enquête de 1891, leur valeur serait de 9.135.314 francs et les bureaux de la Seine y entraient pour 5.585.800 francs.

Il nous faut noter en passant que ces chiffres sont fournis par les intéressés qui redoutaient toujours d'être supprimés, et qu'ils sont certainement exagérés.

D'après M. Goissaud, la valeur des bureaux n'aurait pas changé de 1883 à 1890 et serait la suivante :

<i>Valeur maxima d'un bureau</i>	80.000 francs.
<i>Valeur moyenne</i>	20.000 —
<i>Valeur minima</i>	5.000 —

Voici qu'elle est à Paris la valeur actuelle des bureaux.

<i>Boucherie....</i>	8 bureaux	Valeur	220.000 fr.	
<i>Boulangerie..</i>	9	—	—	358.000 »
<i>Coiffeurs.....</i>	3	—	—	120.000 »
<i>Comestibles..</i>	2	—	—	125.000 »
<i>Domestiques..</i>	140	—	—	2.710.000 »
<i>Employés de</i>				
<i>commerce..</i>	1	—	—	50.000 »
<i>Enseignement</i>	9	—	—	390.000 »
<i>Epiciers.....</i>	2	—	—	180.000 »
<i>Marchands</i>				
<i>de vin.....</i>	10	—	—	411.000 »
<i>Limonadiers.</i>	17	—	—	672.500 »
<i>Pâtissiers....</i>	2	—	—	155.000 »
<i>Garçons d'hôtel</i>	7	—	—	105.500 »
<i>Cordonniers..</i>	1	—	—	20.000 »

§ VII. — *Les Bureaux autorisés devant la Jurisprudence.*

Le décret de 1852 ne définissant pas les Bureaux de placement, de nombreuses controverses ont été soulevées sur le point de savoir lorsqu'on se trouvait en présence d'un bureau soumis à la réglementation de 1852.

Pour nous, — et cela résulte de la combinaison des articles 1, 2, 3 du décret, — là où nous rencontrons un intermédiaire salarié, nous nous trouvons en présence d'un agent de placement soumis à la législation de 1852. Dès lors, les œuvres de bienfaisance, les associations philanthropiques qui prêtent aux ouvriers et aux patrons un concours exclusivement gratuit, échappent à une réglementation faite pour les agences industrielles. La Jurisprudence est formelle sur ce point et la Cour de Cassation, confirmant un jugement du Tribunal correctionnel de Nîmes en faveur d'une association de bienfaisance établie à Nîmes sous le titre de *Congrégation des bonnes domestiques* a décidé contre l'administration qu'« une association charitable entre filles domestiques, dont le but principal est d'assurer aux associés un abri momentané lorsqu'elles sont sans place, ne peut, par cela seul que, au moyen des renseignements qu'elles se donnent réciproquement, ces filles facilitent leur placement et celui de compagnes non associées, être assimilée à un Bureau de placement soumis au décret du 25 mars 1852, alors d'ailleurs que l'organisation ne

comporte ni gérance, ni entremise salariée entre les filles domestiques et le public » (*Dalloz P. 63. - 1-208*).

Mais pour que le décret de 1852 ne soit pas applicable, il faut une gratuité absolue. Une œuvre charitable où la rémunération se cacherait sous forme d'aumônes ou de cotisation devrait se soumettre aux mêmes règles qu'un bureau payant (1).

Un jugement du Tribunal de Bordeaux, en date du 24 avril 1889, relaté par le journal *La Loi* (numéro du 14 mai 1889), considère comme Bureau de placement clandestin et illicite l'établissement d'un aubergiste qui attire chez lui des garçons de café sans emploi pour profiter de leurs dépenses et servir d'intermédiaire entre eux et les patrons.

Le 16 juillet 1868, le Tribunal de la Seine avait déjà décidé que « l'individu qui ne se borne pas à donner la publicité aux offres et demandes d'emploi, mais qui indique aux domestiques, employés et ouvriers des emplois vacants, et aux patrons des individus cherchant à se placer, doit être considéré comme exploitant non pas une simple agence de publicité, mais un véritable Bureau de placement, dont l'ouverture constitue une contravention à défaut d'obtention préalable d'une autorisation ». La Cour de Cassation confirma ce jugement par un arrêt du 26 décembre 1868 (*Dalloz. P. 69-1-440*).

(1) Beaucoup d'œuvres charitables de ce genre se passent de l'autorisation municipale. Elles pourraient être poursuivies par l'autorité administrative, du moment que leur concours n'est pas gratuit.

Un arrêt de la Cour de Cassation du 16 juin 1883, déclare également que « l'individu qui, moyennant rétribution, sert d'intermédiaire entre les chercheurs d'emplois et les chercheurs d'employés peut être considéré comme directeur d'un Bureau de placement, quelque dénomination qu'il donne à son agence et bien que la publication d'un journal soit jointe à son fonctionnement. Dès lors, il est passible des peines édictées par les articles 1, 2, 3 et 4 du décret du 25 mars 1852, s'il continue son industrie, après le retrait de l'autorisation qu'il avait obtenue » (*Sirey, 1886-1-143*).

Le Tribunal, enfin, a non seulement le droit de prononcer la peine encourue, mais il peut encore ordonner la fermeture du Bureau. Confirmant un jugement du Tribunal correctionnel de la Seine en date du 26 mars 1888, la Cour de Cassation a rendu, le 2 août 1888, l'arrêt suivant : « lorsqu'un Bureau de placement a été ouvert sans l'autorisation exigée par le décret du 25 mars 1852, il appartient au Tribunal de répression, par application des articles 161 et 189 du Code d'Instruction criminelle, non seulement de prononcer la peine encourue, mais encore de statuer sur les demandes en restitution et en dommages-intérêts et notamment d'ordonner la fermeture du Bureau. La fermeture est ordonnée en pareil cas, non à titre de peine, mais à titre de réparation, qu'elle soit réclamée de la partie civile dans son intérêt privé ou par la partie publique dans l'intérêt général ». (*Dalloz. P. 1889-1-127*).

§ 8. — *Griefs contre les Bureaux de Placement.*

Les abus reprochés aux Bureaux de placement autorisés sont à peu près les mêmes que ceux formulés avant le décret du 25 mars 1852. Les Circulaires et les pétitions du Comité central de la Ligue pour la suppression des Bureaux de placement les exposent très longuement et M. Ernest Roche les résumait à la Chambre des Députés lors de la séance du 9 mai 1893 lorsqu'il disait : « le Bureau de placement après avoir été tout d'abord une officine de la Préfecture de police est aujourd'hui une véritable caverne de malfaiteurs, c'est-à-dire un milieu où des gens sont établis en toute sécurité pour dépouiller les travailleurs les plus simples, les plus confiants, en un mot ceux qui peuvent le moins se défendre ».

Ces différents abus, relevés lors de l'enquête de 1891 par l'Office du Travail, sont encore reprochés aujourd'hui aux placeurs, et nous pouvons les résumer de la façon suivante :

- 1° *Exagération dans le tarif de la rétribution.*
- 2° *Paiement d'étrennes.*
- 3° *Annonce d'emplois qui n'existent pas.*
- 4° *Mutations trop fréquentes.*
- 5° *Manœuvres tendant à faire baisser les salaires.*
- 6° *Excitation à la débauche.*
- 7° *Le Bureau n'est qu'une hôtellerie.*

1^{er} GRIEF. — D'après la législation de 1852, les placeurs ont la faculté de percevoir une avance pécuniaire en vue de sauvegarder leurs intérêts, le droit de placement n'étant exigible qu'après l'emploi indiqué, accepté et éprouvé pendant huit jours au moins. Or, pour un placeur peu scrupuleux, c'est là un moyen commode d'exploitation. « Une fois en possession de la somme perçue à titre d'avance, il invoquera, pour ne pas la restituer, des prétextes qu'il serait trop long de décrire ici. Et il sait bien que l'ouvrier, n'ayant pas le temps de recourir au Commissaire de Police, constitué juge de ces sortes de différends, abandonnera souvent, sans avoir obtenu d'emploi, une somme variant de 2 à 5 francs (1).

On reproche également aux placeurs de percevoir un droit d'inscription, malgré la défense qui leur en a été faite et de ne délivrer ni reçu d'inscription, ni bulletin faisant mention des avances reçues.

Les placeurs répondent à ce premier grief en disant que cet abus étant interdit sous peine de fermeture, ils ne voudraient pas s'exposer à tout perdre pour un si faible profit. Malgré leurs dénégations, cet abus n'est pas niable et a motivé, dans ces dernières années, plusieurs arrêtés de fermeture.

2^e GRIEF. — Pour certaines professions, les ouvriers boulangers et les coiffeurs, par exemple, un abus du même genre est encore plus criant. D'après l'article 8 de l'Ordonnance du 5 octobre 1852, le droit de place-

(1) Office du Travail. — *Le Placement*, p. 301.

ment, fixé par l'autorité municipale, ne peut être ni augmenté, ni diminué au gré du placeur. Or, certains placeurs réclament souvent aux ouvriers et domestiques sans travail des *primes* ou *étrennes* variant entre 10 et 30 francs, sous prétexte de leur procurer plus rapidement un emploi. Et pour voir s'ouvrir plus vite la porte de l'atelier fermée pour lui depuis un temps plus ou moins long, le malheureux glisse dans la main du placeur ses dernières économies. C'est là une exploitation honteuse, une sorte de mise aux enchères des meilleures places, assez fréquentes pourtant, car elle est relatée dans un grand nombre des réponses faites aux questionnaires de l'Office du Travail.

Bien, plus, les ouvriers boulangers se plaignent même d'être obligés de payer la redevance de 10 francs aux placeurs, lorsqu'ils se sont placés directement, sans l'intermédiaire du bureau. Enfin, lorsque la rémunération est un tant pour cent sur le salaire, certains placeurs calculent leurs droits comme si les ouvriers conservaient toujours leur emploi pendant un mois ou une année, alors qu'ils n'y restent souvent que quelques jours.

A ces accusations, les placeurs répondent que les plaintes ne proviennent que d'ouvriers qui ne peuvent se placer parce qu'ils sont mauvais ouvriers, ivrognes, querelleurs ou qu'ils se sont livrés à des actes de violences au moment d'une grève. Il est de plus très difficile de constater ces manœuvres et de sévir contre les placeurs qui s'y livrent. Jamais, en effet, les placeurs n'acceptent d'argent devant un tiers, et les ouvriers

qui se plaignent si fort en arrière, pour ne pas attirer les représailles du placeur, se dérobent souvent lorsqu'il s'agit de déposer devant le magistrat.

3^e GRIEF. — Un abus, imputable moins aux placeurs ordinaires qu'aux éditeurs de feuilles appelées généralement *journaux d'emplois vacants*, consiste dans l'annonce d'un emploi qui n'existe pas ou qui a déjà été procuré. Quand cette annonce est accompagnée d'une remise de fonds, on se trouve en présence d'un véritable délit d'escroquerie et non plus d'une simple contravention. « Couverts, au point de vue de leur publication, par la loi du 29 juillet 1881, ces industriels que l'on confond aisément avec les placeurs ordinaires, échappent à toute répression. En effet, la somme de 5 à 15 francs qu'ils perçoivent est le prix d'abonnement à leur feuille. Ils ne font donc point acte de placement. Quant aux emplois qu'ils indiquent, ils sont plus ou moins vacants. Dans cette circonstance encore, on trouve difficilement des plaignants, et souvent la matérialité des faits délictueux est trop peu établie pour arriver à une sanction pénale » (1).

Nous devons admettre cependant que des placeurs peuvent, de bonne foi, indiquer des emplois occupés; et cet inconvénient est difficile à éviter, car les maîtres peuvent se procurer directement, même lorsqu'ils se sont adressés aux placeurs, les ouvriers ou domestiques dont ils ont besoin.

4^e GRIEF. — On reproche aussi aux placeurs de

(1) Office du travail. — *Le Placement*, p. 302.

s'entendre avec les patrons pour provoquer le renvoi de l'ouvrier dès qu'il a acquitté le droit de placement et d'envoyer, dans les emplois vacants de mauvais ouvriers ou des domestiques mal appropriés aux emplois vacants. L'ouvrier est bientôt appelé à recourir au même placeur pour trouver un nouveau patron et épuise ainsi ses ressources au profit d'un industriel sans scrupules.

Les patrons eux-mêmes reprochent aux placeurs de chercher à faire sortir de leurs établissements les bons garçons qu'ils ont, de manière à les placer de nouveau pour qu'ils leur rapportent. « Le brave et bon employé est pour eux un mauvais client et ils préfèrent placer les plus mauvais » (1). Il arrive même parfois que, les droits étant perçus, les placeurs vont trouver les patrons au bout de quelques jours et leur offrent un employé plus actif, plus intelligent que celui qu'ils ont déjà procuré et cela pour toucher le montant d'un nouveau placement (2). Enfin la Chambre syndicale patronale des cafetiers et restaurateurs de Saint-Etienne reproche aux placeurs de déplacer constamment ses employés sans motifs et de les exploiter d'une manière ignoble.

Il est permis de penser que cette entente, qui constituerait une véritable escroquerie, n'existe, le plus souvent, que dans l'imagination d'ouvriers mécontents et malhabiles, inexacts et querelleurs.

(1) *Avis de la Chambre syndicale patronale des Hôteliers, cafetiers du Sud-Ouest.*

(2) *Avis de la municipalité de Grenoble.*

Les placeurs ont d'ailleurs intérêt à ce que les placements opérés soient stables, car c'est là une condition essentielle pour s'assurer une clientèle importante et fidèle. « Tout notre intérêt, disent-ils, et notre force, étant de donner de bons employés, nous serions mal venus auprès d'un patron d'aller lui faire des offres de service pour changer un employé dont il est content pour un autre qu'il ne connaît pas et dont il pourrait être très mécontent. Il y a longtemps que nos Bureaux se seraient fermés d'eux-mêmes en employant de pareils moyens, les serviteurs comme les ouvriers n'auraient jamais reparu dans nos établissements; les patrons qui font notre force grâce à ces premiers serviteurs honnêtes, dévoués, nous restent fidèles... Quant aux serviteurs et aux ouvriers, ils nous restent fidèles comme les patrons, les premiers comme les seconds, se trouvant satisfaits de nos services, puisque les uns comme les autres restent attachés aux placeurs et préfèrent payer une légère rétribution légalement due et cela librement, plutôt que d'avoir recours à la gratuité factice et non libre des syndicats » (1).

5^e GRIEF. — On a encore reproché aux placeurs autorisés d'entretenir le chômage en appelant à Paris ou dans les villes des ouvriers en nombre supérieur aux besoins du travail et de faire baisser ainsi le prix des salaires en multipliant les demandes de travail. La Chambre syndicale des garçons limonadiers de Clermont-Ferrand, comme la Chambre syndicale des gens

(1) Office du Travail. — *Le Placement*, p. 327.

de maison de Paris, se plaint que les placeurs aillent chercher, « soit à la campagne, soit dans des corporations différentes de la leur, des jeunes gens auxquels ils font de brillantes promesses, en leur assurant qu'en peu de temps, s'ils veulent suivre leurs conseils, ils gagneront beaucoup d'argent. En réalité, l'argent n'est gagné que par les placeurs, car après être rentrés dans un grand établissement, ces ouvriers sont placés dans des maisons de troisième ordre, et comme ils ne savent pas travailler, ils sont en chômage au moins huit jours sur quinze » (1).

Ces abus, à notre avis, sont plutôt imputables aux officines clandestines qui, par des annonces alléchantes et trompeuses, imprimées à la 4^e page des journaux à un sou, décident les habitants des campagnes à venir à Paris chercher un travail plus rémunérateur. Quel intérêt, en outre, auraient les placeurs autorisés à faire baisser les salaires, lorsque le droit de placement est en général proportionnel au salaire? Aussi protestent-ils avec énergie contre les reproches qui leur sont adressés. « Nous sommes, disent-ils (2), les seuls institués, en vertu d'un règlement, pour combattre le chômage; comment donc favoriserions-nous le chômage qui est évidemment contraire à nos intérêts? Nous devons le travail aux travailleurs; nous devons le trouver envers et contre tous; c'est là notre noble tâche, à laquelle nous n'avons jamais faibli et nous ne

(1) Office du Travail. — *Le Placement*, p. 266.

(2) Office du Travail. — *Le Placement*, p. 328.

faillirons jamais, cherchant sans cesse et toujours l'employeur pour l'employé, l'offre pour la demande ».

6^e GRIEF. — Si l'on a pu reprocher à des tenanciers d'agences clandestines de favoriser la prostitution, soit en facilitant la débauche des femmes qui demandent à se placer, soit en attirant des jeunes filles qu'ils placent chez de vieux libertins, qui sont pour eux d'excellents clients, on citerait bien peu d'exemples de cette infraction à l'article 12 de l'ordonnance de 1852 chez les placeurs réguliers. Le Bureau de Besançon qui recrutait des jeunes filles pour des maisons mal famées de Buda-Pesth, est le seul dont la fermeture ait été prononcée. D'autres poursuites ont bien été dirigées contre deux ou trois autres bureaux, mais elles ont dû être abandonnées, faute de preuves suffisantes.

7^e GRIEF. — Une dernière accusation est enfin portée par les ouvriers contre les placeurs qui tiennent en même temps un débit de boissons ou logent en garni. Non contents de faire dépenser aux ouvriers ou domestiques les quelques économies qu'ils peuvent avoir faites, certains placeurs les entraînent même à faire des dettes avant de les adresser aux patrons. Cet abus existe malheureusement et il est d'autant plus fréquent que ceux qui le commettent n'ont rien à craindre. Ceux qui s'en plaignent le plus sont les garçons boulangers, les garçons de café, de restaurant et d'hôtel et les domestiques.

D'après ce que nous venons de voir, il y a donc

beaucoup d'exagération dans les attaques dirigées contre les Bureaux de placement par leurs adversaires. De tous les reproches adressés aux placeurs, le plus sérieux est celui de percevoir une rémunération plus forte que celle assignée par les règlements. Mais les placeurs forment l'immense majorité dont le dossier est vierge de toute plainte. La Chambre syndicale des placeurs estime que, sur 800.000 ouvriers, 12.000 seulement demandent la suppression des Bureaux payants. C'est donc une infime minorité qui poursuit de sa haine les titulaires des Bureaux autorisés. « Le rôle des mécontents, disent-ils, a toujours été de crier à la spoliation et de faire du tapage. Nos ennemis, nous les connaissons bien, ce sont les patrons de mauvaise foi, tous les déclassés sans papiers que nous refusons d'inscrire, les ivrognes, les serviteurs vicieux qui trompent placeurs et maîtres, les faiseurs, les exaltés, les meneurs entretenus par l'étranger » (1).

Quant aux patrons, ils se déclarent satisfaits du fonctionnement des Bureaux de placement et des employés qui leur sont adressés. Les patrons boulangers et bouchers de la Seine « continuent de s'adresser aux Bureaux de placement et ne vont pas aux Chambres syndicales ouvrières, parce que les premiers leur donnent de bons et sérieux ouvriers et satisfont rapidement leurs demandes : en outre, ils savent que les ouvriers que leur envoie le placeur sont connus de lui et qu'il les a déjà appréciés sous le rapport de la

(1) Office du Travail. — *Le Placement*, p. 314.

moralité et de la capacité »... « Ils préfèrent avoir recours aux placeurs qui exigent des certificats des employés qui s'adressent à eux, qui refusent d'inscrire ceux qui en sont dépourvus, qui donnent en un mot plus de garanties aux patrons » (1).

De nombreux avantages, enfin, sont procurés aux travailleurs par les agences de placement : grâce à elles seulement, l'ouvrier peut trouver une place en rapport avec son habileté professionnelle et cela doit lui suffire pour donner sa préférence au placeur libre.

L'existence de certains abus est cependant indéniable, puisque plusieurs Bureaux de placement ont été fermés. De 1884 à 1891, 26 bureaux ont été supprimés, dont

5 pour *majoration du droit de placement ou refus de restitution d'avance* ;

1 pour *prostitution clandestine* ;

21 pour *escroquerie*.

De 1893 à 1898, voici quel a été le résultat des poursuites exercées :

1892 : 2 poursuites *pas de suite*.

1894 : 2 — — d° —

1895 : 1 — 5 *francs d'amende*.

1896 : 5 — 4 *amendes*.

1897 : 15 — 1 *acquittement*, 1 *fermeture*,
13 *amendes*.

1898 : 35 — *la 1/2 ont été punis d'amende*.

(1) Office du Travail. — *Le Placement*, p. 337 et 347.

Pour réprimer les abus que nous venons de signaler, peut-être suffirait-il d'observer strictement le décret du 25 mars 1852. Les prescriptions, en effet, ne sont presque jamais appliquées et la surveillance municipale laisse souvent à désirer ; aussi le pouvoir central devrait-il obliger les municipalités à tenir la main à l'exécution sévère et stricte des réglemens et cela pour le plus grand bien de tous les travailleurs. Du reste, les placeurs ne s'opposent nullement à une réglementation encore plus sévère à seule fin que l'on réprime les fraudes des Bureaux clandestins, « unique moyen de délivrer les vrais placeurs d'une concurrence déloyale et qui leur porte un grave préjudice matériel et moral ».

CHAPITRE III

PROJETS DE RÉFORME

De nombreuses propositions de loi relatives au placement, ont, en ces dernières années, été déposées sur le Bureau de la Chambre des Députés.

La première en date est celle de M. Clovis Hugues qui, le 7 août 1882, demanda l'abrogation pure et simple du décret du 25 mars 1852. Désormais, le placement n'aurait été soumis à aucune réglementation spéciale ; mais M. Letellier, chargé par la cinquième commission d'initiative parlementaire de faire un rapport à ce sujet, conclut au rejet de cette proposition, craignant que l'absence de réglementation ne rendît les abus plus faciles et plus nombreux. « Il y a certainement lieu, disait-il, de se préoccuper des abus qui ont été relevés et dénoncés par les protestations récentes des diverses chambres syndicales et par d'autres manifestations de l'opinion publique, comme aussi d'essayer d'y porter un remède sérieux, mais ne serait-ce pas aller à l'encontre même du but que l'on poursuit que de supprimer la réglementation qui existe, et qui, toute défectueuse qu'elle peut être, éloigne les

inconvenients graves qu'amènerait demain la licence. En abrogeant le décret de 1852, cette industrie souvent nuisible, dangereuse pour les intérêts d'une partie si intéressante de la population, affranchie désormais de tout contrôle, ferait plus de victimes encore » (1).

Le 17 février 1887, sur le rapport de M. Rivet, une pétition, déposée par M. Tony-Révillon et les députés de la Seine, pétition visant la suppression des Bureaux de placement autorisés, fut ensuite renvoyée au Ministre de l'Intérieur « pour que l'administration tienne la main à la stricte exécution des règlements de 1852 ».

Le 4 avril de la même année, MM. Camelinat, Michelin, Basly, Planteau, Antide Boyer proposèrent de nouveau l'abrogation du décret de 1852 et la fermeture immédiate des agences industrielles. Les Chambres syndicales et les sociétés ouvrières, les Bourses de travail et les municipalités devaient fournir gratuitement l'indication des places disponibles aux travailleurs syndiqués ou non syndiqués suivant l'ordre d'inscription et selon les aptitudes requises. Le 18 juin, la Chambre, sur un rapport de M. Fonbelle, et d'après les conclusions adoptées à l'unanimité par la Commission d'initiative parlementaire, repoussait, par 309 voix contre 116, la prise en considération de la proposition de loi de M. Camelinat et de ses amis (2).

(1) *J. O. Doc. parl.*, n° 1291, p. 2295. 7 août 1882.

(2) *J. O. Doc. parl.*, n° 1857, p. 920. 4 août 1887.

Un an plus tard, le 7 juillet 1888, MM. Mesureur et Millerand déposèrent sur le bureau de la Chambre⁶ une proposition de loi ainsi conçue :

« Article premier. — *A mesure que le placement gratuit sera assuré par un bureau municipal ou par la Bourse du Travail, le Préfet de police à Paris, les maires dans les départements aviseront les directeurs des Bureaux de placement que l'autorisation qui leur a été donnée en vertu du décret du 25 mars 1852, ne s'étend plus aux ouvriers et employés appartenant aux professions pour lesquelles le placement gratuit est ainsi acquis par le bureau municipal ou par la Bourse du Travail.*

Les Bureaux de placement autorisés devront se conformer à cette injonction dans le délai de trois mois.

« Art. 2. — *Les dispositions de l'article 1^{er} ne sont pas applicables aux Bureaux dans lesquels le placement est gratuit* » (1).

Ce projet de loi tendait donc à la fermeture progressive des agences autorisées. « Notre proposition de loi n'a qu'un but, disaient les auteurs du projet, assurer le placement gratuit des employés et des ouvriers ; nous comptons, pour y arriver, sur l'émulation de nos grandes villes qui toutes se préoccupent d'édifier des Bourses de Travail ou d'ouvrir des bureaux municipaux, sur l'initiative privée, sur les sociétés professionnelles, Chambres syndicales patronales, mixtes, ouvrières

(1) *J. O. Doc. parl. n° 2962, 7 juillet 1888.*

les sociétés de secours mutuels, les associations, les sociétés de bienfaisance.

La prise en considération fut refusée à cette proposition, à la suite d'un rapport fait au nom de la vingt-quatrième Commission d'initiative parlementaire par M. Albert Ferry.

« Loin d'être hostiles ou réfractaires aux idées de réforme, disait le rapporteur (1), nous sommes prêts à nous rallier à toute mesure qui, en respectant le droit d'autrui, apportera une réelle amélioration à la situation des travailleurs, mais nous refusons de nous joindre à ceux qui réclament, comme remède à tous les maux qu'ils signalent, l'intervention de l'État, son iminixtion dans les transactions commerciales ou industrielles, même dans les rapports entre ce qu'on est convenu d'appeler les employeurs et les employés.

« La liberté des professions et, d'une façon générale, la liberté du travail, constitue un des éléments essentiels de notre organisation sociale ; c'est une conquête de notre première révolution que nous ne devons pas nous laisser confisquer.

« La proposition de nos honorables collègues porte une première atteinte à ce principe de liberté et ce n'est qu'un commencement.

« Elle constituerait, en outre, une véritable spoliation. Le citoyen qui ouvre un Bureau de placement, en se conformant à un règlement de police, use de la faculté, qui appartient à chacun, d'exercer librement

(1) *J. O. Doc. parl. n° 3603, Séance du 14 mars 1889.*

toute industrie non contraire aux lois ou à la morale, on ne peut le dépouiller de ce droit, même dans un intérêt collectif, cet intérêt fût-il pleinement justifié, et ce n'est pas ici le cas.

« L'usage, en effet, d'un Bureau de placement n'est pas obligatoire. Nul n'est contraint, ni en droit ni en fait, de se servir de son intermédiaire ; quiconque pense avoir quelque sujet de plainte peut s'abstenir de recourir à lui ; il est libre ».

Le 12 décembre 1889, MM. Dumay, Joffrin, Moreau, Baulard et Maujean déposaient une proposition de loi demandant la suppression immédiate des Bureaux autorisés et l'établissement du placement gratuit pour les ouvriers et les domestiques des deux sexes confié aux Bourses, aux Syndicats ouvriers et groupes corporatifs ou, à leur défaut, aux municipalités (*art. 2 du projet*) (1).

La Ligue pour la suppression des Bureaux de placement s'est ralliée à cette proposition.

Quelques jours après, le 17 décembre 1889, MM. Mesureur et Millerand reprenaient purement et simplement leur proposition de 1888.

Ces deux propositions furent prises en considération par la première Commission d'initiative parlementaire (2). M. Rabier, rapporteur de la proposition

(1) *J. O. Doc. parl. n° 174. Séance du 12 décembre 1889,*

(2) *J. O. Doc. parl. nos 309 et 310. Séance du 30 janvier 1890.*

Dumay, et M. Arnauld Dubois, rapporteur de la proposition Mesureur-Millerand, firent adopter par la Chambre, le 4 février 1890, les conclusions de la Commission, et une Commission unique fut nommée pour l'étude des deux projets. Elle se livra à une longue enquête, par questionnaire et par témoins, dont les résultats lui inspirèrent un projet de loi qui fut présenté à la Chambre, le 9 avril 1892, par M. Arnauld Dubois. Ce projet posait le principe de la liberté dans la gratuité, tout en refusant le monopole du placement aux syndicats. L'idéal pour lui était le placement municipal. Cette institution, « type et régulatrice, acceptée par tous, réclamée par tous, » devait assurer le travail à chacun, sans risque pour sa liberté.

D'après l'article 1^{er} du projet (1), le placement était libre et gratuit, et l'ouverture d'un bureau dans des locaux commerciaux était interdite.

D'après les articles 2, 3 et 4, il devait y avoir au moins un bureau dans les villes de 10.000 à 30.000 habitants, et un registre seulement, à la disposition de l'offre et de la demande dans les villes de 2.000 à 10.000 habitants. Les Bureaux privés devaient disparaître six mois après la promulgation de la loi. Les dépenses d'établissement incombait entièrement à la commune, mais les charges du personnel et tous les frais d'exploitation devaient être supportés à concurrence de moitié par l'Etat.

(1) *J. O. Doc. parl.* n° 2.067, Séance du 9 avril 1892.

La Ligue pour la suppression des Bureaux de placement protesta contre le projet Arnould Dubois, prétendant que seul le projet Dumay lui donnait satisfaction ; et, lorsqu'il fut porté devant la Chambre, la discussion fut des plus vives. Pendant deux jours, partisans et adversaires du décret de 1852 soutinrent une lutte acharnée et, sur l'avis de M. Terrier, ministre du Commerce, la proposition de loi fut renvoyée à la Commission parlementaire, pour que le Gouvernement élaborât, « de concert avec elle, une œuvre qui pût être acceptée par tous ».

Mais les pouvoirs de la Chambre expirèrent avant que le projet annoncé ne lui fût soumis et alors toutes les propositions relatives aux Bureaux de placement, dont elle avait été saisie, devinrent caduques.

Le 25 novembre 1893, c'est-à-dire dès le début de la nouvelle législature, MM. Coutant, Toussaint et plusieurs de leurs collègues déposèrent une nouvelle proposition de loi tendant à la suppression des Bureaux actuels. Ils prétendaient qu'il était injuste d'exonérer le patron du droit de placement et de le faire supporter entièrement par l'ouvrier qui ne possède rien ; ils demandaient le placement gratuit des ouvriers des deux sexes, par l'entremise des Bourses du travail, des Syndicats ouvriers et groupes corporatifs ou, à leur défaut, par les Municipalités. — C'était, en somme, le projet Dumay.

M. P. Laroze, rapporteur, conclut à la prise en considération de la proposition Coutant « parce que le

placement se rattache étroitement à l'amélioration du sort des travailleurs et à l'étude de ces réformes sociales qui préoccupent aujourd'hui si justement tous les esprits » (1).

Le 5 mai 1894, M. Mesureur déposait une autre proposition de loi sur le placement gratuit. Les placeurs devaient subsister jusqu'au jour où les municipalités auraient constaté le bon fonctionnement pour une profession déterminée d'un Bureau gratuit; ils auraient alors un délai de trois mois pour se conformer à cette injonction. Le placement gratuit serait assuré par les Bourses du travail, les Syndicats professionnels, les Bureaux municipaux, les Sociétés de secours mutuels, les Associations, les Compagnonnages et les Sociétés de bienfaisance. Les employeurs devaient payer la rétribution due aux placeurs provisoirement maintenus. Enfin, aux peines de simple police, édictées par le décret du 25 mars 1852, étaient substituées des peines correctionnelles. Le projet favorisait également les Bureaux mixtes. La commune devait leur fournir un local et l'Etat avait la faculté de leur allouer des subventions. Cette proposition fut renvoyée à la Commission du Travail (2).

Par une proposition de loi déposée le 10 mai 1894 (3), M. Georges Berry demandait la suppression des Bu-

(1) *J. O. Doc. parl. n° 180, Séance du 16 décembre 1893.*

(2) *J. O. Doc. parl. n° 601. Séance du 5 mai 1894.*

(3) *J. O. Doc. parl. n° 620. Séance du 10 mai 1894.*

reaux de placement mais par voie d'extinction seulement. Il ne serait plus accordé de permis d'ouverture et toute transmission, soit à titre onéreux, soit à titre gratuit, serait interdite. — Cette proposition fut également renvoyée à la commission du Travail.

Le 13 décembre 1895, M. Georges Berry, nommé rapporteur, déposait, après étude des propositions Coutant, Mesureur et Berry, la proposition de loi suivante (1) :

« Article premier. — *Tous les Bureaux de placement autorisés seront supprimés sans indemnité, dans un délai de cinq ans.*

« Art. 2. — *A partir de la promulgation de la présente loi, aucune autorisation nouvelle ne sera plus accordée, qu'il s'agisse de transmission, de cession ou de création des Bureaux de placement.*

« Art. 3. — *Le placement sera organisé par les Municipalités, les Syndicats ou les Associations professionnelles, les Sociétés de secours mutuels et les Sociétés de bienfaisance.*

Il est absolument gratuit.

« Art. 4. — *Les Municipalités, dans un délai de six mois à partir de la promulgation de la loi, devront avoir un registre constatant les offres et les demandes de travail.*

« Art. 5. — *Toutes les affiches placées par les soins des Municipalités seront exemptes de timbre.*

(1) J. O. Doc. parl. n° 1677. Séance du 13 mai 1895.

« Art. 6. — *Aucun débit de boissons, aucune hôtellerie ne pourra être annexée à un Bureau de placement.*

« Art. 7. — *A partir de la période de cinq ans prévue par l'article 8, quiconque organisera le placement payant ou contreviendra aux dispositions de l'article 6, sera puni d'une amende de 1 franc à 15 francs, et d'un emprisonnement de 5 jours au plus ou de l'une de ces deux peines seulement. Dans le cas de récidive, le maximum des deux peines sera toujours appliqué au contrevenant.*

L'article 463 du Code pénal est applicable aux contraventions ci-dessus.

« Art. 8. — *Dans le délai de 5 ans, à dater de la promulgation de la loi, toutes les dispositions contenues dans le décret du 25 mars 1852 seront abrogées ».*

M. Georges Berry était donc l'adversaire de la suppression immédiate. Il pensait en effet, que si, pour certaines catégories d'ouvriers et même d'employés, il y avait des offices de placement déjà organisés, il n'en était pas de même pour tous ceux qui ont recours aux placeurs et, notamment, pour les domestiques, dont la plupart ne sauraient plus à qui s'adresser, si les agences de placement étaient supprimées demain.

Par contre, il refusait aux placeurs le droit à une indemnité quelconque « puisque l'autorisation d'ouvrir un Bureau de placement est donnée gratuitement et que celui qui, en dehors de l'administration achète le droit de l'exploiter, a besoin d'être muni d'une nou-

velle autorisation, tout comme s'il installait dans la ville un nouveau Bureau. Ce qui prouve, jusqu'à l'évidence, que, la faculté d'exploitation prenant fin avec la cessation du commerce exploité par le bénéficiaire de l'autorisation, celui-ci n'a aucun droit de transmission et par conséquent ne possède aucun recours contre l'administration qui a toujours le pouvoir de le déposer ».

Cette proposition fut très longuement discutée dans les séances des 26 février, 5, 12 et 19 mars, 2 et 9 avril 1897 et MM. Coutant, Jourde, Maurice Faure, Guesde, Edmond Vaillant, etc..., s'en montrèrent les adversaires les plus acharnés. Le placement, pour eux, devait être une fonction sociale, exercée gratuitement et exclusivement par les syndicats et les municipalités. Le délai de cinq ans, disaient-ils, était trop long ; les Bureaux autorisés finiraient par survivre et seraient aussi forts après qu'avant ; les agences payantes qui pressuraient les travailleurs devaient donc disparaître immédiatement.

Au cours de la discussion, deux projets de loi sur le placement des ouvriers étaient présentés le 16 mars 1897, l'un par MM. Boucher, Barthou et Darlan, ministres (1), et l'autre par M. Guillemin, membre de la minorité de la Commission du travail (2). Ces deux projets, à peu près semblables, visaient un double but : permettre aux ouvriers et employés de trouver facilement du travail ou des emplois, et pré-

(1) *J. O. Doc. parl. n° 2345. Séance du 16 mars 1897.*

(2) *J. O. Doc. parl. n° 2347. Séance du 16 mars 1897.*

venir ou réprimer les abus auxquels a malheureusement donné lieu l'exercice de l'industrie du placement. Le placement payant et le placement gratuit devaient coexister. Les Municipalités devaient tenir un registre des offres et demandes d'emplois (1). Les Municipalités, les Bourses de travail, les Syndicats professionnels étaient dispensés de l'autorisation préalable, mais devaient faire une déclaration à la Mairie. Les Bureaux payants subsistaient, car indépendamment de la question d'indemnité difficile à résoudre, leur suppression favoriserait le développement des agences clandestines. Le droit d'inscription était supprimé et les droits de placement, désormais fixes, devaient être acquittés moitié par l'employeur et moitié par l'employé placé, et

(1) *L'idée première de ce registre revient à M. Buisson des Leszes, conseiller général de la Haute-Vienne, maire de Nantiat. Il a, le premier, installé dans sa commune un registre qui permet aux ouvriers de toute catégorie et aux autres travailleurs de se faire connaître et de se placer avantageusement, comme aussi aux employeurs de se procurer plus facilement des employés.*

Et sur sa demande, le Conseil général a décidé, le 23 août 1890 :

« Qu'un registre spécial sera déposé à la mairie de chaque chef-lieu où pourront se faire inscrire gratuitement par l'intermédiaire du maire de leur commune, tous les travailleurs, tous les ouvriers de toute catégorie, d'origine française, domiciliés dans le canton.

« Le travailleur qui sollicitera son inscription sur le registre cantonal, devra fournir, à l'appui de sa demande, son extrait de naissance, s'il n'est pas connu et toute autre pièce pouvant justifier ses capacités, sa moralité et ses charges de famille.

« Cette œuvre sera placée sous le haut patronage du Président de la République et du Ministre de l'Intérieur ».

ils n'étaient dus qu'en cas de placement réel et ayant duré un certain temps. Il appartenait à l'autorité municipale de fixer ce temps.

Ces deux projets étaient en complète contradiction avec la proposition Berry et la lutte devait forcément s'engager très vive, entre les adversaires des placeurs et les partisans du système proposé par le Gouvernement et M. Guillemin.

Mais M. Guillemin, en agitant le spectre du socialisme et en faisant craindre que l'ouvrier n'aille au syndicat (1), et M. Julien Goujon, en soutenant le droit de propriété des placeurs, assurèrent le triomphe du Gouvernement et M. Georges Berry, au nom de la Commission, dut modifier sa proposition et faire un premier rapport supplémentaire, prévoyant l'organisation des Bureaux de placement gratuits avant de proposer la suppression dans un délai de cinq ans des Bureaux autorisés (2).

Dans la séance du 19 mars, la Chambre manifesta sa volonté de conserver les Bureaux payants, et

(1) « *Ce sont seulement les socialistes qui mènent la campagne contre les bureaux de placement. Il importe de rechercher quels sont leurs motifs :*

« *Le premier est très simple ; ils veulent commencer une expropriation partielle, sans indemnité, d'un certain nombre de citoyens. C'est l'application d'une partie de leurs théories.*

« *Le second motif pour lequel les socialistes tiennent absolument à la suppression immédiate des Bureaux de placement c'est qu'ils savent que rien actuellement n'est organisé pour les remplacer. Les ouvriers seront affolés : ils ne trouveront rien, ils ne sauront plus à qui s'adresser et alors il leur faudra forcément aller aux syndicats, »*

(2) J. O. Doc, parl. n° 2351. Séance du 19 mars 1897.

M. Georges Berry dut, le 24 mars, présenter un deuxième rapport supplémentaire (1), qui assurait le placement des employés, ouvriers et domestiques par les Bureaux gratuits et les Bureaux payants.

Le texte de la Commission fut encore remanié au cours de la discussion qui suivit. La Chambre adopta la disposition additionnelle suivante, sous les efforts de M. Chauvin. « *A partir de la promulgation de la présente loi, les placeurs ne pourront plus faire la vente des fonds de commerce.* » La disposition Chauvin fut appuyée par M. Guillemin. « Nous ne voulons pas, dit-il, que les Bureaux de placement payants soient obligatoires pour personne. Il est certain que les placeurs qui font en même temps la vente des fonds de commerce, obligent les patrons à s'adresser chez eux. Ils les menacent de ne plus s'occuper de la revente de leurs fonds s'ils prennent ailleurs leurs employés. Dans ces conditions, si nous voulons assurer à tous la liberté, je crois que nous devons établir l'incompatibilité demandée par M. Chauvin ». (*Chambre des Députés. Séance du 9 avril 1897*) (2).

Enfin, le 9 avril 1897, dans sa hâte d'en finir, la Chambre des Députés votait le projet de loi. Le 20 mai de la même année, il fut déposé au Sénat qui nomma une Commission pour l'examiner (3).

Le 20 décembre 1897, M. Lourties, en déposant son rapport sur le Bureau du Sénat, demandait à ses

(1) J. O. Doc. parl. n° 2364. Séance du 24 mars 1897.

(2) Le Sénat ne l'a pas acceptée.

(3) J. O. Doc. parl. n° 131. Sénat. Séance du 20 mai 1897.

collègues « de s'associer à cette œuvre de fraternité humaine et de solidarité sociale » (1).

Le projet de loi voté par la Chambre, mis en discussion dans les séances du 27 janvier 1898, en première délibération dès le lendemain, et en deuxième délibération dans les séances des 17 et 18 février, ne subit que quelques légères modifications. Il fut ensuite renvoyé à la Chambre et présenté par MM. Boucher, Barthou et Milliard, le 7 mars 1898 (2).

Ce projet de loi fut rapporté à la Chambre, le 1^{er} avril 1898, par M. Guillemin, au nom de la Commission du travail. Mais la Chambre des Députés n'a pu l'adopter, ses pouvoirs ayant expiré avant qu'il ne vint en discussion.

Voici ce projet :

« Article premier. — *Le placement des ouvriers et employés des deux sexes est assuré :*

1^o par les Bureaux de placement gratuits ;

2^o par les Bureaux de placement payants.

TITRE PREMIER. — *Bureaux gratuits.*

« Art. 2. — *Ne sont soumis à aucune autorisation les Bureaux de placement gratuits créés par les Municipalités, par les Syndicats professionnels ouvriers, patronaux, mixtes, les Bourses de travail,*

(1) *J. O. Doc. parl. Sénat, n° 68. Séance du 10 décembre 1897.*

(2) *J. O. Doc. parl. Chambre, n° 3.105. Séance du 7 mars 1898.*

les Compagnonnages, les Sociétés de secours mutuels, les Associations charitables et les Sociétés de bienfaisance.

« Art. 3. — *Les Bureaux de placement gratuits énumérés à l'article précédent, sauf ceux qui sont créés par les Municipalités, sont astreints au dépôt d'une déclaration préalable effectuée à la mairie de la commune où ils sont établis. La déclaration devra être renouvelée à tout changement de local du Bureau.*

« Art. 4. — *Dans chaque commune, un registre constatant les offres et demandes de travail et d'emplois, sera ouvert à la mairie et mis gratuitement à la disposition du public.*

Dans toutes les communes ayant plus de 30.000 habitants, la mairie sera tenue d'établir un Bureau de placement gratuit.

« Art. 5. — *Sont exemptées du droit de timbre les affiches imprimées ou non concernant exclusivement les offres et demandes de travail et d'emplois, et apposées soit par les Bureaux de placement gratuits, soit par les intéressés.*

« Art. 6. — *Tout gérant ou employé d'un Bureau de placement gratuit qui aura perçu une rétribution quelconque à l'occasion du placement d'un employé ou ouvrier sera puni des peines prévues à l'article 14 ci-dessous.*

TITRE II. — *Bureaux de placement payants.*

« Art. 7. — *Nul ne pourra tenir un Bureau de placement payant sous quelque titre et pour quel-*

ques professions que ce soit, sans une autorisation délivrée par l'autorité municipale. Elle sera accordée à toute personne majeure de l'un ou de l'autre sexe, d'une moralité reconnue. Les femmes devront jouir de leurs droits civils, les hommes de leurs droits civils et politiques (1).

« Art. 8. — L'autorité municipale surveille les Bureaux de placement afin d'y assurer le maintien de l'ordre, les prescriptions de l'hygiène et la loyauté de la gestion. Elle prend les arrêtés nécessaires à cet effet et règle le tarif des droits qui pourront y être perçus.

Elle est tenue de communiquer au Conseil municipal un rapport annuel sur le fonctionnement de ces Bureaux de placement ; le rapport sera envoyé au Ministre du Commerce et de l'Industrie.

« Art. 9. — Aucun hôtelier, logeur, restaurateur ou débitant de boissons ne peut joindre à son établissement la tenue d'un Bureau de placement (2).

« Art. 10. — La perception d'un droit d'inscrip-

(1) La Chambre des députés avait décidé que ceux-là seuls, jouissant de leurs droits civils et politiques, pourraient obtenir l'autorisation d'ouvrir un bureau de placement.

Les femmes se trouvaient donc écartées puisqu'elles n'ont aucun droit politique. Aussi le Sénat a-t-il avec raison, modifié le texte qui lui était présenté.

(2) La proposition additionnelle Chauvin, mentionnée ci-dessus et acceptée par la Chambre a été repoussée par la Commission du Sénat, parce qu'elle portait atteinte au principe de la liberté du commerce.

Du reste, dans l'enquête de 1891-1892, aucune plainte n'avait été formulée sur ce point.

tion préalable est interdite. Le versement d'une avance, dont le maximum est fixé par l'autorité municipale, peut être fait à titre de dépôt remboursable en cas de non-placement.

Les droits de placement sont fixés par profession (1).

« Art. 11. — *Les droits de placement ne sont dus qu'après un placement réellement effectué et qui aura duré, pour chaque profession et suivant l'usage des localités, un temps déterminé par l'autorité municipale.*

« Art. 12. — *Les tarifs et l'arrêté d'autorisation de chaque Bureau sont affichés ostensiblement dans le local du dit Bureau, ainsi que la présente loi,*

(1) Dans le projet voté par la Chambre le versement d'une avance était interdit. Le Sénat a permis ce versement pour que le placeur put s'assurer de la réponse faite à l'ouvrier par le patron à qui il a été adressé.

La Chambre avait également décidé que la taxe de placement serait acquittée moitié par le patron et moitié par la personne placée. Le Sénat a supprimé ce paragraphe dans la crainte que le patron n'abandonnât les bureaux pour éviter de payer la moitié du droit ou ne la retint sur les gages de l'employé. Cela n'était pourtant pas à craindre, car les patrons ne trouvent que dans ces bureaux les renseignements dont ils ont besoin. Cette mesure, de plus, était très juste; le bureau rend en effet les mêmes services aux deux parties; il est donc légitime que chacun paye la moitié du droit.

La Chambre, enfin, n'avait pas parlé des agences de placement par publicité. La Commission du Sénat demanda leur interdiction au nom de la morale publique, pour empêcher l'exploitation des travailleurs sans ouvrage. Sur la demande du Ministre du Commerce qui considérait le texte proposé comme obscur, le Sénat repoussa le § additionnel suivant : « Les agences de placement par publicité sont interdites ».

La mairie de chaque localité dresse et fait afficher un tableau des tarifs des différents Bureaux de placement.

TITRE III. — Pénalités.

« Art. 13. — *Toute offre moyennant rétribution d'un emploi imaginaire, faite sous quelque forme que ce soit, toute manœuvre ayant pour but de faire perdre à l'employé la place qu'il lui aurait procurée, seront punies des peines portées à l'article 405 du Code Pénal.*

Toute personne qui se sera entremis pour adresser des personnes en quête d'emploi, même majeures, à des maisons de débauche, sera punie des peines portées à l'article 334 du Code Pénal.

« Art. 14. — *Toute infraction aux articles 7, 9, 10 et 11, ainsi qu'aux règlements faits en vertu de l'article 8, sera punie d'une amende de 16 à 100 francs et d'un emprisonnement de 6 jours à 1 mois, ou de l'une des deux peines seulement. Le maximum de l'une des deux peines sera toujours appliqué au délinquant lorsqu'il aura été prononcé contre lui, dans les 12 mois précédents, une première condamnation pour infraction à la présente loi.*

Ces peines sont indépendantes des restitutions et dommages-intérêts auxquels pourront donner lieu les faits imputés au gérant.

Les tribunaux pourront ordonner que les jugé-

ments de condamnation, prononcés par application de cet article et de l'article 13, soient, par extraits ou littéralement, publiés dans les journaux qu'ils désigneront ou affichés aux portes du Bureau de placement et de la mairie, et ce toujours aux frais du condamné.

« Art. 15. — *L'article 463 du Code Pénal est applicable aux infractions prévues à la présente loi.*

« Art. 16. — *L'autorité municipale peut retirer l'autorisation :*

1° Aux individus qui auraient encouru ou viendraient à encourir l'une des condamnations prévues par l'article 15, paragraphes 1, 2, 3, 4, 5, 6, 14 et 15 et par l'article 16 du décret du 2 février 1852;

2° A ceux qui seraient condamnés à l'emprisonnement ou au maximum de l'amende pour infraction à la présente loi.

« Art. 17. — *Les pouvoirs ci-dessus conférés à l'autorité municipale seront exercés par le Préfet de police pour Paris et le ressort de sa préfecture, par le Préfet du Rhône pour Lyon et les autres communes dans lesquelles il remplit les fonctions qui lui sont attribuées par la loi du 24 juin 1851.*

« Art. 18. — *Les règlements émanés de l'autorité municipale en vertu des dispositions qui précèdent, ne sont exécutoires qu'après l'approbation du Préfet. Il en est de même des autorisations, des retraits d'autorisation et des fermetures des Bureaux, par application de l'article 16.*

En cas de refus d'autorisation par le maire, ou à défaut de réponse de celui-ci dans le mois qui suivra la demande, l'autorisation pourra être accordée par le Préfet, sur la réclamation de l'intéressé.

En cas de désaccord sur les tarifs et sur l'application de ces tarifs, la fixation appartiendra au préfet qui statuera dans le délai d'un mois.

« Art. 19. — *Il n'est pas dérogé, par la présente loi, aux lois et règlements concernant les Bureaux de placement des nourrices.*

« Art. 20. — *Sont et demeurent abrogés le décret du 25 mars 1852 et toutes les dispositions contraires à la présente loi.*

Le 8 novembre 1898, MM. Coutant, Basly, Lamendin, Millerand et plusieurs collègues ont déposé sur le bureau de la Chambre, une nouvelle proposition de loi relative au placement des employés et ouvriers des deux sexes et de toutes professions. Ils voulaient le placement gratuit uniquement exercé par l'entremise des Bourses du travail, des Syndicats ouvriers, groupes corporatifs et par les municipalités.

Il était inadmissible pour eux, que sous la République, il fût permis de fonder une industrie sur un salaire qui n'est pas encore né, de tuer le salaire dans son germe, de prélever un courtage sur la misère. Et, rappelant l'immoralité, les abus de confiance, l'avilissement des salaires dus aux Bureaux de placement que les citoyens Coutant, Vaillant, Jaurès, Guesde, etc.,

avaient signalé à la tribune de la Chambre au cours de la 6^e législature, ils formaient le vœu que leur proposition de loi ne dormît pas, comme ses aînées, pendant 3 ou 4 ans, dans les cartons d'une commission.

Aux termes de ce projet de loi, le décret de 1852 et l'ordonnance de police du 5 octobre de la même année étaient rapportés, et le placement devait être assuré gratuitement par les Bourses du travail, les Syndicats et les Municipalités. Les Bureaux autorisés étaient supprimés sans aucune indemnité.

Le projet Coutant fut renvoyé à la Commission du Travail, et le 15 décembre 1899, M. Georges Berry, nommé rapporteur déposait la proposition de loi suivante :

« Article premier. — *Tous les Bureaux de placement autorisés par le décret du 25 mars 1852 seront supprimés, sans indemnité, dans un délai de deux ans.*

« Art. 2. — *A partir de la promulgation de la présente loi, aucune autorisation nouvelle de tenir un Bureau de placement payant ne sera plus accordée, qu'il s'agisse de transmission, de cession ou de création de Bureau de placement.*

« Art. 3. — *Ne sont soumis à aucune autorisation seuls les Bureaux de placement gratuits créés par les Municipalités, les Syndicats professionnels ouvriers, patronaux ou mixtes, les Bourses du Travail, les Compagnonnages, les Sociétés de secours mutuels, les Associations charitables et les Sociétés de bienfaisance.*

« Art. 4. — *Les Bureaux de placement gratuits énumérés à l'article précédent, sauf ceux qui sont créés par les Municipalités, sont astreints au dépôt d'une déclaration préalable effectuée à la mairie de la commune où ils sont établis. La déclaration devra être renouvelée à tout changement de local du bureau.*

« Art. 5. — *Dans chaque commune, un registre constatant les offres et demandes de travail et d'emplois sera ouvert à la mairie et mis gratuitement à la disposition du public.*

« Art. 6. — *Sont exemptées du droit de timbre les affiches imprimées ou non, concernant exclusivement les offres et demandes de travail et d'emplois et apposées par les Bureaux de placement gratuits énumérés dans l'article 3.*

« Art. 7. — *Tout gérant ou employé d'un bureau de placement gratuit qui aura perçu une rétribution quelconque à l'occasion du placement d'un ouvrier ou employé sera puni des peines prévues à l'art. 11 ci-dessous.*

« Art. 8. — *L'autorité municipale surveille les Bureaux de placement pour y assurer le maintien de l'ordre, les prescriptions de l'hygiène et la loyauté de la gestion. Elle prend les arrêtés nécessaires à cet effet.*

« Art. 9. — *Aucun hôtelier, logeur, restaurateur ou débitant de boissons ne peut joindre à son établissement la tenue d'un Bureau de placement.*

« Art. 10. — *Tout placeur qui se sera entremis*

pour adresser à leur insu des personnes en quête d'emploi, mêmes majeures, à des maisons de débauche, sera puni des peines portées à l'article 334 du Code Pénal.

« Art. 11. — *A partir de la période de deux ans précue par l'article premier, toute infraction à l'article 9, ainsi qu'aux règlements faits en vertu de l'article 8, sera punie d'une amende de 16 francs à 100 francs et d'un emprisonnement de six jours à un mois, ou de l'une de ces deux peines seulement. Le maximum des deux peines sera toujours appliqué au délinquant lorsqu'il aura été prononcé contre lui, dans les douze mois précédents, une première condamnation pour infraction à la présente loi.*

Ces peines sont indépendantes des restitutions et dommages-intérêts auxquels pourront donner lieu les faits incriminés.

L'article 463 du Code Pénal est applicable aux infractions indiquées ci-dessus.

« Art. 12. — *Les pouvoirs ci-dessus conférés à l'autorité municipale seront exercés par le Préfet de police pour Paris et le ressort de sa préfecture, et par le Préfet du Rhône pour Lyon, et les autres communes dans lesquelles il remplit les fonctions qui lui sont attribuées par la loi du 24 juin 1851.*

« Art. 13. — *Sont et demeurent abrogés le décret du 25 mars 1852 et toutes les dispositions contraires à la présente loi » (1). — Les Bureaux de placement*

(1) J. O. Doc. parl. n° 1289. Annexe au procès-verbal de la séance du 15 décembre 1899.

de nourrices restent soumis à la loi du 29 décembre 1874 relative à la protection des enfants du premier âge.

La Commission du Travail restait donc hostile à tout projet de suppression immédiate. « Elle a voulu, dit M. Georges Berry, dans son rapport, que l'organisation du placement gratuit fût complète avant la disparition des Bureaux payants. De plus, elle a pensé, que, si pour certaines catégories d'ouvriers et même d'employés il y avait des Bureaux de placement qui fonctionnent, il n'en était pas ainsi pour tous ceux qui ont recours aux Bureaux, et notamment pour les domestiques, dont la plupart ne sauraient plus à qui s'adresser si les agences de placement étaient supprimées aujourd'hui. » Désormais les transmissions de Bureau, soit à titre onéreux, soit à titre gratuit, et les nouvelles autorisations ne devaient plus être accordées.

La Commission avait également repoussé le droit à l'indemnité, se basant, comme précédemment, sur la gratuité de l'autorisation et invoquant la loi de 1872 qui avait supprimé sans indemnité les marchands d'hommes.

Enfin le projet de la Commission du Travail exige pour toutes les municipalités le devoir de tenir un registre relatant les offres et les demandes de travail.

Cette proposition fut longuement discutée dans les séances des 15, 22 et 29 novembre 1900. MM. Beauregard, Perreau, Aynard, se montrèrent hostiles à tout projet de suppression de la liberté du placement. Et

M. Perreau pouvait dire avec raison : « La proposition que vous soumettez à notre examen n'est pas autre chose pour moi que le rétablissement d'un monopole que la Révolution française a supprimé ». M. le comte Lanjuinais de son côté, donnait un sage conseil aux partisans du placement gratuit par les syndicats et les municipalités.

« Les socialistes, dit-il, veulent arriver à rendre les syndicats obligatoires et approuvent, cela va sans dire, toutes les mesures qui peuvent contraindre les nombreux ouvriers récalcitrants à s'y faire affilier ; je suis partisan de la liberté et c'est à ce titre seulement que je suis intervenu dans le débat. Il me semble qu'il ne saurait y avoir de meilleurs juges en pareille matière que les travailleurs eux-mêmes. Vous nous dites que les Bureaux de placement municipaux et syndicaux voient leur clientèle s'accroître ; alors que demandez-vous de plus ? Si réellement ces établissements gratuits sont meilleurs que les autres, vous pensez bien que les ouvriers n'iront pas, pour le plaisir de dépenser de l'argent, s'adresser aux Bureaux de placement payants. Perfectionnez vos Bureaux gratuits, faites concurrence aux Bureaux de placement payants qui sont dans de beaucoup moins bonnes conditions que les vôtres et vous les ferez disparaître tout naturellement ».

D'autre part, MM. Coutant, Chauvière et Millevoye se montrèrent les adversaires acharnés des Bureaux de placement et déclarèrent ne pouvoir admettre le projet de la Commission.

Deux contre-projets furent déposés au cours de la discussion, l'un de MM. Paul Beauregard, Perreau, Chevallier et Oriol, et l'autre de M. Coutant, qui s'opposait à tout délai, demandant que l'Etat « conscient du devoir que la situation économique commande, proclame le droit au travail ».

L'article premier du contre-projet Beauregard, était ainsi conçu :

Article premier. — *Le placement des ouvriers et employés des deux sexes est assuré :*

1° *Par les Bureaux de placement gratuits ;*

2° *Par les Bureaux de placement payants.*

Il fut repoussé, après une assez vive discussion, par 311 voix contre 253.

Au début de la séance du 29 novembre 1900, au moment où le contre-projet Coutant allait venir en discussion, M. Georges Berry, au nom de la Commission du travail, apportait quelques modifications au projet de 1899 et consacrait le principe de l'indemnité. « La Commission a décidé, dit-il, que les Bureaux de placement payants ne pourraient être supprimés avant l'expiration d'un délai de cinq ans, afin de permettre d'acquérir l'indemnité en question (1).

(1) La Commission proposait de modifier ainsi le § 1^{er} de l'article 12: « *A partir de la promulgation de la présente loi, — et ce pendant 5 ans, — un arrêté municipal pourra, à charge d'une indemnité qui, à défaut d'entente, sera fixée par le Conseil de préfecture, rapporter les autorisations données en vertu du décret du 25 mars 1852.*

A l'expiration d'un délai de cinq ans, le retrait de l'autorisation sera de droit, sans qu'il y ait lieu à aucune indemnité.

Le contre-projet Coutant n'était autre que la proposition de loi qu'il avait soumise à la Chambre en 1898. Repoussé par la Commission d'accord avec le Gouvernement, il fut également rejeté par la Chambre par 390 voix contre 150.

Après une très vive discussion entre MM. Thierry, Goujon, Beauregard et Lanjuinais, partisans des placeurs, et Coutant, Carnaud, Millerand, Dubief, Berry, Dejeante, Groussier, etc., adversaires des placeurs, le projet modifié de la Commission du travail fut adopté par 306 voix contre 242.

Le 30 novembre 1900, le projet voté par la Chambre, fut déposé au Sénat qui nomma une Commission pour l'examiner (1).

Le 22 novembre 1901, M. Expert-Bezançon, — en déposant son rapport sur le Bureau du Sénat, soucieux de respecter les principes essentiels de nos lois, y compris celui sur lequel repose le respect absolu de la propriété individuelle sous toutes ses formes, et soucieux plus encore de voir des lois justes et sages procurer aux travailleurs tous les avantages qu'il est possible de leur assurer, confiant dans le progrès et l'œuvre toujours nécessaire du temps, priait le Sénat d'adopter les articles 1 à 7, 9, 10 et 12 du projet qui lui était soumis, mais de rejeter l'article 11 (ancien 12) et d'approuver l'addition faite à l'article 8, portant

(1) *Cette Commission était composée de MM. Rolland, président, Charles Prevet, secrétaire; Garreau, Lelièvre, Milliard, Expert-Bezançon, Franck Chauveau, Gourju, Félix Martin.*

sur les mots : « ou marchand de fonds de commerce » (1).

Avant la discussion du projet Expert-Bezançon, plusieurs membres de la Commission du travail crurent nécessaire de rouvrir une discussion au sujet de l'article 1^{er} du premier projet qui, à leurs yeux, avait l'inconvénient de constituer un monopole au profit des Bureaux payants existants.

L'article 1^{er} du projet Expert-Bezançon, article voté par la Chambre, était ainsi conçu :

« A partir de la promulgation de la présente loi, aucune autorisation de créer un Bureau de placement payant ne sera accordée ».

L'article 1^{er} du projet Prevet était ainsi conçu (2) :

« Nul ne pourra tenir un Bureau de placement payant sous quelque titre et pour quelques professions que ce soit, sans une autorisation spéciale, délivrée par l'autorité municipale. Elle sera accordée à toute personne majeure de l'un ou de l'autre sexe, d'une moralité reconnue. Les femmes devront jouir de leurs droits civils, les hommes de leurs droits civils et politiques ».

D'après ce projet, les communes comptant plus de 30.000 habitants seraient seules tenues de créer un Bureau municipal. L'autorité municipale devait régler

(1) J. O. Doc. Parl. Annexe au procès-verbal de la séance du 22 novembre 1901, n° 419.

(2) J. O. Doc. parl. n° 443. Annexe au procès-verbal du 10 décembre 1901.

le tarif des droits qui pourraient être perçus par les Bureaux autorisés et qui seraient fixés par profession.

Le projet Prevet reproduisait enfin les articles 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 18, 19 et 20, du projet voté en 1898 par le Sénat.

Après une courte discussion entre MM. Prevet, Poirrier, Expert-Bezançon et Millerand, le Sénat adoptait le 28 janvier 1902, par 190 voix contre 80, le premier article du projet Prevet. A la séance du 30 janvier 1902, les articles 2 à 12 et 14 à 17 furent adoptés sans modification. Un amendement de M. Félix Martin, sur l'article 13, ainsi conçu : « Faire précéder les mots : « *Toute infraction aux règlements, etc...* » des mots : « *Toute contravention aux articles 1, 3 et 8* », fut adopté ainsi qu'un amendement de M. Treille sur l'art. 18, ainsi conçu : « *La présente loi est applicable à l'Algérie* ».

Le projet de M. Prevet, ainsi voté, maintenant les Bureaux payants à côté des Bureaux gratuits, fut renvoyé à la Chambre, le 3 février 1902 et présenté à la séance du 12 juin 1902. Mais la Chambre des Députés ne put l'adopter, ses pouvoirs ayant expiré avant qu'il ne vînt en discussion.

Le 28 octobre dernier, à la suite des émeutes de la Bourse du Travail, la Commission du Travail a été saisie d'un nouveau projet de loi sur le placement.

Le 30 octobre, M. Chambon, au nom de la Commission, déposait sur le bureau de la Chambre, son rapport sur le projet de loi tendant à la suppression des

Bureaux de placement. La Commission, saisie du texte sénatorial le repoussait à l'unanimité. Elle votait le principe de la suppression radicale des Bureaux payants, mais avec une indemnité effective. — Dans son économie générale, le nouveau texte reprenait les dispositions votées par la Chambre en 1900. Il supprimait notamment toute autorisation nouvelle d'un Bureau, payant. Il consacrait l'obligation, pour les communes de plus de 10.000 habitants, de créer des Bureaux gratuits et exonérait ceux-ci de toute tutelle administrative ou de paiement de droits quelconques.

Dans son rapport, M. Chambon faisait ainsi l'exposé des charges financières incombant à l'Etat, aux termes de cette législation nouvelle. D'après la Chambre syndicale des Bureaux de placement, le bénéfice des Bureaux varie de 30 à 50 % du chiffre d'affaires, soit 40 % en moyenne, et le prix de vente est égal au total des bénéfices de trois années, soit $\frac{6}{5}$ du chiffre d'affaires.

L'enquête de l'Office du Travail donnant 2 millions 77.100 francs, comme chiffre d'affaires de 284 Bureaux, le bénéfice de trois années pour 292 Bureaux donne un total de 2.562.475 francs. Proportionnellement aux placements effectués (à défaut du chiffre d'affaires), on obtient pour les 1.163 Bureaux des départements, un total de 3.394.305 francs. Total général : 5.957.280 francs. On peut donc affirmer le chiffre de 6 millions comme valeur approximative de tous les Bureaux de placement en France. En admettant que la suppression complète se répartisse également

sur chacune des cinq premières années, les charges incombant aux Municipalités, aux Départements et à l'Etat auraient été les suivantes :

Pour les Municipalités : de la Seine, 2.107.200 francs ; des autres départements, 2.872,800 francs. Soit 5.040.000 francs.

Pour les départements : Seine : 206,400 francs, autres, 273.600 francs. Soit 480.000 francs.

Pour l'Etat : 480.000 francs.

Ainsi donc, l'indemnité basée d'un commun accord sur le prix de vente de l'Office ou fixée par le Conseil de Préfecture, ne pouvait jamais dépasser le bénéfice total des trois exercices antérieurs.

En outre, d'après le projet Chambon, tous les Bureaux encore existants au terme d'un délai de cinq ans devaient être supprimés à cette date. Quant aux Bureaux faisant le placement, pour une même profession déterminée, ils devaient être supprimés tous à la fois.

Le projet Chambon est venu en discussion le 4 novembre 1903 devant la Chambre des Députés. M. Coutant a demandé à nouveau la suppression immédiate et sans indemnité. « C'est une des premières réformes qui s'imposent, déclarait-il, que de supprimer la dîme sur les salaires. Au nom des ouvriers, je demande la suppression pure et simple des Bureaux de placement sans indemnité et je demande qui pourra ici défendre les placeurs ». En même temps il déposait un contre-projet demandant l'abrogation pure et simple du décret de 1852 et de l'ordonnance du 5 octobre de la même année. Il a été repoussé par 467 voix contre 102.

Malgré l'intervention de MM. Thierry, Ollivier et Beauregard en faveur des placeurs, le projet de la Commission fut adopté par 404 voix contre 77.

Voici ce projet :

« Article premier. — *A partir de la promulgation de la présente loi, aucune autorisation de créer un Bureau de placement payant ou une agence théâtrale ou lyrique payante ne sera accordée.*

« Art. 2. — *Les Bureaux de placement gratuits créés par les Municipalités, par les Syndicats professionnels ouvriers, patronaux ou mixtes, les Bourses du travail, les Compagnonnages, les Sociétés de secours mutuels et toutes autres Associations légalement constituées ne sont soumis à aucune autorisation.*

« Art. 3. — *Les Bureaux de placement énumérés à l'article précédent, sauf ceux qui sont créés par les Municipalités, sont astreints au dépôt d'une déclaration préalable effectuée à la mairie de la commune où ils sont établis. La déclaration devra être renouvelée à tout changement de local du Bureau.*

« Art. 4. — *Dans chaque commune, un registre constatant les offres et demandes de travail et d'emplois devra être ouvert à la mairie et mis gratuitement à la disposition du public. Les communes comptant plus de 10.000 habitants seront tenues de créer un Bureau municipal.*

A ce registre, sera joint un répertoire où seront

placées les notices individuelles que les demandeurs de travail pourront librement joindre à leurs demandes.

Art. 5. — *Sont exemptées du droit de timbre les affiches imprimées ou non, concernant exclusivement les offres et demandes de travail et d'emplois et apposées par les Bureaux de placement gratuits énumérés dans l'article 3.*

Art. 6. — *Tout gérant employé d'un Bureau de placement gratuit qui aura perçu une rétribution quelconque à l'occasion du placement d'un ouvrier ou employé sera puni des peines prévues à l'article 9 ci-dessous.*

Art. 7. — *L'autorité municipale surveille les Bureaux de placement pour y assurer le maintien de l'ordre, les prescriptions de l'hygiène et la loyauté de la gestion. Elle prend les arrêtés nécessaires à cet effet.*

Art. 8. — *Aucun hôtelier, logeur, restaurateur ou débitant de boissons ne peut joindre à son établissement la tenue d'un Bureau de placement.*

Art. 9. — *Toute infraction soit aux règlements faits en vertu de l'article 7, soit à l'article 8, sera punie d'une amende de 16 francs à 100 francs et d'un emprisonnement de 6 jours à un mois, ou de l'une de ces deux peines seulement. Le maximum des deux peines sera applicable au délinquant lorsqu'il aura été prononcé contre lui, dans les 12 mois précédents, une première condamnation pour infraction aux articles 6 et 8 de la présente loi.*

Ces peines sont indépendantes des restitutions et dommages-intérêts auxquels pourront donner lieu les faits incriminés.

L'article 463 du Code Pénal, ainsi que la loi du 26 mars 1851, sont applicables aux infractions indiquées ci-dessus.

Art. 10. — *Les pouvoirs ci-dessus conférés à l'autorité municipale seront exercés par le Préfet de Police pour Paris et le ressort de sa Préfecture, et par le Préfet du Rhône pour Lyon et les autres communes dans lesquelles il remplit les fonctions qui lui sont attribuées par la loi du 24 juin 1851.*

Art. 11. — 1° *A partir de la promulgation de la présente loi, un arrêté municipal pourra, à charge d'une indemnité représentant le prix de vente de l'Office et qui, à défaut d'entente, sera fixé par le Conseil de Préfecture, rapporter les autorisations données en vertu du décret du 25 mars 1852;*

2° *En aucun cas, l'indemnité ne pourra dépasser le bénéfice total des trois exercices antérieurs à la promulgation de la présente loi;*

3° *Les Bureaux faisant le placement pour une même profession déterminée devront être supprimés tous à la fois, par un même arrêté municipal;*

4° *A l'expiration de la cinquième année qui suivra la promulgation de la présente loi, tous les Bureaux qui n'auraient pas été supprimés par arrêté municipal seront supprimés d'office, sous les conditions d'indemnité prévues par les paragraphes 1 et 2 du présent article;*

5° *Les indemnités aux tenanciers des Bureaux de placement seront à la charge des communes. L'Etat et le département contribueront toutefois aux dépenses, d'après le barème suivant par parts égales :*

Bureaux supprimés dans un délai de deux ans 20 %.

Bureaux supprimés la troisième et la quatrième années 15 %.

Bureaux supprimés la cinquième année 10 %.

Toutefois les indemnités à la charge de l'Etat ne pourront dépasser un total de 500.000 francs pour les cinq exercices réunis.

Art. 12. — *Sont et demeurent abrogées toutes les dispositions contraires à la présente loi.*

Les Bureaux de placement de nourrices ne sont pas visés par la présente loi et restent soumis aux dispositions de la loi du 29 décembre 1874, relative à la protection des enfants du premier âge ».

Sitôt votée, cette proposition a été déposée sur le Bureau du Sénat. Le 11 novembre dernier, la Commission sénatoriale des Bureaux de placement s'est réunie sous la présidence de M. Rolland. Après un échange d'observations, la Commission émettait l'avis qu'en présence des récents événements et du vote de la Chambre, il serait peut-être bon que la proposition de loi soumise au Sénat, fût examinée par une Commission spécialement nommée. A la suite d'une lettre adressée en ce sens au Président du Sénat par M. Rolland, le Sénat décidait la nomination d'une nouvelle Commission. Elue le lendemain, elle nommait président

M. Depreux et secrétaire M. Leydet. Elle commençait aussitôt l'examen de la proposition de la loi, au sujet de laquelle elle a entendu les délégués des intéressés, patrons, placeurs et personnel des théâtres. Seule, la Confédération générale du Travail, qui a pris la direction du mouvement contre les placeurs, a répondu, par l'intermédiaire de M. Griffuelles, son secrétaire, à la Commission sénatoriale, que les ouvriers intéressés se refusaient à envoyer des délégations estimant que l'enquête ouverte n'aurait pour résultat que de retarder le vote de la loi et qu'ils s'en réfèrent à leurs précédentes revendications ainsi qu'aux discours prononcés devant le Parlement dans ces dernières années.

La Commission, tout d'abord favorable — en principe — au nouveau projet de loi acceptait, le 8 décembre 1903, un contre-projet de M. Aucoin, qui modifiait sur plusieurs points importants les dispositions votées par la Chambre. Dans ce contre-projet, la suppression des Bureaux de placement devenait désormais non plus obligatoire, mais facultative pour les communes (1). Quant à l'indemnité, elle restait, comme dans la proposition de la Chambre, fixée par les Conseils de Préfecture. Le contre-projet modifiait également le taux des indemnités à verser par l'Etat et par les départements aux propriétaires des Bureaux supprimés; d'après les dispositions nouvelles, la part

(1) Le texte du contre-projet qui remplaçait l'art. 1^{er} du projet voté par la Chambre était ainsi conçu :

« Les bureaux de placement pourront être supprimés moyennant une juste indemnité ».

contributive de l'Etat et des départements était ainsi établie :

Bureaux supprimés dans un délai de 2 ans :	20 % ;
— de la 3 ^e à la 4 ^e année :	10 % ;
— dans la 5 ^e année :	10 % .

Au-delà de la cinquième année, les frais de suppression restaient à la charge exclusive des communes.

Enfin la Commission sénatoriale adoptait les dispositions additionnelles suivantes, incorporées aux articles 12 et 13 du projet.

1^o Les commissions payées par les ouvriers aux Bureaux qui les auraient placés pour une durée fixe seront réduites lorsque l'emploi n'aura pas eu cette durée ;

2^o Les primes portées à l'article 405 du Code Pénal frappent les placeurs offrant des emplois imaginaires. Tout placeur qui se sera entremis pour adresser des personnes en quête d'emploi, même majeures, à des maisons de débauche, sera puni des peines portées à l'article 334 du Code Pénal ».

Ces dispositions, sauf celles contenues à l'article 12 du projet, ne devaient pas être applicables aux Bureaux de placement des nourrices, ni aux agences théâtrales et lyriques.

Ce projet a été longuement discuté au Sénat dans les séances des 19, 21, 22, 26 et 28 janvier 1904. Le texte de la Chambre a trouvé des partisans en M. Laterade, et — avec quelques modifications — en M. Félix

Martin. Le contre-projet Martin, portait en effet que, désormais, il ne serait plus accordé d'autorisation pour l'ouverture de Bureaux payants; les Bureaux existants devaient être supprimés dans un délai de trois ans, moyennant une indemnité, payable par la commune et représentant le prix de vente de l'Office (1).

Après avoir rejeté ce contre-projet par 196 voix contre 185, le Sénat a abordé la discussion du texte de la Commission. Dès le début, M. Prevet a demandé au Sénat de décider la coexistence des deux modes de placement, des Bureaux gratuits et des Bureaux payants. C'était le maintien des décisions de 1898 et de 1902. « Si le placement gratuit est celui qu'il faut encourager, il ne faut pas pour cela tuer le placeur payant qui, dans certains cas, est absolument indispensable ». Donner aux communes le droit d'expropriation, ajoute M. Prevet, n'est-ce pas leur donner « un droit d'expropriation en blanc, ad infinitum » ? De plus, en décidant qu'il ne pourra être accordé aucune autre autorisation, le projet Aucoin constitue un monopole au profit de ceux qui subsistent. — Répondant à M. Prevet, M. Aucoin a déclaré que la commune, ayant créé le Bureau parce qu'elle le croyait utile, peut le supprimer, en versant une juste indemnité, lorsqu'elle croit pouvoir s'en passer. « Il est des Bureaux irremplaçables, il en est dont les ouvriers ne se plaignent pas, ceux-là, nous devons les conserver.

(1) *J. O. Sénat, D. P.* 1903, 11 novembre. *Session extraordinaire.*

Par 136 voix contre 126, le Sénat a repoussé le contre-projet Prevet. Toutefois, il n'a pas accepté l'article premier, tel qu'il était présenté, et, après une assez longue discussion entre le rapporteur, MM. Prevet et Expert-Bezançon, il a adopté l'article suivant :

Art. 1^{er}. — *A partir de la promulgation de la présente loi, les Bureaux de placement payants pourront être supprimés moyennant une juste indemnité.*

« *Le Bureau devenu vacant par le décès du titulaire ou pour toute autre cause, avant l'arrêté de suppression, pourra être transmis ou cédé.*

« *Tout Bureau nouveau, créé en vertu d'une autorisation postérieure à la promulgation de la présente loi, n'aura droit, en cas de suppression, à aucune indemnité.* ».

Les articles 2 à 11 exclusivement, votés par la Chambre, ont été adoptés sans débat.

Quant à l'article 11, relatif aux indemnités, une discussion s'est élevée entre le rapporteur, MM. de Sal et Poirrier, sur le point de savoir qui devrait payer l'indemnité. Pour M. de Sal, l'indemnité doit être à la charge de la Commune; pour M. Poirrier, elle doit être à la charge de l'Etat, du département et de la Commune, parce que le pays entier est intéressé à la disparition des Bureaux payants. Le Sénat n'a pas admis les raisons de M. Poirrier et a voté l'amendement de M. de Sal, ainsi conçu :

« *Les indemnités aux tenanciers des Bureaux de placement seront à la charge des communes seules.* ».

C'est alors que le général Mercier a déposé un amendement ainsi conçu :

« A partir de la promulgation de la présente loi, les frais de placement touchés dans les Bureaux maintenus à titre payant seront entièrement supportés par les employeurs, sans qu'aucune rétribution puisse être reçue des employés ».

« Toute infraction à cette prescription sera punie des peines édictées à l'article 9 de la présente loi ».

Il est inhumain, dit-il, que les ouvriers supportent seuls les frais de placement. Et en adoptant l'amendement, l'on ne pourra plus dire que les placeurs et les patrons s'entendent pour produire le plus grand nombre de mutations possibles parmi les travailleurs, afin de se partager les bénéfices résultant de ces mutations.

Malgré les efforts de MM. Delahaye et Prevet qui ont montré les dangers de ce changement, l'amendement Mercier a été adopté par 137 voix contre 107.

A la suite de ce vote qui détruisait l'économie du projet de la Commission, M. Aucoin a donné sa démission de rapporteur.

Dès lors, les articles 12, 13 et 14 devenaient sans objet, et seul le § 3 de l'article 15, concernant les agences théâtrales et lyriques a été adopté. Il est ainsi conçu :

« Les agences théâtrales, les agences lyriques et les agences pour cirques et music-halls ne sont pas soumises aux prescriptions de la présente loi ».

A la fin de la discussion, M. Aucoin, déclarant que le vote de l'amendement Mercier avait été surpris, a

demandé le retrait de l'urgence et le passage à une deuxième discussion. Malgré ses efforts et devant l'insistance de M. le Ministre du commerce, le Sénat a maintenu l'urgence par 138 voix contre 127, et l'ensemble de la loi a été adopté par 228 voix contre 39.

Le 9 mars dernier, la Chambre a discuté le projet voté par le Sénat. Pour éviter un ajournement indéterminé, le Ministre du Commerce et la Commission du travail ont demandé à la Chambre d'accepter et de sanctionner, par un vote définitif, les modifications faites par le Sénat.

MM. Ferrette, Gauthier de Clagny, Congy et Berry ont combattu point par point le texte du Sénat qui, à leurs yeux, n'était que le maintien d'un état de choses déplorable.

« Le projet actuel vaut mieux que le néant que vous nous apportez », a répondu M. Jaurès. Et M. Jules Coutant a ajouté : « Nous le voterons, car il réalise certaines améliorations sur l'état de choses actuel, nous réservant d'en demander plus tard la modification ».

M. Millevoye a demandé que le bénéfice de la loi soit étendu aux agences théâtrales et lyriques et aux agences pour cirques et music-halls. Mais pour ne pas retarder le vote de la loi, M. Millevoye a accepté de transformer son amendement en une proposition de loi, et M. Dubief a promis, au nom de la Commission d'examiner cette proposition dans le plus bref délai.

Finalement, l'ensemble du projet a été adopté, sans modifications, par 490 voix contre 4.

TROISIÈME PARTIE

LE PLACEMENT

A l'Étranger

Nous allons maintenant étudier les Institutions de Placement à l'Etranger. Nous ne nous occuperons ici que des pays les plus importants, laissant de côté ceux où le Placement n'est pas organisé ou qui n'ont pas d'Institutions fonctionnant régulièrement.

L'enquête prescrite, le 21 mars 1892, sur la demande de M. le Ministre du Commerce, par M. le Ministre des Affaires Etrangères aux représentants de la France à l'Etranger nous fournira d'utiles renseignements.

I. — *Allemagne*

Dans ce pays, nous retrouvons les mêmes modes de placement qu'en France. C'est, d'une part, le placement direct, et, d'autre part, le placement payant ou gratuit par l'intermédiaire des Corporations et Syndicats, des Hôteliars, des Bureaux municipaux, des Unions religieuses et de bienfaisance, des journaux, etc...

A dire vrai, pour les ouvriers de l'Industrie, il n'existe pas d'institutions analogues à nos Bureaux de placement. Les domestiques attachés à la personne usent seuls de ces agences (1).

L'ouvrier allemand, en effet, aime à voyager, à *trimarder*. Il n'est heureux que lorsqu'il accomplit, pour trouver du travail, ce qu'il appelle son *tour d'Allemagne*. Cette coutume regrettable donne naissance au vagabondage et à la mendicité, « fléau de la race germanique », contre lequel nous verrons que le placement charitable essaie de remédier, mais avec

(1) *L'industrie du placeur de domestiques est régie par l'article 35 de la Gewerbe-Ordnung. A Berlin, elle est soumise à l'ordonnance de police du 18 mars 1885, rendue en conformité de la loi précitée. La presse ne s'en occupe pas; il est donc à présumer que le placeur n'exploite pas trop sa clientèle.*

(Office du Travail. — *Le Placement*, p. 682).

Celui qui veut ouvrir une agence doit en faire la déclaration à l'autorité compétente, sous la surveillance de laquelle il sera dès lors placé.

peu de succès. Actuellement, c'est le placement par les Bureaux municipaux qui est le plus pratiqué et qui s'étend de plus en plus sur le territoire.

Ces Bureaux s'occupent du placement de tous les ouvriers, domestiques ou employés, sans distinction de sexe. Ils sont continuellement en rapport, échangeant réciproquement des listes d'emplois vacants par l'intermédiaire du ministère de l'Intérieur. Le placement fait par ces Bureaux est gratuit ; certains, cependant, perçoivent une légère taxe, et cela dans le but de développer l'institution. D'autres Bureaux, celui de Strasbourg, par exemple, placent gratuitement les employés : les patrons seuls paient une très faible somme. Mais ces taxes sont insuffisantes, et, pour permettre à ces Bureaux de subsister, l'Etat leur accorde des subventions.

Il y avait tendance, en Allemagne, à créer partout l'union entre tous les Bureaux. Tous les congrès tenus en la matière, proclamaient « qu'une liaison des Bureaux de placement, sous quelque forme que ce soit, est une nécessité incontestable » (1). N'est-ce pas là, en effet, une des conditions de la rapidité du placement, un moyen de « savoir exactement à quel endroit la main-d'œuvre est trop abondante et à quel endroit elle fait défaut. » ?

Une Union existait déjà dans le Grand Duché de Bade en 1896, et en 1898 s'est fondée l'*Union des*

(1) *Discours du docteur Jastrow, au Congrès de Carlsruhe, en 1897.*

Bureaux de placement, comprenant 92 bureaux, répartis sur tout le territoire.

A la fin de 1894, il y avait en Allemagne 92 Bureaux de placement communaux. Ils avaient reçu 10.992 demandes et 4.095 offres d'emplois et placé 3.523 personnes. La police municipale avait également installé quelques Bureaux.

Au 1^{er} janvier 1900, il existait 146 installations de placement purement communales, et 56 établissements de la seconde catégorie fonctionnant grâce à l'appui des communes.

Les institutions de la première catégorie ont reçu en 1899 :

111.852 demandes d'emplois,	
110.009 offres	—
et effectué	66.795 placements.

Les établissements de la 2^e catégorie ont reçu, toujours en 1899 :

154.711 demandes d'emplois,	
131.011 offres	—
et effectué	93.467 placements.

Ainsi, depuis la fin de l'année 1894 jusqu'en 1900, les établissements purement communaux ont déjà vu décupler le nombre des demandes et celui des offres, et les placements effectués devenir vingt fois plus grands.

L'entremise des Bureaux de placement municipaux a été onéreuse ou gratuite dans la proportion indiquée ci-dessous :

		1 ^{re} Catég.	2 ^e Catég.
Nombre des Bureaux où le placement a été	<i>gratuit pour les deux parties</i>	137	36
	<i>onéreux pour l'une des parties</i>	7	17
	<i>onéreux pour les deux parties</i>	2	3

Ainsi la gratuité a été la règle, surtout dans les établissements purement communaux.

Les Bureaux municipaux ont donc pris un grand développement; il y en a dans les plus importantes villes de l'Allemagne et ils sont intimement rattachés aux Conseils de Prud'hommes.

Réussiront-ils à empêcher le vagabondage?

L'avenir seul nous l'apprendra.

A côté de ces Bureaux, et antérieurement à eux, existent d'autres moyens de placement. C'est d'abord l'embauchage personnel ou direct; l'embauchage par la voie des journaux, utiles aussi aux Bureaux municipaux; l'embauchage dans les auberges (*Herberge*), entretenues par les corporations, où les ouvriers de la profession se réunissent et vivent à bon marché. L'article 97 de la loi sur l'Industrie, du 1^{er} juillet 1883, titre des « *Corporations* » indique, en effet, comme une des attributions de celles-ci le soin de pourvoir aux besoins de leurs membres et de leur procurer du travail (1).

(1) Office du Travail. — *Le Placement*, p. 682.

Puis, ce sont les sociétés ou associations amicales qui, subventionnées par le corps des marchands, s'occupent de trouver des places pour ceux qui en font partie (1).

Dans les ports, les matelots de commerce sont enrôlés par un entremetteur, appelé *Bass*, qui est souvent aubergiste et est chargé par les capitaines de réunir l'équipage dont ils ont besoin.

Les œuvres charitables de placement, associations catholiques, évangéliques ou israélites sont très nombreuses encore aujourd'hui. Elles s'occupent surtout du placement des pauvres, sédentaires ou non, et particulièrement de ceux qui consentent à s'adonner à un travail grossier. Leur clientèle est composée de femmes principalement. Les subventions qu'elles reçoivent des villes et des corporations, les dons des particuliers et des sociétés industrielles, les cotisations des membres sont les ressources qui leur permettent de vivre. Le placement effectué par ces œuvres charitables n'est pas toujours gratuit; mais généralement l'ouvrier ne paie que lorsqu'il est placé. Dans tous les cas, la taxe qu'il est obligé d'acquitter est inférieure à celle payée par le patron.

Depuis 1893, les Syndicats (*syndicats locaux socialistes*; — *Hirsch-Dunker*; — *chrétiens*; — *indépendants*); ont pris une rapide extension et actuellement ils groupent un sixième de la population ouvrière. Le but principal de ces syndicats est d'obtenir par tous

(1) Office du Travail. — *Le Placement*, p. 681.

les moyens possibles, une augmentation de salaire; d'organiser le placement et recueillir des renseignements sur le travail; de compléter en certains cas les lois d'assurance sociale. Une commission générale, instituée à Hambourg, sert de trait d'union entre toutes les organisations socialistes.

Le 16 novembre 1902, a été inaugurée à Berlin, la première Bourse du travail. A la différence du système courant qui consiste à enregistrer sans plus les offres et demandes d'emploi pour satisfaire ensuite aux unes et aux autres par un examen après coups des conditions à concilier en l'absence des parties intéressées, on s'efforce, dans tous les cas où la chose est possible de pourvoir, sur le champ, à la place offerte.

De là, pour permettre aux personnes inoccupées d'attendre le plus commodément possible les offres éventuelles, des aménagements confortables ont été exécutés. D'ailleurs, la tâche est facilitée, pour les travailleurs sans éducation professionnelle spéciale, par une classification en douze groupes, selon la nature des occupations (cochers, gens de maison, etc.). La municipalité de Berlin donne une subvention annuelle de 25.000 francs.

A partir du 1^{er} avril 1903, le *Conseil de la Statistique ouvrière* a décidé la publication d'un bulletin mensuel ayant pour but notamment de traiter du

marché du travail et du placement en Allemagne et à l'Etranger.

•
• •

Les Institutions de placement ont donc accompli de réels progrès, insuffisants cependant, puisqu'elles ne sont pas encore parvenues à arrêter le *trimardage* si funeste à l'ouvrier !

II. — *Angleterre.*

En Angleterre, le placement n'est pas réglementé.

Il y a lieu de distinguer nettement les ouvriers de l'industrie et les domestiques.

Les domestiques se placent ou directement ou par l'intermédiaire d'œuvres charitables, ou par la voie des journaux (*placement gratuit*); — ou par l'intermédiaire des *Agencies*, qui prennent une rémunération plus ou moins élevée, des *Registry-Offices*).

Les ouvriers sont placés par les Syndicats ou *Trade-Unions*, par les Bureaux municipaux ou par les journaux.

A. — *Les Domestiques.*

Les fournisseurs sont les intermédiaires gratuits tout désignés pour les domestiques à la recherche d'une place; c'est eux qui fournissent les renseignements.

Le journal est aussi un moyen très en faveur. Le prix de l'annonce est modique et le placement gratuit. Il y a quelques années, plusieurs journaux, le *Wekly-Star*, notamment, ont entrepris de publier gratuitement une liste des situations vacantes et des domestiques et ouvriers cherchant du travail. — Ce moyen est donc également employé par les ouvriers.

Les Sociétés philanthropiques pullulent en Angleterre. Les unes placent les ouvriers et les domestiques,

sans distinction. — D'autres se chargent de placer les anciens soldats; c'est, par exemple, *The National Association for the employment of Reserve Soldiers*, *The Army and Navy Pensioner's Employment Society* (1855), *The Corps of Commissionnaires* (1859). — D'autres, enfin, cherchent à placer les prisonniers libérés. Elles en ont placé un grand nombre et ont efficacement secouru les autres.

Nous devons signaler ici l'action bienfaisante de la *London and provincial domestic Servants Union*, dont le but est de délivrer les domestiques du joug ruineux des *Agencies*. Cette Union a dressé une liste noire des mauvais patrons : les domestiques, avertis, n'ont donc pas à redouter les mauvaises places.

Elle cherche en outre à établir des *Homes* où les domestiques, cherchant une place, pourront loger à bon compte. Le prix est moins élevé pour les membres de l'Union (3 sh.) que pour les étrangers (3 sh. 6 d. par semaine).

L'associé, placé, n'a rien à payer ; l'étranger paie 1 sh. au-dessous de 20 livres, et 2 sh. 6 d. au-dessus.

« Si les 250.000 domestiques de Londres, dit un rapport de l'Union, devenaient membres de la *Domestic Servants Union*, chacun payant 4 sh. 4 d. par an, cela produirait la somme de 54.166 livres 13/4. Avec ce large revenu, nous pourrions établir 270 Bureaux de placement à nous, et des *homes* en relation avec eux; on leur allouerait 200 livres pour les meubles et la direction. Chaque *home* serait en com-

munication téléphonique avec les autres ; ils pourraient être disséminés dans tous les coins de Londres... La Société pourrait réduire considérablement les frais de nourriture. C'est une grande considération pour ceux qui ont le malheur d'être en chômage ».

L'*Agence* est notre Bureau payant. C'est la ruine des domestiques. Quiconque peut, sans aucune formalité, ouvrir une *Agence* ; aussi en rencontre-t-on dans toutes les rues. Certains placeurs, peu scrupuleux, se font payer et par le patron et par le domestique. Ce dernier doit verser de 2 1/2 à 5 % de ses salaires.

Des plaintes nombreuses ont été formulées contre ces agences. Un rapport intéressant à connaître de la *London Domestic Servants Union* les a résumées.

« Le système des Bureaux de placement est, par suite de la concurrence, devenu si corrompu, qu'il nécessite une sévère enquête sur les méthodes d'après lesquelles il est conduit.

« Pendant les vingt dernières années, leur nombre a considérablement augmenté ; il y a à peine une rue de quelque importance dans laquelle on ne trouve un Bureau de placement et, dans quelques-unes, il y en a une douzaine. Cela n'est pas le fait de la capitale seule ; le même état de choses existe dans la totalité de nos villes de province.

« Pendant que les Bureaux de placement croissaient en nombre, le type du service domestique dégénérait proportionnellement. La concurrence a fait d'une institution jadis utile, un moyen frauduleux d'extorquer de

l'argent aux domestiques, sans leur donner en retour ce qu'ils ont le droit d'en attendre. Pasteurs, militaires, dames ayant eu des revers et intrigants ayant échoué dans d'autres sphères de la vie, deviennent propriétaires de ces établissements, sachant qu'avec peu de capital et encore moins de conscience, ils peuvent obtenir un bon revenu. De tous côtés, nous entendons les serviteurs se plaindre du mauvais traitement qu'ils reçoivent dans ces établissements. Ce n'est pas étonnant que les domestiques soient en rébellion ouverte contre eux. Quand on considère qu'il y a 250.000 domestiques dans Londres seulement, il est facile de comprendre que l'argent payé aux titulaires de ces agences pour obtenir ou ne pas obtenir un emploi, doit être une très forte somme, en supposant que chaque serviteur change de situation une fois par an seulement et que chacun paie 3 pences (six sous) par livre. Sur un gage moyen de 18 livres, les domestiques de Londres paient annuellement aux Bureaux 56.250 livres. Qu'ont-ils en retour pour cette forte somme ?

« Nous savons que des milliers de jeunes filles respectables avec des antécédents irréprochables, sont envoyées vivre avec des patrons dont la moralité ne peut supporter l'examen, et souvent à des centaines de milles de distance; elles s'aperçoivent alors qu'elles sont obligées de quitter leur emploi à la fin du mois, ce qui entraîne une grande dépense et souvent de grandes privations pour ceux dont les ressources sont déjà bien modestes. Le gérant du Bureau sait pertinemment que les domestiques n'ont aucun moyen de

découvrir le caractère des maîtres auxquels on les envoie avant d'avoir vécu avec eux. Les placeurs ont perçu le droit, et, quand on leur reproche leur manœuvre, ils allèguent, avec impudence, leur innocence ; nous savons que d'autres, au contraire, ont été envoyés auparavant et que très probablement ils en enverront encore d'autres pour occuper le poste devenu vacant.

« D'un autre côté, les maîtres ne sont guère mieux traités. De mauvais serviteurs leur sont envoyés, qui négligent leurs devoirs et causent tant de désagréments à leurs patrons, que ceux-ci se figurent que tous sont aussi mauvais ; ils se dégoûtent de la classe tout entière et concluent volontiers que les domestiques sont tous perdus sans rémission.

« Le but du placeur est de provoquer des changements, car plus les domestiques changent, meilleur est son profit.

« Les placeurs, par des insertions dans les journaux ou par d'autres moyens, font croire qu'il y a plus d'emplois vacants que de serviteurs en chômage. Ceci est fait pour engager les parents à mettre leurs enfants en service ; car, si deux serviteurs sont en compétition pour une situation, cela donne aux patrons une plus grande indépendance et une plus grande liberté pour choisir ; ils n'hésitent pas à renvoyer leur domestique à la moindre offense, sachant qu'un autre attend pour s'installer à sa place. Pour quelques sortes de serviteurs, tels que cuisiniers et femmes de chambre, on en demande plus que l'on n'en peut trouver, mais en

général, c'est le contraire. Si quelqu'un met en doute cette assertion, nous le renvoyons aux colonnes du *Morning-Post* et des principaux journaux quotidiens. Ils trouveront que les demandes sont dix fois plus nombreuses que les offres d'emplois. Il y a des milliers d'honnêtes et honorables serviteurs qui chôment pendant des mois avant de pouvoir obtenir une situation; on les voit, par centaines, s'adresser semaine après semaine aux Bureaux de placement pour obtenir une place, mais en vain. De plus, il y a ce fait que des milliers de domestiques vigoureux doivent chercher un refuge dans des *Workhouses*; leur seul crime est d'être trouvés trop vieux pour le service. Comment cet état de choses serait-il possible s'il était vrai qu'il y a plus de situations que de serviteurs? Nous ne pouvons passer sur les iniquités que l'on fait subir à notre classe sous d'autres rapports. Nous faisons allusion aux *Homes* tenus concurremment avec les Bureaux. Que ce soit une spéculation, ce n'est pas douteux: 8 domestiques sont forcés de coucher dans une seule chambre, à deux dans un lit d'une personne et paient 3 sh. 6 d. par tête. Encore est-on peu scrupuleux sur la moralité de ceux qui résident dans ces *homes*. Des jeunes filles innocentes, de la campagne, doivent coucher dans la même chambre et souvent dans le même lit que des femmes immorales, mais elles n'osent pas protester, tremblant d'une menace d'expulsion.

« Combien de temps encore les domestiques supporteront-ils ce traitement? Nous ne le savons, mais

l'avoir enduré si longtemps ne fait pas grand honneur à leur intelligence! »

Dernièrement les placeurs honnêtes de Londres ont formé une fédération, l'*Associated Guild of Registres*, sous les auspices des plus importantes sociétés philanthropiques. Il est très difficile d'en faire partie; aussi patrons et domestiques peuvent-ils avoir toute confiance.

Enfin, la nécessité s'impose d'une loi règlementant les Bureaux de placement et les mettant sous le contrôle administratif.

B. — *Les ouvriers.*

Pour les ouvriers, c'est le placement corporatif qui domine. Les *Trade-Union's*, sont le principal intermédiaire. Leur origine remonte à 1348; elles prirent pour modèle les *Guildes* ou Associations de secours mutuels par corps de métiers, qui, à l'origine, avaient été des corporations de grands ou de petits patrons.

Malgré la décision des autorités de Londres qui voulaient les supprimer en 1383, elles subsistèrent en secret, et, en 1824, une loi, appelée du nom de son auteur *Hume's Law* rendit les Associations ouvrières licites.

En 1875, les *Trade-Union's* furent accusées de conspiration; elles se disculpèrent et, dès lors, bien organisées, elles rendirent de très grands services aux ouvriers.

Elles n'admettent que l'ouvrier sérieux. Il lui faut deux parrains, « dont l'un doit avoir travaillé avec lui,

répondre de sa moralité et de son aptitude à gagner le salaire moyen de la région. L'admission est prononcée à la majorité des membres de la société ». — L'ouvrier doit payer un droit d'entrée variant entre 5 et 20 sh. et une cotisation hebdomadaire de 5 pences à un shilling.

En cas de chômage, les Trade-Union's donnent à leurs membres des secours qui ne sont pas des aumônes et assurent l'indépendance du travailleur que la faim ne tient pas à la merci de l'employeur. Elles fournissent aussi des subventions de voyage à ceux qui vont ailleurs chercher de l'ouvrage. Mais les abus sont à redouter et les Trade-Union's préfèrent opérer elles-mêmes le placement des ouvriers sans travail. Quelques-unes, notamment celle des boulangers de Dublin, défendent à leurs membres de chercher du travail en dehors de leur union. Un ouvrier qui place un camarade reçoit une prime de 6 pences.

Ces *Union's* ont pris un développement considérable et à l'heure actuelle, il existe en Angleterre 1.236 *Union's* avec 1.922.730 membres.

Au moment de la crise qui sévit à Londres, il y a quelques années, des Bureaux municipaux furent créés dont il ne reste aujourd'hui qu'un petit nombre disséminé sur tout le territoire. Ces Bureaux ont pour but de procurer du travail à ceux qui en demandent. Les offres d'emplois sont inscrites sur un tableau à la porte du Bureau. Certains Bureaux acceptent tous les ouvriers, d'autres exigent de bonnes références. Les résultats obtenus par ces Bureaux sont peu brillants.

C. — *Les Marins*

Pour eux, l'embauchage se fait directement entre l'armateur et l'intéressé ou leurs représentants ; mais, dans tous les cas, l'accord doit être constaté par écrit et signé par le maître et l'employé à l'office du *Board of Trade* (ministère du commerce) établi dans chaque port. Les matelots sont pour la plupart embauchés dans les maisons mêmes où ils demeurent en nombre.

La « Fédération maritime » (*Shipping Federation*), association d'armateurs, donne la préférence aux marins qui lui sont affiliées.

III. — *Autriche*

Le placement direct, sans intermédiaire, est le plus usité. Dans la grande industrie, pour les grandes constructions, ce sont les contre-maîtres qui embauchent les ouvriers : c'est là l'occasion d'une exploitation honteuse du travailleur. Les contre-maîtres exigent, en effet, une prime assez forte, proportionnelle au salaire de l'ouvrier. « Cette prime rend les ouvriers tributaires de leurs surveillants, aussi longtemps qu'ils ne se sont point acquittés. La concentration dans la même main de la force disciplinaire et de la qualité de créancier amène parfois une oppression sans limite et une sorte d'atteinte portée au travail de l'ouvrier » (1). Il est vrai que des peines sévères sont édictées contre ceux qui pressurent ainsi les travailleurs, mais combien il est difficile de les découvrir !

Cet embauchage a lieu dans les auberges, cafés, lieux de réunions, sur les places publiques, etc... ; et souvent aussi par l'intermédiaire des journaux.

C'est ainsi que sont embauchés les marins de la marine marchande. Le capitaine trouve dans ces endroits, principalement dans les tavernes, tout le personnel dont il a besoin.

Et dire que cette forme « sauvage » du placement est encore fréquente en Autriche.

(1) Office du Travail. — *Le Placement*, p. 685.

A côté de ce placement rudimentaire et direct, existe le placement par :

les Associations charitables,
les Syndicats professionnels,
les Bureaux de secours et les
Bureaux publics,

les Bureaux de placement privés.

Un Bureau municipal a été créé à Prague en 1897, et un autre à Vienne le 12 septembre 1898. Ils ont donné d'assez bons résultats. Le Bureau de Vienne a opéré, en 1899, 40.378 placements ; il avait reçu 45.780 offres d'emploi et 78.598 demandes. Les ouvriers et ouvrières de métiers ont, dans le plus grand nombre de cas, bénéficié des placements du Bureau municipal, tandis qu'il a été fait peu d'offres d'emplois pour les ouvriers sans métier. L'activité de ce service municipal n'est pas suspendu en temps de grève ; seulement les postulants sont prévenus, le cas échéant, que telle place, déclarée vacante, ressortit à une branche du travail, atteinte par le mouvement gréviste.

Les associations charitables soutiennent surtout les ouvriers pendant les chômages, et leur donnent de l'argent pour voyager à la recherche d'une situation. Une société existant à Vienne et qui a pour but de procurer du travail aux ouvriers sans occupation, mérite une mention spéciale. M. de Plener, le chef du parti des Allemands libéraux, est à la tête de cette société. Celle-ci est composée à la fois de patrons et d'ouvriers. Les patrons paient une cotisation annuelle de 5 à 10 florins et les ouvriers de 50 kreuzer. Tout

ouvrier, pourvu qu'il paie une cotisation d'au moins 10 kreuzer (environ 0 fr. 25) est en droit de recourir à cette société. La société a des succursales à Brünn et à Wiener-Neustadt. Elle opère annuellement un peu plus de 4.000 placements de toutes sortes en moyenne.

— Les corporations ont pour principale obligation de placer leurs membres.

La loi du 15 mars 1883, dans son § 114, dit : *La corporation doit s'occuper des relations entre patrons et ouvriers, spécialement de l'union au point de vue du travail, de la création et de l'installation d'auberges pour les compagnons ainsi que du placement ».*

Le § 116 ajoute : « *Afin de faciliter la rencontre des patrons et des travailleurs, les corporations devront prendre des informations qui seront portées à la connaissance des ouvriers en chômage et de ceux qui offrent du travail. Pour les sociétés qui ont des auberges particulières, ces renseignements qui doivent être fournis à tout le monde dans les localités respectives ».*

Les Bureaux des corporations opèrent annuellement 50.000 placements environ.

Le placement par les syndicats ouvriers est peu important. Ils donnent aussi des secours de chômage et de l'argent en voyage.

L'Institution des Bureaux de secours a quelque analogie avec nos sociétés charitables dépendant de

l'État, l'hospitalité de nuit, par exemple. Ces Bureaux s'efforcent de procurer de l'ouvrage aux trimardeurs et de les attacher à la ville qui les emploie.

Le placement fait par ces intermédiaires est généralement gratuit.

Les Bureaux payants sont soumis à une autorisation préalable du gouverneur de la province. L'ordonnance ministérielle du 28 février 1863, s'inspirant des principes du décret du 25 mars 1852, régit la matière.

L'autorisation d'ouvrir un Bureau de placement n'est accordée que s'il y a absolue nécessité et que pour un but déterminé. Ces Bureaux, généralement, ne sont ouverts qu'aux gens de maison ou aux petits employés (1), et l'autorité exerce sur eux une surveillance active.

Les taxes sont payées par les ouvriers ou les patrons seulement.

La Hongrie a des règles spéciales. La loi de 1884, dans ses § 10 et 15, exige que le placeur obtienne une concession et fournisse une caution.

.
.
.

L'Office du Travail, créé en 1898, au ministère du Commerce autrichien, a élaboré un projet de loi préconisant le placement gratuit.

« Le placement, dit M. Heinrich Adler, de Vienne

(1) Office du Travail. — *Le Placement*, p. 687.

ne se fera plus que par les corporations, les institutions charitables et les Bureaux publics, qui procureront des emplois gratuitement ou en ne percevant qu'une taxe infime. Ces établissements régneront bientôt seuls sur le marché du travail. »

« Un Bureau central sera créé auquel on reliera les Bureaux disséminés sur tout le territoire. Ces Bureaux devront observer la plus stricte neutralité entre patrons et ouvriers. Ils seront, du reste, sous le contrôle des Prud'hommes. »

IV. Belgique

Dans ce pays, c'est encore le placement direct ou personnel qui est le plus usité, sous les trois formes principales suivantes :

La recherche personnelle : l'ouvrier se présente dans les usines où il croit devoir trouver du travail.

Les relations.

Les annonces dans les journaux. Mais l'ouvrier doit craindre l'escroquerie qui souvent se cache sous ces annonces. Le Journal « *La Réforme* », dans son numéro du 2 décembre 1890, raconte le fait suivant : « Comme la Bourse du Travail désirait se rendre compte du bénéfice que l'on pourrait réaliser par ce moyen (il faut, en effet, joindre à la lettre, un timbre de 0 fr. 10 pour la réponse), elle fit insérer une annonce dans un journal promettant une place à qui enverrait son nom et son adresse, en joignant dix centimes pour la réponse. L'annonce coûta 1 fr. 50, et les réponses procurèrent 4 fr. 30 en timbres-poste. Ces timbres furent remis aux envoyeurs, avec un avis, les engageant à montrer à l'avenir quelque défiance pour ces annonces trompeuses ».

Certaines catégories d'ouvriers, ouvriers du bâtiment, bâteliers, ouvriers du port, se réunissent à un endroit déterminé, généralement où s'élevait autrefois la maison de leur corporation ; c'est là que les patrons viennent les embaucher.

Le placement charitable est aux mains d'institutions philanthropiques, civiles et religieuses, qui ne s'occupent que des gens de maison.

. . *

Les Bourses du Travail ont une influence sans cesse grandissante, car elles observent la neutralité la plus complète entre patrons et ouvriers. « Le but de cette institution, dit M. Hector Denis, doit être de mettre en contact direct et permanent, dans un lieu déterminé, l'offre et la demande de travail, de faciliter le placement gratuit des ouvriers, de constituer la statistique du travail sous tous les aspects, de fournir aux ouvriers les renseignements nécessaires concernant l'état du marché » (1).

Le service est gratuit pour les ouvriers; les patrons paient un léger droit d'inscription qui est de 0 fr. 50 à Bruxelles.

Les ouvriers sont inscrits sur un livre par profession et dans l'ordre où ils se présentent.

Quand une place est vacante et qu'une offre vient à être faite, on examine les demandes des ouvriers de la profession correspondante et on les adresse au patron.

Mais il est regrettable que les ouvriers présentés par ces Bourses soient parfois défectueux: aussi les patrons préfèrent-ils l'embauchage direct. Toutefois,

(1) Victor Mataja. — *Le socialisme municipal*, *Revue d'Economie politique*, 1894, p. 976.

à la « *Maison des Ouvriers* » (cercle « *Concordia* », ouvriers catholiques), on n'adresse aux patrons que des ouvriers recommandables.

*
* *

Les syndicats ouvriers mixtes se chargent aussi du placement gratuit de leurs adhérents.

Ils se divisent en :

a) *Syndicats socialistes* : ils placent difficilement leurs adhérents, vu leurs opinions avancées.

b) *Syndicats catholiques*;

c) *Syndicats libéraux* : les ouvriers qu'ils recommandent sont presque toujours embauchés.

*
* *

Les Bureaux de placement payants qui existent en Belgique sont peu nombreux et diffèrent absolument des nôtres.

Ils ne placent que les gens de maison et ont à souffrir de la concurrence des Institutions philanthropiques. Le texte de l'ordonnance de 1816 et celui de la loi du 21 mai 1819, prouvent qu'il en était ainsi déjà à cette époque; ils ne mentionnent, en effet, que ceux qui tiennent des Bureaux de louage pour les domestiques.

Ils jouissent d'une liberté complète. La loi des 2-17 mars 1791 n'imposait aux placeurs que l'obligation de payer patente; le chiffre de cette patente était peu élevé et proportionnel à l'importance de la commune où était situé le Bureau. La loi du 21 mai 1819

a élevé la patente qui varie de 0.75 florins (1 fr. 70) à 285 florins (600 fr.) suivant l'importance du Bureau.

« La patente donnera à la personne à qui elle est accordée, la faculté d'exercer, pendant le temps pour lequel elle a été délivrée et partout où le patenté le jugera convenable, les commerce, profession, métier et débit y mentionnés, à savoir, ceux qui tiennent des Bureaux d'indication, d'adresses ou de louage de domestiques ; ceux qui engagent des matelots ».

*
* *

Quelle est donc, en Belgique, l'institution de placement de l'avenir? A n'en pas douter, ce sont les Bourses de travail, au caractère purement économique, jouissant d'une large autonomie et conservant la neutralité la plus absolue en cas de grève. Et M. Snoy, dans son rapport fait au nom de la section centrale, à la Chambre des Représentants, recommandait les Bourses de travail à l'appui du Gouvernement et des Administrations officielles, n'osant encore demander, comme le voulait M. Hector Denis, « l'organisation du Marché du travail en Belgique par les Conseils de l'Industrie et du Travail, les Colonies agricoles et les Fédérations régionales ou provinciales de ces comices avec l'appui et le concours du service des Postes et Télégraphes et de l'Office national de statistique du Travail ».

V. — *Hollande.*

L'ouvrier hollandais préfère le placement personnel, par relations ou par la voie des journaux.

Pour les marins, ce sont des marchands d'hommes qui pourvoient les navires de leur équipage. Les marins ainsi enrôlés paient une commission de 5 p. % sur le premier mois de gages.

La Compagnie des bateaux pour les Indes et celle des bateaux pour l'Amérique ne se servent pas d'intermédiaires : un de leurs employés est chargé du recrutement de l'équipage. Ce recrutement est gratuit.

Deux sociétés philanthropiques s'occupent du placement des ouvriers pauvres, honnêtes. C'est l'*Armenzorg* et l'*Armée du Salut*. Ces sociétés rendent de très grands services.

Le placement est encore assuré par des colonies ouvrières dont la première, en Hollande, a été fondée, en 1818, à Frederiksvord.

La *Société pour la classe ouvrière* a fondé à Amsterdam, en septembre 1886, une Bourse de travail destinée à placer, moyennant une rétribution très minime, les ouvriers de tous métiers. Cette Bourse a été réorganisée et a fait de rapides progrès. Elle est surveillée par un comité de patrons et d'ouvriers.

Il y a une Bourse à Rotterdam, à Arnhem (1899), et à La Haye (1900).

Une campagne très vive est faite en faveur d'une Bourse centrale nationale qui afficherait chaque semaine, sur toutes les places publiques, une liste des offres et des demandes d'emplois.

*
* *

A Rotterdam, existe une société dite *Mercurius*, qui mérite une mention spéciale ; elle a un double but : perfectionner l'éducation commerciale des employés de commerce et leur faciliter l'obtention d'une place (1).

Pour faire partie du *Mercurius*, il faut avoir 18 ans, être présenté par un des fondateurs et verser une cotisation de 10 florins.

Pour être placé, il faut avoir obtenu un certificat de capacité délivré par la Société, et verser un florin pour l'inscription. Si l'on n'est pas membre du *Mercurius*, il faut verser un florin pour l'inscription et 10 p. % sur les gages de la première année.

Les patrons ont donc toutes les garanties désirables. Aussi le *Mercurius* prend-il beaucoup d'extension.

*
* *

Les Bureaux de placement payants ont peu de succès. Les domestiques préfèrent les annonces des journaux.

Ils ne placent que les bonnes et femmes de ménage, moyennant 5 p. % du salaire annuel.

(1) Cette société a été reconnue par décret royal en mai 1822.

Ces Bureaux sont mal tenus. Il n'y a pas, pour eux, de législation spéciale. Pour ouvrir un Bureau, il suffit de payer les frais de patente.

*
* *

L'opinion publique paraît peu se préoccuper des questions de Bureaux de placement; toutefois, une commission d'enquête, instituée par le Gouvernement, fonctionne, à La Haye, sous la présidence de M. A. Kerdijk, membre de la Chambre néerlandaise.

VI. — *Luxembourg*

Ici nous trouvons un intermédiaire nouveau et gratuit dans le placement : c'est le *Bureau de Poste* avec ses facteurs ruraux.

Le ressort de chaque bureau de poste forme une « Bourse du Travail » (1) Il y a une Bourse générale pour tout le royaume, à la Direction générale des Postes de Luxembourg.

Comment les offres et les demandes se rencontrent-elles ? Chacun, ouvrier ou patron, se rend personnellement au bureau ou adresse une carte postale (2), indiquant ce qu'il veut gagner ou payer. L'administration procède alors à l'affichage des listes du travail dans les 52 bureaux de poste et dans les 101 gares du duché. Ces listes sont également distribuées dans les endroits publics, cafés, restaurants, hôtels, etc...

Tout est centralisé à la Bourse générale et inscrit sur un registre ; un tableau général est alors dressé et corrigé, s'il y a lieu, jour par jour ; et, à la fin de la semaine, envoyé aux Bourses régionales qui l'affichent.

Pour avertir les bureaux du retrait de l'offre ou de

(1) Arrêté du 19 novembre 1892 : article 1^{er}. « *L'administration des postes et télégraphes est chargée provisoirement des opérations des Bourses du Travail qui ont pour objet la transmission des offres et demandes de travail entre patrons et ouvriers* ».

(2) Depuis quelques années, les facteurs ruraux doivent toujours avoir sur eux un certain nombre de cartes formulaires, qu'ils donnent gratuitement sur demande.

la demande, on a créé des cartes postales gratuites. Les facteurs doivent aussi demander aux personnes inscrites s'il faut ou non les maintenir sur les listes.

Ce mode nouveau de placement n'a pas eu tout le succès qu'on pouvait espérer. Nous pouvons nous en convaincre par les résultats que nous donnent les Bulletins de l'Office du travail français.

En 1896, il y a eu :

571 demandes d'emplois,
3.094 offres d'emplois
et 3.149 travailleurs placés.

En 1897, il y a eu :

420 demandes d'emplois,
3.420 offres d'emplois
et 3.444 travailleurs placés.

En 1898, 389 demandes d'emplois,
4.370 offres d'emplois
et 4.119 travailleurs placés.

En 1899, 332 demandes d'emplois,
4.554 offres d'emplois
et 4.219 travailleurs placés.

En 1900, 351 demandes d'emplois,
5.214 offres d'emplois
et 4.894 travailleurs placés.

Ces bourses d'un nouveau genre ont le grand inconvénient de ne donner aucun renseignement sur la moralité et la capacité de l'ouvrier. De plus, elles tiennent trop le patron à la merci de l'ouvrier qui

peut se montrer d'autant plus exigeant que les besoins du patron sont plus grands.

Aussi préfère-t-on l'embauchage direct.

*
* *

Il existe aussi des Bureaux de placement, mais seulement pour domestiques.

Ce service n'est pas encore réglementé dans le Grand-Duché. Il suffit de se conformer aux dispositions du Code Civil.

\

VII. — *Russie*

A côté du placement direct, par la voie des journaux ou par recommandations — placement qui est le plus usité — il existe pour les ouvriers et les employés deux sociétés de placement.

1° *La Société pour la propagation des connaissances commerciales* ;

2° *La Société de secours mutuels des commis de Saint-Petersbourg, fondée en 1890.*

Un ukase impérial de 1895 a déterminé l'action des associations charitables en matière de placement.

Les associations coopératives ou *artèles* se chargent de placer les ouvriers qui ne travaillent industriellement qu'une partie de l'année, consacrant le reste aux travaux de la campagne. Elles ont à leur tête un chef appelé *staroste*. Au printemps, le staroste part seul pour la ville, arrête les conditions du travail avec les industriels, puis il revient chercher ses compagnons après les fêtes de Pâques. Le staroste touche les salaires et les répartit entre les membres de l'association.

Dans les ports et dans les gares, il y a des *artèles* permanentes qui s'occupent des déchargements, des messageries.

Quand aux matelots de la marine marchande, ils

sont recrutés directement parmi les anciens marins de la flotte de guerre.

*
* *

Une institution dont l'action bienfaisante ne tardera pas à se faire sentir et dont la création était réclamée depuis longtemps vient d'être fondée par la colonie française de Saint-Petersbourg.

Dans les premiers jours de novembre 1903, a été inauguré à Saint-Petersbourg un *Home* pour les institutrices françaises, très nombreuses en Russie, et qui n'avaient aucun asile lorsqu'elles étaient momentanément sans place. C'est pour les soustraire à la promiscuité gênante des hôtels meublés et leur éviter d'avoir recours à certains Bureaux de placement peu recommandables que l'on décida la création de ce home.

De plus, le *home* français doit être un intermédiaire obligeant et gratuit entre les institutrices et les familles qui pourront s'y adresser et auxquelles on ne recommandera que des personnes de toute confiance et des institutrices diplômées.

*
* *

Il existe à Saint-Petersbourg des Bureaux payants pour les domestiques seulement, les institutrices et les nourrices.

Ces Bureaux sont peu nombreux.

Pour les ouvrir, il suffit d'obtenir l'autorisation du grand-maître de police de la ville et de déposer un cautionnement de 2.000 roubles. Les propriétaires de

ces établissements paient, en outre, des droits de patente de 200 à 300 roubles, ainsi que l'impôt sur le revenu.

Ces Bureaux ne donnent pas de très bons résultats, car, dit l'Office du Travail, « ils ne jouissent pas de la confiance du public. Les Bureaux ne pouvant répondre des gens qu'ils placent, beaucoup de maîtres hésitent à recourir à leur intermédiaire : ils préfèrent employer la voie des annonces et exigent des recommandations personnelles ».

« Au point de vue politique, ils ne jouent aucun rôle et il n'en est jamais question dans la presse ».

« Les différends entre les propriétaires de ces Bureaux et les tiers qui s'en servent sont du ressort du juge de paix ; ils n'ont jamais qu'un caractère privé ».

VIII. — *Suède et Norvège.*

Pour les ouvriers et employés, c'est l'embauchage direct qui prédomine. Il n'y a pas une réglementation spéciale.

Une ordonnance royale du 4 juin 1868 réglemente l'embauchage des matelots. C'est un placement personnel et direct. Il existe un Bureau d'inscription maritime.

Quelques ouvriers préfèrent recourir aux Bureaux de placement payants.

*
* *

Quant aux domestiques, une loi de 1833 réglait leurs conditions d'embauchage, mais elle est aujourd'hui tombée en désuétude. Actuellement toute personne qui entre en service pour la première fois doit être munie d'un certificat de bonne vie et mœurs. Si elle a déjà servi, elle doit présenter un certificat de son dernier maître. On convient des gages et autres conditions ; le maître remet au domestique les arrhes stipulées ; l'engagement ne peut être résilié que du consentement des deux parties.

Une ordonnance du 28 novembre 1884 réglemente les Bureaux de placement et fixe les conditions nécessaires pour ouvrir un Bureau : il faut être suédois, jouir d'une bonne réputation et avoir la libre disposition de ses biens.

Le placeur ne peut, sous peine d'amende, s'adjoindre un employé ou un agent s'il n'en a obtenu l'autorisation ; il ne peut placer qu'en Suède et en Norvège. Il doit tenir un registre des personnes placées.

Si le placeur procure une place à l'Etranger, il doit déposer une caution pour faire face aux réclamations qui pourraient lui être adressées. Un contrat est rédigé en Suédois et traduit dans la langue du pays étranger ; il indique :

1° *Le genre et la durée du travail ou du service ;*

2° *Le montant des gages ;* il est interdit de stipuler que les frais de voyage seront retenus sur les gages.

De plus, si le domestique est renvoyé sans motif plausible, on ne touche pas les gages fixés, le placeur doit lui rembourser le solde des gages et les frais de retour en Suède.

Une très vive campagne fut menée contre les Bureaux de placement et elle aboutit à la loi du 12 juillet 1896.

L'autorisation d'ouvrir un bureau émane de la police dans les villes et du président de district dans les provinces. Elle peut toujours être retirée.

Le placeur ne peut être aubergiste. Il est responsable des renseignements qu'il donne.

L'autorité communale fixe le tarif du placement.

Le 30 octobre 1896, l'administration communale de Christiania décidait d'aménager un Bureau « dans le but de faciliter la rencontre des donneurs et des chercheurs de travail et de procurer du travail aux personnes en chômage. » Ce Bureau est placé sous la

conduite d'une partie de l'administration communale et régi par les statuts du comité d'initiative du 9 avril, qui déterminent la direction du Bureau, la composition du Conseil d'administration, etc. Les frais sont supportés par l'administration communale.

Ce Bureau, créé en 1898, a donné jusqu'à présent de bons résultats.

La direction comprend un nombre égal de patrons et d'ouvriers. En cas de grève, le Bureau cesse de fonctionner pour l'industrie intéressée.

En Suède, l'avenir semble donc favorable aux Bureaux municipaux.

Une assemblée d'employeurs et d'employés, tenue à Bankeberg, le 27 juin 1892, avait déjà, à l'unanimité, demandé la suppression des Bureaux de placement ordinaires. A leur lieu et place, il y aurait eu « dans chaque paroisse, une personne chargée de recevoir les certificats et d'indiquer les places vacantes, sans aucune rétribution.

L'emploi des insertions et annonces était également recommandé.

IX. Suisse

Les modes de placement varient, en Suisse, suivant les Cantons.

Mais, d'une façon générale, nous rencontrons

le placement direct

- par œuvre charitable.
- par les syndicats.
- par les municipalités.
- par les Bureaux privés.

I. *Placement direct*

L'ouvrier qui demande personnellement du travail doit prouver ses capacités; on le prend à l'essai et au bout d'un certain temps, il est admis définitivement ou non.

A Genève, tous les dimanches, il y a un marché d'ouvriers, appartenant pour la plupart à l'agriculture.

II. *Placement charitable*

Il s'exerce surtout en faveur des jeunes filles (Saint-Gall, Zurich, Neubourg, etc...) — A Bâle, un Bureau gratuit s'occupe spécialement des hommes. — Dans le canton de Thurgovie, une colonie ouvrière a été ouverte en 1895. — A Genève, le Conseil d'État a aidé à la formation d'un *Bureau du Travail*, gratuit pour les ouvriers; les patrons de Genève, ont

seuls à payer une rémunération de 1 fr.; pour ceux des autres cantons, elle est de 2 fr.; les étrangers paient 5 fr. — Le *Lien fraternel* est un Bureau pour les femmes; il a été fondé en 1886. Il y a en outre un Bureau catholique et un Bureau protestant, mais, comme celle de toute institution religieuse, leur sphère d'action est assez limitée. Il y a, enfin, une société pour l'assistance par le travail.

Dans toute la Suisse, il y a des *Naturalverpflegungstationen*, s'occupant également du placement.

III. — *Les Syndicats*

Depuis 1873, les Syndicats, aidés par les municipalités, ont pris une extension considérable; ils ont presque monopolisé le placement et cela dans l'intérêt des ouvriers.

Dans des congrès tenus, l'un à Olten, en 1890, l'autre en avril 1893 à Bienne, les ouvriers réclamaient les syndicats obligatoires. Le peuple suisse, par 158.492 voix contre 135.713, repoussa, le 4 mars 1894, un projet de loi en ce sens. Ce serait, en effet, un retour fâcheux aux maîtrises.

A Zurich, depuis le mois d'avril 1887, il y a une Bourse du Travail « pour défendre, en dehors de toutes questions de partis ou de religions, les intérêts de la classe ouvrière ». En cas de grève, le placement est suspendu pour la profession en grève et ne reprend que lorsqu'il en a été ainsi décidé par un conseil d'arbitrage reconnu en cette qualité par les ouvriers et dans

lequel ils sont représentés en nombre égal par les patrons. Si les patrons refusent l'arbitrage, la Bourse se réserve le droit d'agir comme il appartiendra d'accord avec le syndicat ouvrier intéressé.

Depuis 1897, il y a une Chambre du Travail; elle organise « le placement et les secours de voyage des syndicats, crée un Bureau de renseignements et installe des moyens d'éducation sociale » (art. 2 des statuts). Son action augmente tous les jours.

A Zurich, nous trouvons encore le *Bureau central de placement de la Société suisse des Commerçants* qui facilite aux commerçants l'engagement des employés, associés et représentants. Il exige la moralité et la capacité de ceux qui s'adressent à lui; ils doivent acquitter une taxe d'inscription et une taxe de placement.

Il y a également un Bureau de chômage.

A Genève, il y a une Bourse du Travail depuis 1895, dans le but d'établir « une relation aussi rapide que possible entre la demande et l'offre du travail... et donner des renseignements sur les contrats de louage de service ». Le service est gratuit.

IV. — *Les Municipalités*

A Berne, à Saint-Gall, il y a des bureaux publics dus à l'initiative des municipalités.

Depuis 1896, existe un bureau municipal gratuit pour les ouvriers qui mérite d'être signalé. Il se charge de la publication des offres et des demandes d'emplois,

ainsi que du placement des apprentis. « Il y a une section spéciale pour les hommes et une autre pour les femmes. Le président est un membre du Conseil municipal. La direction de la section féminine peut être confiée à une commission de dames » (1). Il y a un gérant et une gérante. « Au cas d'une cessation manifeste du travail, le bureau, sur l'ordre de la commission directrice, interrompt le placement en ce qui concerne le ou les industries en grève. Si toute entente par médiation est impossible, la commission directrice décide où et quand le bureau peut recommencer à faire le placement. (2).

A Berne, depuis 1898, il y a un Bureau municipal, sur le modèle de celui de Winterthür. L'établissement perçoit une légère taxe comme intermédiaire du travail. La fixation du tarif est faite par le Conseil municipal sur présentation de la Commission (art. 8 des statuts).

Toujours sur le même modèle, existait à Saint-Gall, un Bureau municipal, depuis le 14 novembre 1887. On n'y acceptait que des ouvriers jeunes et célibataires. Et, après une courte existence de trois années, il devait disparaître devant la concurrence des établissements privés.

A Bâle, depuis la loi du 10 mars 1892, il y a un Bureau public de placement, dépendant du département de l'Intérieur. Un droit minime est perçu pour

(1) Ordonnance du 16 février 1896, *art.* 1, 2, 5, 7.

(2) Ordonnance du 16 février 1896. — *Art.* 13.

le placement. En cas de grève, le bureau peut cesser de fonctionner, mais il n'y est pas obligé. La décision, sur ce point, est soumise à l'approbation du Conseil du Gouvernement. Les ouvriers doivent présenter leurs certificats et leurs papiers. Les offres et les demandes d'emplois sont publiées deux fois par semaine dans le journal du canton ainsi que dans les journaux quotidiens qui veulent bien en faire l'insertion gratuite.

Le Bureau, lors de l'inscription, perçoit pour ces services, autant des patrons que des ouvriers les taxes suivantes.

	Ouvriers	Patrons
1° <i>Terrassiers, manœuvres, novices, ouvriers de fabriques, journaliers et journalières.</i>	0.20	0.40
2° <i>Apprentis et artisans . . .</i>	0.30	0.60
3° <i>Domestiques, personnel de brasseries, apprentis de commerce, commis</i>	0.50	1 »

Les patrons étrangers paient une taxe double.

Les taxes, payables en entrant, ne sont pas remboursées si le placement n'aboutit pas.

Ce Bureau a donné de très bons résultats.

Aussi l'opinion des hommes politiques, sans distinction de partis, paraît très favorable au développement le plus grand possible des Bureaux de placement, sur le modèle de ceux de Genève, Bâle et Berne.

V. *Bureaux privés*

Il en existe dans les principales villes et ils sont régis par les règlements communaux.

A Lucerne, les Bureaux privés sont soumis à l'ordonnance du Conseil du gouvernement du 19 août 1881. Le placeur doit obtenir une autorisation valable pour un an et renouvelable moyennant un droit de cinq ans. Il est sous le contrôle de la police.

Dans le canton de Saint-Gall, depuis le règlement du 11 janvier 1898, le placement est gratuit pour les employeurs. Les employés paient un droit d'inscription variant de 0 fr. 30 à 1 fr. 60; en cas de placement, ils subissent une faible retenue sur leurs gages.

En Suisse, un essai de fédération des Bureaux pour le placement à l'Étranger et à l'intérieur aboutit en 1875, à un concordat entre les cantons de Berne, Fribourg, Vaud, Valais, Neuchâtel et Genève, pour la protection des jeunes gens à l'étranger.

« Il est défendu d'envoyer hors de Suisse des jeunes gens ou jeunes filles au-dessous de 20 ans; il est interdit aux magistrats de leur délivrer des passeports si ce n'est après avoir consulté les parents ou tuteurs. »

Un nouveau concordat a été signé le 13 février 1892 entre les cantons de Berne, Vaud, Valais, Fribourg, Neuchâtel et Genève « pour étendre aux domestiques à l'intérieur du pays les dispositions protectrices assu-

rées aux jeunes gens placés à l'Etranger, par le Concordat de 1875. »

Enfin, le règlement intercantonal du 26 mars 1887 a réglé l'émigration des jeunes Suissesses en Autriche-Hongrie.

Signalons, en terminant, qu'un projet sur le placement réel et gratuit, établissant le droit au travail, fut repoussé au plébiscite du 3 juin 1894, par 308.289 voix contre 75.880.

X. *Etats-Unis*

Associations charitables,

Bureaux publics,

Bureaux privés,

telles sont les institutions de placement aux Etats-Unis.

Les journaux sont également un intermédiaire principal du placement.

Enfin l'embauchage direct est assez fréquent.

I. *Placement charitable*

Depuis 1895, s'est fondée à New-York, une association « pour l'amélioration de la condition des pauvres », dans le but de faciliter le placement gratuit.

II. *Bureaux publics*

Le premier Bureau public a été créé, en 1890, par l'Etat d'Ohio, après une enquête faite en Europe au cours de l'Exposition de 1889.

D'après les actes du 28 avril 1890 et du 24 mars 1891, il doit y avoir, dans chaque ville de l'Etat, un Bureau de placement public et gratuit, ayant à sa tête un gérant. « Les gérants font chaque jeudi une liste détaillée des offres et des demandes d'emploi qu'ils enverront au commissaire; celui-ci dressera un état général qu'il enverra aux gérants, le lundi suivant. »

En 1895, un Bureau analogue a été créé dans l'Etat de Montana et dans la Californie ;

En 1896 (loi du 28 mai), dans l'Etat de New-York ;

En 1897 (acte du 13 avril), dans le Nebraska et dans le Missouri.

Dans chaque Bureau, il y a un registre pour les employeurs et un autre pour les employés. Quand un patron se présente au Bureau, on lui donne plusieurs adresses de personnes inscrites sur le registre et dont la demande correspond à l'offre. Les parties se mettent alors en rapport directement et n'ont d'autres frais à supporter que le port des lettres.

Au cas de discussion à propos du travail, ou d'un conflit quelconque, les Bureaux doivent observer la plus stricte neutralité.

III. *Bureaux privés*

A part quelques Bureaux honnêtes, c'est la honteuse exploitation de l'ouvrier. « On en a trouvé une grande majorité qui l'emportait sur les pires tripots et les maisons de jeu de la ville. Mais ce système de vol est si habilement dissimulé qu'il est presque impossible de les condamner ».

Aussi de nombreux États ont-ils pris des dispositions spéciales contre les Bureaux de placement : c'est le Missouri en 1889 ; les Massachussets, en 1894 ; pris le Colorado, la Pensylvanie, les États de New-York, du Maine, de Montana, etc.

En général, il faut une licence délivrée par l'auto-

rité municipale moyennant l'acquit d'un certain droit, fournir une caution et des garanties de capacité et de moralité.

Dans l'Etat de New-York, il est en outre défendu de percevoir un droit avant d'avoir procuré un emploi.

*
* *

Un heureux avenir semble ouvert aux Bureaux publics ; dès maintenant, ils donnent de grandes espérances et, comme ils n'admettent que les ouvriers capables, les patrons s'adressent à eux en toute confiance.

^

APPENDICE

LOI SUR LES BUREAUX DE PLACEMENT

Le 17 mars dernier a été promulguée, au *Journal Officiel*, la loi relative au placement des employés ou ouvriers des deux sexes et de toutes professions. En voici les divers articles :

« Article premier. — *A partir de la promulgation de la présente loi, les Bureaux de placement payants pourront être supprimés moyennant une juste indemnité.*

Tout bureau nouveau, créé en vertu d'une autorisation postérieure à la promulgation de la présente loi, n'aura droit, en cas de suppression, à aucune indemnité.

Le bureau devenu vacant par le décès du titulaire ou pour toute autre cause avant l'arrêté de suppression pourra être transmis ou cédé.

« Art. 2. — *Les Bureaux de placement gratuits créés par les Municipalités, par les Syndicats professionnels ouvriers, patronaux ou mixtes, les Bourses du travail, les Compagnonnages, les Sociétés de*

secours mutuels et toutes autres associations légalement constituées, ne sont soumis à aucune autorisation.

« Art. 3. — *Les Bureaux de placement énumérés à l'article précédent, sauf ceux qui sont créés par les municipalités, sont astreints au dépôt d'une déclaration préalable effectuée à la mairie de la commune où ils sont établis. La déclaration devra être renouvelée à tout changement de local du bureau.*

« Art. 4. — *Dans chaque commune, un registre constatant les offres et demandes de travail et d'emploi devra être ouvert à la mairie et mis gratuitement à la disposition du public. A ce registre sera joint un répertoire où seront classées les notices individuelles que les demandeurs de travail pourront librement joindre à leur demande. Les communes comptant plus de 10.000 habitants seront tenues de créer un Bureau municipal.*

« Art. 5. — *Sont exemptées du droit de timbre les affiches, imprimées ou non, concernant exclusivement les offres et demandes de travail et d'emploi, et apposées par les Bureaux de placement gratuits énumérés dans l'article 3.*

« Art. 6. — *Tout gérant ou employé d'un Bureau de placement gratuit qui aura perçu une rétribution quelconque à l'occasion du placement d'un ouvrier ou employé sera puni des peines prévues à l'article 9 ci-dessous.*

« Art. 7. — *L'autorité municipale surveille les Bureaux de placement pour y assurer le maintien*

de l'ordre, les prescriptions de l'hygiène et la loyauté de la gestion. Elle prend les arrêtés nécessaires à cet effet.

« Art. 8. — *Aucun hôtelier, logeur, restaurateur ou débitant de boissons ne peut joindre à son établissement la tenue d'un Bureau de placement.*

« Art. 9. — *Toute infraction, soit aux règlements faits en vertu de l'article 7, soit à l'article 8, sera punie d'une amende de seize francs (16 fr.) à cent francs (100 fr.) et d'un emprisonnement de six jours à 1 mois, ou de l'une de ces deux peines seulement. Le maximum des deux peines sera appliqué au délinquant lorsqu'il aura été prononcé contre lui, dans les douze mois précédents, une première condamnation pour infraction aux articles 6 et 8 de la présente loi.*

Tout tenancier, gérant, employé d'un bureau clandestin, sera puni des peines portées à cet article.

Ces peines sont indépendantes des restitutions et dommages-intérêts auxquels pourront donner lieu les faits incriminés.

L'article 463 du Code pénal, ainsi que la loi du 26 mars 1891, sont applicables aux infractions indiquées ci-dessus.

« Art. 10. — *Les pouvoirs ci-dessus conférés à l'autorité municipale seront exercés par le Préfet de police pour Paris et le ressort de sa préfecture, et par le Préfet du Rhône pour Lyon et les autres communes dans lesquelles il remplit les fonctions qui lui sont attribuées par la loi du 24 juin 1851.*

« Art. 11. — 1^o A partir de la promulgation de la présente loi, un arrêté pris à la suite d'une délibération du Conseil municipal pourra, à charge d'une indemnité représentant le prix de vente de l'office et qui, à défaut d'entente, sera fixé par le Conseil de préfecture, rapporter les autorisations données en vertu du décret du 25 mars 1852 ;

2^o Les indemnités dues aux Bureaux de placement payants supprimés dans le délai de cinq années seront fixées d'après l'état de ces Bureaux à l'époque de la promulgation de la présente loi ;

3^o Les Bureaux faisant le placement pour une même profession déterminée devront être supprimés tous à la fois, par un même arrêté municipal ;

4^o Les indemnités aux tenanciers des Bureaux de placement seront à la charge des communes seules ;

5^o En cas de décès du titulaire avant l'arrêté de suppression, l'indemnité sera due aux ayant-droits et leur sera payé lorsque l'arrêté aura été pris.

A partir de la promulgation de la présente loi, les frais de placement touchés dans les Bureaux mainlenus à titre payant, seront entièrement supportés par les employeurs, sans qu'aucune rétribution puisse être reçue des employés.

Toute infraction à cette prescription sera punie des peines édictées à l'article 9 de la présente loi.

« Art. 12. — Sont et demeurent abrogées toutes les dispositions contraires à la présente loi.

Les Bureaux de nourrice ne sont pas visés par la présente loi et restent soumis aux dispositions de la

loi du 23 décembre 1874, relative à la protection des enfants du premier âge.

Les agences théâtrales, les agences lyriques et les agences pour cirques et music-halls ne sont pas soumises aux prescriptions de la présente loi

« Art. 13. — La présente loi est applicable à l'Algérie.

Ainsi donc, deux catégories de Bureaux de placement sont soustraites à l'application de cette loi : ce sont les Bureaux des nourrices qui restent soumis à la loi du 23 décembre 1874, et les agences lyriques et théâtrales qui restent soumises au décret du 25 mars 1852.

Enfin, le 11 mars, le Conseil municipal de Paris a décidé la suppression totale, mais par étapes, des Bureaux de placement, et a invité le Préfet de police à indiquer les charges budgétaires imposées par la loi.

CONCLUSION

Au cours de cette étude sur le placement des travailleurs, nous avons pu constater que trois thèses se trouvaient en présence.

La première est celle de la suppression immédiate, réclamée par les socialistes et quelques libéraux. Ceux-ci reprochent aux tenanciers des Bureaux payants de percevoir une commission avant le placement, de mettre aux enchères les bonnes places, de s'entendre avec certains patrons pour déplacer fréquemment les employés de façon à toucher plus souvent la prime, de s'occuper en même temps de la vente des fonds de commerce, de faire venir dans les grandes villes un nombre d'ouvriers trop considérable pour les besoins de l'industrie, de favoriser le vagabondage et la mendicité en chassant ceux qui ne peuvent verser la provision exigée, de se faire, enfin, les pourvoyeurs des maisons de tolérance. Et pour couper court à ces abus — qu'ils n'ont jamais pu prouver — les adversaires des Bureaux autorisés réclament leur suppression immédiate.

Jusqu'à présent, peu nombreux sont les partisans de cette suppression immédiate, qui, pour nous, serait une grave atteinte au principe de la propriété en

même temps qu'une véritable spoliation ; et la Chambre des Députés, avant d'adopter définitivement le projet du Sénat, n'avait décidé la suppression des Agences de placement que dans un délai de cinq ans et moyennant le versement préalable d'une indemnité égale au prix d'achat du bureau, sans toutefois pouvoir dépasser le bénéfice total des trois exercices antérieurs à la promulgation de la loi.

Quand à nous, il nous est impossible d'admettre cette thèse. La suppression des Bureaux de placement, en effet, pourrait entraîner de graves inconvénients pour les travailleurs. Le placement gratuit, nous le verrons tout à l'heure, n'est pas suffisamment organisé pour satisfaire aux besoins des travailleurs, et il y aurait impossibilité matérielle de substituer du soir au lendemain une organisation de bureaux gratuits à l'organisation des bureaux payants. De plus, les ouvriers, en s'adressant en masse aux Bureaux autorisés, prouvent leur utilité, et les socialistes sont mal venus à reprocher aux placeurs le prélèvement d'une taxe sur le travail. Le placeur exerce un métier, des charges lui sont imposées, il doit avoir une certaine capacité. Rien n'est donc plus légitime que cette rétribution qu'il perçoit et qui n'est, en somme, que le salaire de son travail.

La 2^e thèse, qui vient de triompher devant le Parlement, est celle de la suppression avec indemnité, facultative pour les Municipalités.

La question est posée de savoir qui paierait cette

indemnité. Serait-ce la commune ? Serait-ce la commune, le département et l'Etat ? A notre avis, le Législateur a eu raison de décider que l'indemnité serait à la charge de la commune seule. Puisque la commune a le droit absolu de supprimer les Bureaux payants, elle doit en supporter seule les charges. Leur suppression, en effet, n'est pas d'intérêt général et il serait inique qu'un département entier dût contribuer à une dépense imposée par un chef-lieu. « Si la commune défait, a dit avec raison M. de Sal, elle défait pour elle ».

Considérant également que le paiement par l'ouvrier de la taxe de placement était une mesure inhumaine et une cause d'animosité entre placeurs et ouvriers, les Chambres ont décidé que cette taxe serait acquittée par l'employeur. Nous estimons que c'est là encore aller contre l'intérêt de l'ouvrier. C'est, en effet, avec le salaire que l'on doit payer la prime due au placeur, parce que c'est là un moyen d'augmenter ce salaire. Dans toutes les professions, en effet, le droit de placement est proportionnel au salaire ; le placeur a donc intérêt à ce que ce salaire soit le plus élevé possible. Nous pensons, en outre, que le travailleur a le droit incontestable de demander à qui bon lui semble de lui procurer une place moyennant une prime sur le produit de son travail.

Nous ne pouvons enfin admettre cette thèse de la suppression facultative, parce que, à l'heure actuelle, les Syndicats et les Bourses de Travail, les Bureaux municipaux, les Œuvres de bienfaisance ou les Sociétés

de secours mutuels, sont absolument incapables de remplacer les Bureaux autorisés.

Nous reconnaissons qu'il est pénible pour le travailleur d'être obligé de payer et parfois d'être rançonné pour trouver à gagner sa vie ; nous admettons, avec M. Yves Guyot, qu'il soit de l'intérêt de tous que l'existence de tous soit assurée par le travail, que c'est même là un devoir social, mais donner le monopole du placement — et le système de la suppression facultative doit forcément y amener — serait leur mettre aux mains un terrible instrument d'oppression. Chez nous, en effet, les Syndicats et les Bourses du Travail, au lieu de rester en dehors de la politique, comme en Angleterre et en Allemagne, sont, au contraire, entre les mains des socialistes des instruments de lutte contre le capital. Ils ont à leur suite des gens sans aveu qui s'imposent à la masse par leurs violences et leur brutalité. Semant la haine et prêchant la révolte, sans autre but que le triomphe de leurs idées politiques, ils s'occupent bien peu des besoins des travailleurs, reléguant au second plan leur rôle économique.

Si les Bureaux des Syndicats et des Bourses du Travail arrivent à ne s'inspirer que de leurs sentiments de générosité, de solidarité, de mutualité, le temps fera son œuvre et le placement gratuit pourra satisfaire la masse des travailleurs : de ce fait, et sans suppression arbitraire, les Bureaux autorisés auront vécu.

Mais, actuellement, patrons et ouvriers ne s'adressent à eux qu'avec défiance, les premiers ne voulant point aliéner leur liberté aux mains d'une coterie, les seconds

ne voulant point, de gaité de cœur, ouvrir la porte de leurs usines à des révolutionnaires avérés.

C'est à peine si les Syndicats et les Bourses du Travail placent dix pour cent des travailleurs. Le placement professionnel serait cependant la meilleure forme du placement, mais pour le réaliser, il faudrait une entente complète entre employeurs et employés. Il faudrait constituer des Bureaux mixtes, composés moitié de patrons et moitié d'ouvriers.

Malheureusement, trompés par des politiciens qui trop souvent ne vivent que de leurs souffrances, les ouvriers refusent de s'adresser à ces Bureaux qui permettraient de débattre librement et sans contrainte, en même temps que sans animosité, leurs intérêts communs et de réaliser enfin l'union si désirable entre ouvriers et patrons, entre le capital et le travail.

A côté des Syndicats et des Bourses de Travail, nous voudrions voir fonctionner les Sociétés commerciales de travail. Nous avons pu nous rendre compte, au cours de cette étude, des avantages immenses qu'elles procureraient aux travailleurs, employeurs et employés. Le « salariant », en effet, y trouverait des garanties de qualité et de durée pour un temps déterminé, lui permettant d'établir son prix de revient; le salarié, de son côté, n'aurait pas à craindre le chômage. Mais les uns et les autres voient ces Sociétés d'un mauvais œil et ne veulent pas en faire l'expérience.

Quant aux Bureaux municipaux, leurs essais, en

général, ont été peu satisfaisants et, gérés avec indifférence, envahis aussi par la politique, ils ne rendent pas tous les services qu'on en pourrait attendre. Et si les patrons ne s'y adressent pas, ce n'est point parce qu'on ne fait pas appel à leur intérêt, mais seulement parce qu'ils n'y trouvent pas des ouvriers recommandables.

Les Institutions charitables, enfin, ne peuvent également prétendre à un rôle prépondérant dans le placement. Leur clientèle ne se compose généralement que d'ouvriers âgés et incapables, et leur rôle sera toujours et uniquement de leur assurer le morceau de pain nécessaire à la vie. Du reste très peu nombreuses, ces Institutions ne prennent aucune extension et les socialistes, réclamant le monopole pour les Syndicats et les Municipalités, leur refusent tout droit à l'existence comme intermédiaire dans le placement.

Ainsi, malgré tous les avantages que pourrait donner aux travailleurs le placement gratuit, il nous semble préférable, — et c'est la thèse que nous adoptons, — de laisser subsister à côté de lui le placement payant.

Mais à quel régime doit-on le soumettre ?

Le système de la liberté soumise à des conditions restrictives est pour nous le meilleur. Il ne faut pas, en effet, que le placeur puisse impunément abuser de l'ouvrier sans travail et sans ressources, et le Gouvernement en vertu de son droit de police et de son devoir de tutelle générale, a l'obligation d'intervenir et de

faire sentir son action toutes les fois qu'il se manifeste des abus dans l'ordre industriel.

Or, devant l'insuffisance de la législation de 1852 à réprimer les abus dont les placeurs se rendent coupables, certains ont pensé que le seul remède efficace serait la liberté complète.

Les abus, dit l'école libérale, disparaîtraient d'eux-mêmes par le libre jeu de la concurrence; chacun pourrait ouvrir un Bureau après une simple déclaration et les ouvriers sauraient distinguer le placeur sérieux du placeur malhonnête et les agences clandestines, où le travailleur est si honteusement exploité, ne tarderaient pas à disparaître.

Cette opinion a malheureusement contre elle les résultats de l'expérience. De la Révolution au décret de 1852, ce système a été la source d'abus scandaleux qui ne manqueraient pas de se reproduire et loin de faire disparaître les agences clandestines, il favoriserait leur développement. « La liberté absolue, sans surveillance, ou ce qui revient au même, sans possibilité de surveillance, attachant une enseigne de placeur à chaque débit, à chaque bouge, à chaque devanture de marchande à la toilette, ce serait la liberté de l'exploitation dans l'impunité. — Cette liberté s'appelle licence. Elle ne pourrait que favoriser non le travail, mais l'escroquerie et la débauche. Nous avons vu à l'œuvre quelques agences clandestines, nous verrions désormais se généraliser leur commerce honteux. Ce serait laisser consommer à la fois la ruine des simples et la ruine des mœurs. »

Pour nous, nous estimons que les placeurs doivent obtenir une autorisation administrative pour l'ouverture de leurs agences, et doivent être soumis à une réglementation minutieuse et sévère. Nous voudrions voir les municipalités exercer sur tous leurs actes un contrôle sérieux et efficace, aidées en cette fonction par les Inspecteurs du travail, protecteurs tout désignés des ouvriers. Nous voudrions aussi qu'elles ne craignent point de dénoncer les infractions dont les placeurs se rendent coupables dans leur gestion. Il faudrait que tout abus fût sévèrement réprimé, les pénalités aggravées.

Nous voudrions également, sinon la suppression du droit d'inscription, tout au moins une notable réduction de ce droit, et l'abaissement du droit de placement, qui serait fixé par décret, et serait le même pour chaque profession et pour une région déterminée.

Favoriser et encourager, enfin, tous les modes de placement gratuit qui sont ou seraient de nature à simplifier et faciliter les relations entre employeurs et employés, tout en conservant le placement payant exercé par des particuliers sous la condition de l'autorisation administrative, ce serait là, croyons-nous, la meilleure solution à donner à la question du placement et le projet de 1898, comme celui de 1902, modifié en ce sens, donnerait, nous en sommes convaincus, d'excellents résultats. Les Bureaux municipaux dans leur forme administrative, les Syndicats et les Bourses du Travail, ont, en effet, besoin d'une concurrence

qui leur inspire la prudence et la pondération. Supprimer les Bureaux autorisés serait s'engager dans une voie périlleuse ; ce serait enfreindre, enfin, les principes libéraux proclamés par la Révolution.

VU :

VU : *Le Professeur, Président de la Thèse,*
Le Doyen, E. VILLEY.
E. VILLEY.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Université de Caen,
E. ZEVORT.

v

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

- Annuaire des Syndicats professionnels. De 1894 à 1903.
Blanc (Louis). — Histoire de la Révolution de 1848.
Buchez et Roux. — Histoire Parlementaire de la Révolution.
Chaptal. — De l'Industrie Française.
Cheruel. — Dictionnaire des Institutions de l'ancienne France.
Delamare. — Traité de police.
Dupont (Paul). — Collection officielle des Ordonnances de Police, 1865.
Donat. — Des Institutions de placement.
Giraud. — Des Bureaux de placement.
Hauser. — Les Ouvriers du temps passé.
Honorat. — Le Placement des travailleurs.
Isambert. — Anciennes lois françaises.
Jannet (Claudio). — Le Socialisme d'Etat et la Réforme sociale.
Joinville. — Miracles de Saint Louis.
Journal des Economistes, 15 septembre 1888 (art. de **M. de Molinari**).
Journal Officiel. Années 1882, 1887 à 1904.
Kirck. — Les Compagnonnages en France.
Le Roy-Beaulieu. { L'Etat moderne et ses fonctions.
 { La Question ouvrière.
Lespinnasse. — Les Métiers et Corporations de la Ville de Paris.
Levasseur. — Histoire des Classes ouvrières en France.
Lyon-Caen et Renault. — Droit commercial.

- Le Compagnonnage.
Martin-Saint-Léon. } Histoire des Classes ouvrières en
France.
Mittre (Casimir) — Les Domestiques en France.
Molinari ((de). — Les Bourses du Travail.
Monde Economique.
Montaigne. — Essais.
Nadaud. — La Question du placement des ouvriers et
employés.
Normand. — Etude comparée sur le placement en France
et à l'étranger.
Le Placement.
Office du Travail. } Deuxième enquête sur le placement.
La Petite Industrie. — L'Alimenta-
tion à Paris.
Bulletins mensuels de 1894 à 1904.
Perdiguier. — Le livre du Compagnonnage, 1840.
Piganiol de la Force. — Description de la Ville de Paris,
1765.
Revue d'Economie Politique.
Revue politique et parlementaire.
Thorlet. — Traité de police administrative. Bureaux de
placement.
-

	Pages
Section III ^e . — De la Restauration à la Révolution de 1848.....	47
Appendice I. — Les Placeurs de Strasbourg.....	50
— II. — Les Compagnonnages.....	53

CHAPITRE IV

Le Placement sous la Seconde République	57
---	----

DEUXIÈME PARTIE

Le Placement depuis le Décret de 1852. — L'Empire et la Troisième République	65
---	----

CHAPITRE PREMIER

Le Placement personnel.....	67
-----------------------------	----

CHAPITRE II

Le Placement par intermédiaire	74
Section I ^{re} . — Le Placement gratuit.....	74
Titre I. — Le Placement charitable	74
— II. — Les Sociétés de secours mutuels.....	82
— III. — Les Bureaux municipaux	85
— IV. — Les Compagnonnages..	94
— V. — Les Syndicats profes- sionnels et les Bourses de travail.....	96
A. — Les Syndicats professionnels..	96
§ 2 ^e . — Les conditions du Placement	104
B. — Les Bourses de travail	105
§ 2 ^e — Les conditions du Placement	116
C. — Les Sociétés commerciales de travail.....	119

	Pages
Section II ^e . — Le Placement payant.....	124
Législation. — Le Décret du 25 mars	
1852.....	124
§ 1 ^{er} . — Des Bureaux de placement	
autorisés.....	133
§ 2 ^e . — Conditions d'ouverture	147
§ 3 ^e . — Conditions du Placement...	151
§ 4 ^e . — De la responsabilité des pla-	
ceurs.....	157
§ 5 ^e . — Statistique. — Résultats	
obtenus par les Bureaux.	159
§ 6 ^e . — Valeur des Bureaux.....	165
§ 7 ^e . — Les Bureaux autorisés	
devant la jurisprudence..	167
§ 8 ^e . — Griefs contre les Bureaux	
de placement.....	170

CHAPITRE III

Projets de réforme.....	181
-------------------------	-----

TROISIÈME PARTIE

Le Placement à l'Étranger.....	223
Appendice. — La loi sur les Bureaux de placement.	273
Conclusion.....	279
Index bibliographique.....	289

LE MANS. — IMP. CH. BLANCHET, 6, RUE GAMBETTA. — 32298
